

La Voix, 17 décembre 1989

Le Centre d'aide aux entreprises du Bas-Richelieu voit le jour

Le Centre d'aide aux entreprises du Bas-Richelieu (CAE), un organisme à but non-lucratif visant à apporter une aide technique et financière dans des projets de création, expansion et consolidations d'entreprises, vient de voir le jour dans notre région.

Hélène Goulet

"Le CAE veut favoriser l'entrepreneurship et la création d'emplois", soulignait en conférence de presse mercredi dernier le président du conseil d'administration Gérald Lefebvre, qui est le directeur général de la Caisse populaire St-Joseph-Tracy. M. Lefebvre a expliqué que le CAE est un volet du Comité d'aide au développement des collectivités (CADC) et a fait état de l'immense travail accompli par son président Robert Beaudry, "un instigateur et grand pilote du projet".

Le CAE est essentiellement un programme fédéral qui recevra près de deux millions et demi en subventions du gouvernement pour les cinq prochaines années. Pour la suite, on envisage d'être en mesure de s'autofinancer. De ce montant, un million sera

cinq ans", a ajouté M. Pepin, qui croit aussi important que le CAE assure un suivi auprès des entreprises afin d'éviter les faillites, notamment.

Il a aussi annoncé que le CAE verra également à la continuité du programme d'encouragement à l'activité indépendante (EAI), qui permet à des chômeurs ou à des assistés sociaux de créer leur propre entreprise. Par le biais de ce programme, le

La Voix 17/12/89

gouvernement accorde au bénéficiaire un montant de 200\$ par semaine représentante du député fédéral Louis Plamondon, Hélène Gignac, a souligné le travail de celui-ci, qui a rendu ce projet depuis deux ans et a salué l'arrivée de M. Pepin, "qui saura sûrement faire place aux jeunes par son expérience antérieure".

Outre M. Pepin à la direction générale et M. Lefebvre comme pré-

sent, les autres membres du conseil d'administration sont le comptable agréé Jean-Pierre Huppé, vice-président et responsable du comité de crédit, Michel Lessard à titre de trésorier et Louise Millette-Valois comme secrétaire. Mario de Tilly de la CDE, le producteur agricole Normand Girard et Jacques Thivierge, directeur des communications à Fer et Titane agiront à titre de directeurs.



Dans l'ordre habituel: Robert Beaudry, président du CADC, Yvon Pepin, directeur du CAE, Hélène Gignac, représentante du député fédéral Louis Plamondon et Gérald Lefebvre, président du conseil d'administration du CAE.

(Photo: Hélène Goulet)

Nous pourrons aider des entreprises en leur faisant un prêt, dont le montant maximal est de 75 000\$. Ces prêts, selon le cas, seront remboursables entre un et cinq ans et l'intérêt chargé sera le taux préférentiel plus 1%. 80% de notre aide financière se fera sous forme de prêts à terme et 20% en prenant part à la capital-action.

Présente à la conférence de presse, la

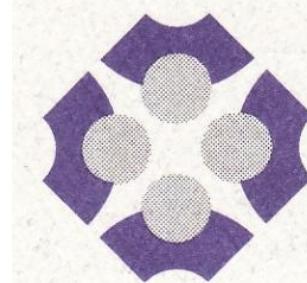
...

Les critères d'ac-



CADC

Comité d'Aide au
Développement des
Collectivités



Sorel-Tracy
et Région



Les 2 Rives, 27 février 1989

Le CADC est une façon de répondre au besoin de reprendre l'initiative en matière de création d'emploi

—René Lachapelle

Yves Deschamps

René Lachapelle, représentant de la CSN au Comité d'aide au développement des collectivités, est sans détour: "La CSN a sa place au sein du CADC puisque la préoccupation majeure de cette table de discussion est le développement régional jumelé à l'émancipation du marché de l'emploi". Dans une entrevue qu'il accordait au journal jeudi dernier, M. Lachapelle expliquait que la dynamique des discussions se déroulant à la table du CADC n'a pas pour but de prendre des ententes syndicales avec les représentants d'entreprises mais simplement de rechercher les pistes d'actions susceptibles de développer concrètement la



région.

Pour René Lachapelle, la question de savoir si la présence de la CSN à un tel comité est un signe que la centrale syndicale a considérablement évolué est une interrogation qui ne se pose même pas: "Écoutez, à mon sens c'est une question qui ne peut

politiciens? "Il y a une chose qu'il faut comprendre dès le départ, répond M. Lachapelle, pour que le CADC soit efficace, il doit y avoir un respect mutuel entre les différents représentants et je vous dirais que "oui", il y a du respect. Du moment que les gens disent sur quelle chaise ils sont (M. Lachapelle veut ici parler de la pensée générale de chaque secteur représenté), il n'y a plus de problèmes et on peut véritablement travailler ensemble. Pour ce qui est de la question du pouvoir, je crois qu'il est utile de dire que c'est un lieu de pouvoir très relatif."

Considérer le CADC comme un exemple de concertation serait, aux dires du représentant de la CSN, aller un peu loin. "Ce



Les 2 Rives , 4 avril1989

Parce que le Comité d'aide au développement des collectivités assit tous les intervenants à une même table

“Le Comité est une sorte d’incubateur qui fait naître des projets”

—Robert Beaudry, président

Louise
Grégoire-Racicot

La région tente depuis quelques années de travailler en cohésion. Il y a du travail de concertation qui s'amorce dans diverses sphères de son quotidien. Un des lieux les plus discrets et des plus représentatifs de ce travail est sans aucun doute le Comité d'aide au développement des collectivités (CADC) dont le président et animateur est Robert Beaudry.

“C'est vrai, reconnaît-il, que cette table à laquelle siègent tant les travailleurs que les élus, les représentants des milieux des affaires, de l'entreprise grande et petite, de l'agriculture et du commerce ainsi que de l'éducation et du monde communautaire, est unique dans notre histoire. C'est



bien la première fois, souligne-t-il, que chacun tient bon, est présent et participe. Nous avons déjà eu une table de ce genre au début des années 80, mais elle a vite atteint sa limite; les syndicats ne s'y sentaient pas à l'aise, les entreprises y allaient quand elles avaient le temps et les

élus y envoyoyaient leur troisième rejeton. Aujourd'hui, c'est différent: tous y sont assidus et y appartiennent de leur.”

Un incubateur

Cette fois-ci, c'est donc autre chose. Alliée à cette table, une nouvelle concertation et présence des élus dans les dossiers de développement régional qui suscitent des initiatives essentielles au progrès de la région, note-t-il. “Le CADC est devenu une sorte d’incubateur qui permet enfin la réalisation de certains projets depuis fort longtemps dans la tête et le cœur de certains. Ce fut le cas par exemple de l’Office de tourisme et des congrès, qui mijotait depuis un bon moment, rappelle Robert Beaudry, mais qui, parce qu'il a fait l'ob-

jet de consensus facile au CADC, a enfin vu le jour. Parce qu'à des porteurs de dossiers se sont pointés pour véritablement le piloter. Le CADC, souligne-t-il, ne prendra jamais le crédit de cela. Car ce sont d'autres personnes que lui qui finalement animeront l’office et le mèneront à assumer sa part de développement touristique pour notre milieu, le CADC n'aura été que l'occasion pour ces gens de se faire porteurs du dossier.”

“Même chose pour la vocation environnementale que Sorel-Tracy veut développer notamment par le biais de l’implantation d’un centre de recherche en environnement dans la région — une chose normale, croit Robert Beaudry, pour un milieu si souvent

pointé du doigt comme grand pollueur, mais qui a parallèlement développé une expertise importante dans la lutte contre la pollution, expertise qu'elle pourrait sûrement partager avec d'autres milieux s'ils le désirent.”

Dans le fond, explique M. Beaudry, le CADC comme tel ne sera jamais sur la place publique comme tel. Mais il est bien vivant et sa force réside dans la force de chacun de ses membres, tous représentatifs d'une partie très importante du milieu.

Gérer sa croissance

“La région est prête à prendre un élan incroyable, à assumer et à gérer sa propre croissance. Elle est rendue à se définir des créneaux dans lesquels elle serait à l'aise pour le faire. Comme elle

est à l'heure également de prendre sa place et de se positionner dans ce grand ensemble qu'est la Montérégie. Le CADC, par la diversité de ses composantes, est un excellent outil en ce sens. Parce qu'il questionne, doute parfois et force à mieux cerner les avenues de son propre développement. Une étude lui a permis de clarifier les forces et les faiblesses du milieu en matière de développement. Il doit maintenant, parce que très représentatif de tous les éléments constituant la région, proposer un plan de développement qui collera mieux à la réalité et permettra de se doter d'outils nécessaires pour y arriver.”

L'objectif ultime, est-il besoin de le rappeler, est d'augmenter le nombre d'entrepreneurs disponibles et la croissance des revenus, renforcer et diversifier la structure économique et augmenter le contrôle local sur son économie. “Au fur et à mesure que les gens précisent leurs vues et positions, les consensus semblent atteignables, dit Robert Beaudry, et ils sont essentiels. Car la biennale du Sommet de la Montérégie s'en vient à grands pas. À l'automne. Déjà au Sommet, nous avons eu notre claque. Nous avons constaté, mais beaucoup trop tard, que nous n'avions pas su nous y prendre pour pousser les dossiers qui nous tenaient à cœur; les élus étaient pour la très grande majorité absents comme les promoteurs d'ailleurs. On y a vu toute notre faiblesse structurelle et d'organisation. Et ça nous a fouettés. Ce coup de fouet a pu rappeler nos gens qui

*Les 2 Rives
4/4/89*

Centre d'aide au développement des collectivités

Deux ans seulement après sa création, le CADC s'illustre par la qualité de ses interventions

Deux ans après sa création, le CADC relève le défi. Le bilan le démontre, le CADC est pleinement fonctionnel. Selon le président du CADC, Robert Beaudry, "l'aspect le plus important du CADC en est la rencontre d'intervenants du milieu désireux de faire progresser leur région en respectant la spécificité de chacun des membres, mais en sachant se rallier et épauler un objectif".

Marie-Josée Salvus

Pour les différents intervenants du milieu siégeant à la table de concertation, le point de jonction pour le développement local est la création ou le maintien de l'emploi.

M. Beaudry poursuit en affirmant: "Nous aurions pu avoir le meilleur plan d'action, mais si nous n'avions pu créer cette volonté de concertation qui anime présentement les membres du CADC, nous n'aurions fait qu'ajouter un autre bon rapport à la multitude d'études restées sans suite. Il nous faut créer le désir de faire avancer les choses et d'intéresser des groupes et des intervenants du milieu à venir rechercher le support de la table de concertation".

Dès sa mise sur pied, le CADC, afin de concerter ses efforts en matière de développement, a mandaté une firme pour brosser un portrait réalis-

secteurs socio-économiques du Bas-Richelieu. Déposé en janvier 1989, il se veut un outil de base nécessaire au fonctionnement d'un CADC. Si plusieurs de ses réalisations se répartissent dans la collectivité ou individuellement, on peut facilement imputer à cet organisme des réalisations telles: une aide technique à la conférence de la biennale de la Montérégie. La biennale qui se déroulait en février '90 a permis à la région de recevoir un montant global de plus de 800 000\$ répartis sur trois projets et d'en acheminer un quatrième vers une autre source de financement. En octobre 1988, afin d'avoir une vision plus exhaustive de la région, le colloque - objectif 90 fut tenu en collaboration avec la CDE. On y dénombrait près de 100 participants. Le Centre d'aide aux entreprises (C.A.E.), le programme d'encouragement à l'ac-



Robert Beaudry

Robert Beaudry célèbre ses 50 ans

L'assemblée générale du CADC tenue le 18 mai dernier fut suivie d'une célébration surprise. Robert Beaudry, président du CADC, célèbre en effet ses 50 ans. Pour l'occasion, les membres de la table de concertation et ses amis s'étaient faits complices afin de souligner dignement cet événement. Robert Beaudry, membre très actif dans notre communauté, peut prendre pour personnel l'hommage qu'on lui rendait alors. Cet ancien président de la Corporation de développement économique et de Marie-Industrie, se distingue par son dévouement et son implication depuis plus d'une quinzaine d'années.

qu'un appui au Centre de recherche en environnement, qui se développe à la suite de diverses discussions tenues à la table de concertation du CADC. Roland Gaudreau et Mario de Tilly prirent alors en main cette idée afin d'en concevoir un projet dont la réalisation pratique est en voie d'aboutissement. Bien plus, le CADC a poursuivi son mandat en rencontrant ou appuyant divers groupes d'intervenants tout en participant financièrement à des projets tels une étude de marché pour l'implantation de l'Office de tourisme.

"Le mandat d'un CADC est d'analyser les problèmes, de déterminer le potentiel d'évolution et de reprise d'économie d'une région et d'engager les actions nécessaires sus-



SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL



Les 2 Rives, 22 mai 1990

Créé en 1988 par le gouvernement fédéral

Le CADC a su réunir à la même table des intervenants de tous les milieux

Yves Deschamps

Mis sur pied en 1988, le Comité d'aide au développement des collectivités dit avoir livré la marchandise escomptée. C'est ce qui a été dit vendredi dernier alors que le CADC procédait à son assemblée générale annuelle. De l'avis de son président, Robert Beaudry, le CADC - création du palier fédéral - a pleinement réussi sa mission d'assoir à la même table des individus provenant de divers champs d'intervention et ce, afin d'élaborer une stratégie commune de développement de l'emploi.

Monsieur Beaudry a souligné que le CADC a franchi une étape importante lorsqu'il a reçu le contenu du rapport Martin. Un rapport qui dressait les grandes lignes d'un plan d'action local visant à améliorer l'emploi. Restait à analyser ce rapport et

titaire. Le rapport Martin disait également que le CADC avait tout avantage à travailler du côté de l'éducation et de la formation de la main-d'oeuvre. Du côté, aussi des loisirs, du tourisme et de la culturel. Et finalement des municipalités.

Suite à l'embauche d'une directrice générale (Mme Lorraine Frappier), le CADC fut en mesure de donner un suivi aux conclusions du Rapport Martin.

Robert Beaudry était particulièrement fier de souligner les actions qu'a menées le CADC depuis deux ans. Il notait la tenue en octobre 1989 d'un colloque régional ayant pour thème: Objectif 90. Mentionnais également la participation structurée et concertée du CADC au Colloque sous-régional de la Biennale du Sommet de la Montérégie. Et enfin, la participation active

ly ont su formuler de façon à ce qu'il soit priorisé et retenu à la Biennale de la Montérégie.

Évidemment, a-t-il mentionné, le CADC a générée d'autres actions mais il est important de reconnaître l'aspect le plus intéressant de notre démarche. C'est-à-dire, ajoute-t-il, la rencontre d'intervenants du milieu désireux de faire progres-

ser leur région en respectant la spécificité de chacun des membres mais en sachant se rallier et épauler un objectif retenu par le CADC; nous aurions pu avoir le meilleur plan d'action mais si nous n'avions pas pu créer cette volonté de concertation qui anime présentement les membres du

suite à la page 36

Le CADC a su réunir à la...

suite de la page 31

CADC, nous n'aurions fait qu'ajouter un autre bon rapport à la multitude d'études restées sans suite que notre région possède déjà. Enfin, a-t-il souligné, il nous faut créer ce désir de faire avancer les choses et d'intéresser les groupes et les intervenants du

table de concertation du CADC.

Une fête surprise pour Robert Beaudry

Impliqué dans le développement régional depuis environ une quinzaine d'années, Robert Beaudry qui fêtait ses 50 ans a eu droit à une petite fête amicale en son honneur. Ses amis et camarades de travail du CADC sont venus lui dire à quel point il comptait pour le déve-

Tout juste nommé président du CADC

Daniel Godin



incarne un
nouveau type
de leadership

Page 3



Les 2 rives
12/11/91

Daniel Godin accepte de succéder à Robert Beaudry à la tête du CADC!

Louise Grégoire-Racicot

Le Comité d'aide au développement des collectivités mises connus sous son sigle de CADC travaillera maintenant sous la gouverne d'un nouveau président, le Dr Daniel Godin qui succède au sortant Robert Beaudry qui y était depuis les débuts de l'organisme il y a 4 ans.

Cette élection du Dr. Godin dont la candidature a été proposée à la table par M. Beaudry s'est effectuée jeudi soir dernier et a rallié la grande majorité des membres. Daniel Godin a expliqué Lorraine Frappier, directrice générale de l'organisme est originaire de la région, l'aime passionnément, n'a pas d'allégeance politique connue et il veut s'impliquer.

Déjà a-t-elle rappelé il a participé à la campagne de souscription de la Fondation de l'Hôtel-Dieu il y a deux ans à titre de président, une campagne qui l'a amené à côtoyer des gens de tous les milieux avec un heureux succès.

Rejoint lundi à la clinique, le Dr Godin s'est dit très surpris d'avoir été approché pour remplir ce qu'il a nommé cette mission. "Il me reste maintenant à répondre aux attentes c'est un défi que j'ai le goût de relever", a-t-il poursuivi, précisant qu'il n'avait pas encore rencontré les membres qui forment son

conseil et qui représentent tous les meilleurs d'intervention de la région depuis ceux du monde des affaires, de l'éducation, du travail, du commerce, du tourisme. "C'est une sapré belle table a-t-il dit que celle du CADC. E y collaborer comme chef d'orchestre est un défi que je veux relever avec cœur. Car j'ai cette région qui est celle de mes origines dans les tripes et veut faire quelque chose pour elle. Je veux qu'on l'aborde de façon positive, qu'on rehausse la fierté d'y appartenir. Et le faire par le développement de l'emploi m'enchanter. Je tenterai l'impossible pour arriver à ces fins a-t-il ajouté, précisant qu'il rencontrera chacun de ses membres pour voir avec eux comment le CADC peut soutenir leurs efforts tout en posant toujours la question: et comment, ce faisant, sert-on la collectivité".

Il y a un bon moment que l'on n'a pas vu un professionnel de la santé œuvrer dans une sphère d'activité non liée à son champ de pratique immédiat. "Dans le passé, certains l'ont fait en politique. On peut penser au Dr. Fiset. Et à la pratique, on verra s'il vaudra mieux qu'on y reste" dit-il en riant, précisant qu'il pratique professionnelle a sûrement favorisé chez lui l'aptitude d'analyse qu'il mettra à contribution au CADC.

Il tiendra fort probablement une conférence de presse dans quelques semaines, après avoir rencontré tous et chacun des membres de la table, avoir fait le tour des dossiers et établi priorités et philosophie qui animeront sa présidence.

La relève!

Louis Plamondon pour un, se réjouit de cette arrivée sur la scène publique de ce qu'il nomme un



Daniel Godin



Robert Beaudry

nouveau leader éventuel. "Robert Beaudry a été le premier à relever ce défi et à former la première véritable table de concertation élargie dans la région, quand j'ai pu obtenir ce programme pour la région. Il a investi 4 ans à cette tâche et, malgré qu'il a dû, à bien des occasions, marcher sur des œufs, il a réussi de grandes choses, jouant ainsi un rôle de rassembleur exceptionnel. Aujourd'hui, il abandonne parce que sa carrière l'exige. Et je suis très fier de voir pointer une nouvelle figure de proue, un nouveau leader de la relève prêt à se mouiller, à s'engager et à être disponible pour sa région."

Beaudry chez Sammi/Atlas

Quant à Robert Beaudry, il acceptait dernièrement d'occuper un poste de vice-président aux aciers Sammi/Atlas, poste dans lequel il entrera en fonction à compter du 2 décembre prochain.

Les 2 Rives 20/11/90

En reconnaissant à la table son leadership

Khelfa permet au CADC de prendre tout son envol

Louise
Grégoire-Racicot

Quelques membres
du CADC ont dû se

questionner, la semaine dernière, suite à la déclaration d'Albert Khelfa, demandant à la table de tracer des ave-

nues à emprunter pour relever le défi du développement actuel de la région. Pourtant, Louis Plamondon, le promo-

teur de cette table auprès du gouvernement conservateur alors qu'il en était membre, la table doit son exis-

tence à un programme fédéral - l'applaudit. "J'attendais cette déclaration depuis la formation même de la

table, il y a deux ans. Je voulais cette table qui réunit nos décideurs politiques. Je la voyais personnellement com-

—Louis Plamondon

me un organisme véritablement régional, une clé de notre développement. Et voilà que M. Khelfa la reconnaît aussi comme tel. Bien sûr, je sens bien que, ce faisant, nous mettons sur les épaules de ceux qui y siègent une lourde responsabilité; mais elle a tout ce qu'il faut pour le remplir. Et ce faisant, elle permet au commissaire industriel avec qui elle travaille en étroite collaboration de ne pas avoir à performer sur tous les plans et de consacrer toutes et chacune de ses énergies à sa véritable tâche de prospecteur d'investissements. En se concentrant ultimement sur les grandes orientations que donneront les membres du CADC à la région."

Quant aux députés, Louis Plamondon les voit travailler à une autre instance, notamment auprès des ministères de leur palier de gouvernement respectif, pour pousser sur les dossiers "sans arrière-pensée d'ingérence", dit-il. "Moi, je sais que le leadership leur appartient. Je les assure de mon support. Cette table est non pas fédérale ou provinciale, mais bien régionale." Régionale, insistait-il.

Le CADC est tout indiqué pour prendre le leadership du développement

— Albert Khelfa

Louise
Grégoire-Racicot

"Notre salut ne peut venir que de nous, affirme Albert Khelfa. Collectivement, on peut se rescaper, mais il faut absolument se tourner vers les tables que nous sommes déjà données pour trouver l'élan nécessaire au redémarrage. Le CADC par exemple rallie les gens de tous les milieux, de l'économie au politique en passant par le monde du scolaire, du social et du tourisme. Il a déjà des études en main. Il devrait être en mesure de nous identifier des créneaux de développement que nous devons investir. Et je crois qu'il a toute

vant un dynamisme local renouvelé, les grands investisseurs s'intéresseront et se joindront. Mais il faut voir à ce que ce développement, cette promotion ne soient pas l'affaire de seulement quelques personnes. Elles doivent nous concerner tous et chacun que nous sommes. Je connais par exemple un agent d'immeuble qui cherche à attirer une entreprise dans le parc industriel de Tracy. Il fait sa part! Vous me direz que cela l'avantagera. C'est vrai. Mais en même temps, il fera avancer la région!"

"Quant au CADC, je crois qu'il doit prendre une place de leadership dans le futur.

ment".

"Oui, les maires avaient choisi à la table des 6, les ferroalliages, et je crois que c'était un bon choix. Mais on n'est pas allé de l'avant avec cela même si le ministère avait aussi ciblé cette priorité. On n'a pas poussé. On s'est un peu contenté d'arracher des choses à d'autres, sans plus".

Des positionner et vite!

"C'est vrai que l'échiquier mondial change: l'Europe de l'est est tombé et 1992 vient vite. Même si le défi de l'excellence reste, celui du positionnement s'impose. Et on ne l'atteindra que dans celui de la solidarité. On n'a pas le choix, sinon on s'effritera. Personne ne nous fera de cadeaux".

"Je trouve tout de même réconfortant annoncé-t-il que le ministre du Commerce et de l'Industrie, Gérald Tremblay ait demandé que toutes les demandes présentées à

l'OPDQ et à la SDI issues de la région, lui soient acheminées directement sur son bureau. Il est ouvert à nos besoins et à notre situation économique. Mais la solution à notre développement ne peut être que politique. Je m'inquiète toutefois qu'à l'OPDQ, aucun dossier ne nous concerne!"

Des exemples d'initiatives

Par ailleurs, on est capable de grande réussite. "Comproc est un exemple flagrant de succès. Un groupe de chez nous a uni ses efforts pour pénétrer un secteur d'avenir, celui de la valorisation des déchets. Ces gens ont osé former une société, en commandite qui aura, j'en suis certain, du succès. Sani Mobile est un autre exemple de ce genre, le défi relevé par un groupe d'associés. Je suis certain, c'est la règle d'or, que le succès va attirer le succès et que collecti-



Un autre congrès dans la région

Journal LA VOIX, 9 août 1992

On attend près de 300 personnes au 5e colloque provincial des CADC

Hélène Goulet

Après le Bloc québécois, la club Lions, l'Association des urbanistes du Québec, la Fédération des sociétés d'histoire et quelques autres organismes, voilà que le 5e Colloque provincial des Comités d'aide au développement des collectivités (CADC) aura lieu dans la région de Sorel-Tracy les 17, 18 et 19 septembre prochains, réunissant près de 200 personnes à l'Auberge de la rivière.

Le colloque aura pour thème "le positionnement des CADC dans les structures existantes", autrement dit le rôle des CADC vis-à-vis des autres organismes

Le colloque aura pour thème "le positionnement des CADC dans les structures existantes", autrement dit le rôle des CADC vis-à-vis des autres organismes socio-économiques. C'est le CADC Sorel-

La tenue de ce colloque à Sorel est due en



Le comité organisateur du 5e colloque des CADC du Québec: assis, Loraine Frappier, Daniel Godin (président du CADC Sorel-Tracy), et Normand Girard. Debout, Robert Beaudoir, Daniel Laurendeau, Gérald Lefebvre, Anne Millette et Jacques Tremblay.

le CADC Sorel-Tracy est un des CADC qui est le mieux structuré et a le plus d'organismes membres (18), alors que la moyenne au Québec se situe autour de 11 organismes. Signalons qu'à Sorel-Tracy, les mem-
provenant des différentes régions du Québec, des présidents des Centres d'aide aux entreprises du Québec, ainsi que des hauts fonctionnaires et des consultants d'Emploi et Immigration Canada.

présidents municipaux (Sorel, Tracy, MRC), syndicaux et communautaires (Corporation de développement communautaire, Conseil central), économiques (la Corporation de développement économique, Chambre de commerce, Centre d'aide au commerce).

d'emploi du Canada, groupe AGIR), et représentants des milieux scolaires (cégep de Sorel-Tracy et commissions scolaires).

Ce colloque, outre les représentants des CADC de tout le Québec, réunira aussi des dé-





Le congrès des CADC du Québec à Sorel: Une bonne raison d'être fier de la région dit Daniel Godin

Louise Grégoire-Racicot

C'est 275 congressistes venus des 55 CADC de l'ensemble du Québec qui ont participé cette semaine au 5e congrès de leur Conférence, à Sorel.

Vendredi après-

région des retombées économiques intéressantes, directes et indirectes. Pour ce qui est des directes, on peut affirmer a-t-il dit sans se tromper que quelques 85 000\$ sont entrés dans les goussets des hôteliers de la région. Les trois hôtels

on y a donc aussi convoqué nos partenaires officiels, les Centres d'aide aux entreprises, les centres de main-d'œuvre de même que les présidents et responsables de ces organismes. Un congrès que le CADC de Sorel-Tracy a orga-

tions concrètes".

Autre sujet à l'ordre du jour: Réussir la création d'emploi en région, spécialement en développement des collectivités. A cet égard nous avons convoqué deux experts à traiter de ces ques-

marquait le 350e anniversaire de fondation de Sorel. Pas étonnant donc que Pierre de Saurel se soit vu confier la tache d'animer la soirée de vendredi soir, sous les marques, autour de la piscine et que les Damés des îles aient été

ni par les membres du comité organisateur: les Lorraine Frappier, Normand Girard, Daniel Laurendeau, Gérald Lefebvre, Anne Millette, Jacques Tremblay et Robert Beaudry qui se sont adjoints à leur tour des membres du CADC



Le président, Daniel Godin
Sorel.

Un congrès des plus importants
Interrogé dans les

Les 2 Rives, 1993

Pour Daniel Godin, le milieu doit, pour se développer, se donner une solidarité tricotée serré

Louise Grégoire-Racicot

“Il nous faut éveiller les forces vives du milieu, les forces de qualité humaine. Il y a chez nous de la brillance, du potentiel. Il faut éveiller et mettre à contribution ces ressources, s’impliquer pour se donner une qualité de vie dont l’emploi est partie intégrante. Il nous faut réintégrer ces exclus du monde du travail victimes de la réorganisation du travail imposé par les impératifs de concurrence mondiale. C'est le défi que nous avons à relever. Ce à quoi travaille avec le CADC. Parce que, à cette table représentative de notre milieu, nous avons tous à cœur la région, son présent et son avenir” exprime Daniel Godin président du Comité d'aide au développement des collectivités (CADC).

Il sait fort bien par exemple que ce salut et cette croissance attendus ne viendront pas d'ailleurs. Ni des entrepreneurs étrangers ou si peu. Ni des gouvernements qui ne sont plus qu'accompagnateurs plutôt que moteurs de développement. Et il se charge de le rappeler. “Il y a une grande partie du développement de la collectivité qui ne tient qu'à elle, à sa volonté, à ses initiatives, à la synergie de ses gens, à sa créa-

tivité, à sa philosophie, à ses approches et façons de faire.”

“Il faut pour cela rallier le plus de monde possible. Cet avenir ne peut absolument reposer sur les épaules de deux ou trois personnes seulement qui portent une vision des choses. Nous avons des stratégies à définir, des règles à établir entre nous. Le milieu doit devenir porteur de ses projets, constructeur de son avenir. Il doit avoir des élus qui parleront fort et haut à tous les niveaux, pour lui et avec lui. Ainsi que des gens de qualité de tous les milieux qui s’impliquent. On doit passer de la confrontation à la concertation. Et les élus locaux deviendront dans cette perspective des stimulateurs de dossier.”

Voilà ce que pourrait être une solidarité axée sur le développement local. Un développement qui n'est pas seulement économique, mais aussi social, culturel et environnemental.

La personne, force motrice

“Ma priorité dit-il est d'inciter à réactiver la stratégie de développement à court terme de la région. Nous avons des axes de développement possible comme l'environnement, la mé-

tallurgie, l'agriculture, le tourisme. Mais il faut se les apprécier, faire des consensus quant à leur importance. Choisir de se développer localement, c'est refuser la fatalité, reconnaître que c'est l'affaire de tous. La personne, dans cette démarche, est la force motrice. Et la considérer comme telle est fondamental.

Il faut aussi se rappeler le passé: celui qui parleront fort et haut à tous les niveaux, pour lui et avec lui. Ainsi que des gens de qualité de tous les milieux qui s’impliquent. On doit passer de la confrontation à la concertation. Et les élus locaux deviendront dans cette perspective des stimulateurs de dossier.”

Louise Grégoire-Racicot

“Il nous faut éveiller les forces vives du milieu, les forces de qualité humaine. Il y a chez nous de la brillance, du potentiel. Il faut éveiller et mettre à contribution ces ressources, s’impliquer pour se donner une qualité de vie dont l’emploi est partie intégrante. Il nous faut réintégrer ces exclus du monde du travail victimes de la réorganisation du travail imposé par les impératifs de concurrence mondiale. C'est le défi que nous avons à relever. Ce à quoi travaille avec le CADC. Parce que, à cette table représentative de notre milieu, nous avons tous à cœur la région, son présent et son avenir” exprime Daniel Godin président du Comité d'aide au développement des collectivités (CADC).

Voilà ce que pourrait être une solidarité axée sur le développement local. Un développement qui n'est pas seulement économique, mais aussi social, culturel et environnemental.

La personne, force motrice

“Ma priorité dit-il est d'inciter à réactiver la stratégie de développement à court

entreprise. La récession impose ses contraintes desquelles on conclut qu'il faut diversifier cette économie, mais on n'a pas ici d'histoire emballante d'entrepreneurship particulier. Le discours n'est pas nouveau, mais il est réaliste. “La région n'est plus une région de hauts salariés comme elle l'a été il y a 20 ans dit Daniel Godin. Géographiquement, la rivière qui sépare les villes à des conséquences sur le comportement de certains individus, avec les-

Opération vérité

“Avant de le faire, poursuit-il, de vendre nos atouts, il faut d'abord se connaître. Évaluer nos réussites. Donc consolider nos acquis. Vivre une espèce d'opération vérité!”

Il y a volonté de concertation à la ta-



ble du CADC. On peut aussi constater que le milieu s'anime. On amorce un partenariat qui se traduit notamment à cette table par le dépôt de certains plans d'ac-

Suite à la page 6 ►

Pour Daniel Godin, le milieu doit, pour se donner une solidarité tricotée serré

Louise Grégoire-Racicot

“Il nous faut éveiller les forces vives du milieu, les forces de qualité humaine. Il y a chez nous de la brillance, du potentiel. Il faut éveiller et mettre à contribution ces ressources, s’impliquer pour se donner une qualité de vie dont l’emploi est partie intégrante. Il nous faut réintégrer ces exclus du monde du travail victimes de la réorganisation du travail imposé par les impératifs de concurrence mondiale. C'est le défi que nous avons à relever. Ce à quoi travaille avec le CADC. Parce que, à cette table représentative de notre milieu, nous avons tous à cœur la région, son présent et son avenir” exprime Daniel Godin président du Comité d'aide au développement des collectivités (CADC).

Voilà ce que pourrait être une solidarité axée sur le développement local. Un développement qui n'est pas seulement économique, mais aussi social, culturel et environnemental.

La personne, force motrice

“Ma priorité dit-il est d'inciter à réactiver la stratégie de développement à court

tivité, à sa philosophie, à ses approches et façons de faire.”

“Il faut pour cela rallier le plus de monde possible. Cet avenir ne peut absolument reposer sur les épaules de deux ou trois personnes seulement qui portent une vision des choses. Nous avons des stratégies à définir, des règles à établir entre nous. Le milieu doit devenir porteur de ses projets, constructeur de son avenir. Il doit avoir des élus qui parleront fort et haut à tous les niveaux, pour lui et avec lui. Ainsi que des gens de qualité de tous les milieux qui s’impliquent. On doit passer de la confrontation à la concertation. Et les élus locaux deviendront dans cette perspective des stimulateurs de dossier.”

La personne, force motrice

“Ma priorité dit-il est d'inciter à réactiver la stratégie de développement à court

taille, l'agriculture, le tourisme. Mais il faut se les apprécier, faire des consensus quant à leur importance. Choisir de se développer localement, c'est refuser la fatalité, reconnaître que c'est l'affaire de tous. La personne, dans cette démarche, est la force motrice. Et la considérer comme telle est fondamental.

Il faut aussi se rappeler le passé: celui qui parleront fort et haut à tous les niveaux, pour lui et avec lui. Ainsi que des gens de qualité de tous les milieux qui s’impliquent. On doit passer de la confrontation à la concertation. Et les élus locaux deviendront dans cette perspective des stimulateurs de dossier.”

La personne, force motrice

“Ma priorité dit-il est d'inciter à réactiver la stratégie de développement à court

entreprise. La récession impose ses contraintes desquelles on conclut qu'il faut diversifier cette économie, mais on n'a pas ici d'histoire emballante d'entrepreneurship particulier. Le discours n'est pas nouveau, mais il est réaliste. “La région n'est plus une région de hauts salariés comme elle l'a été il y a 20 ans dit Daniel Godin. Géographiquement, la rivière qui sépare les villes à des conséquences sur le comportement de certains individus, avec les-

quel nous devons composer. Et l'on doit au même moment se positionner face aux autres sous-régions de la Montérégie, établir des alliances”.

Opération vérité

“Avant de le faire, poursuit-il, de vendre nos atouts, il faut d'abord se connaître. Évaluer nos réussites. Donc consolider nos acquis. Vivre une espèce d'opération vérité!”



Les 2 Rives, 12 mai 1992

Vers un nouveau *partenariat*

PRÉSIDENT DU CADC

Daniel Godin souhaite une réactualisation de la stratégie de développement

Yves Deschamps

Organisme créé par le gouvernement fédéral, le Comité d'aide au développement des collectivités (CADC) a justement été mis en place pour aider au développement économique des régions. Président de cet organisme depuis peu, M. Daniel Godin a bien l'intention de remplir le mandat qui est le sien de faire en sorte d'amener les groupes

"C'est en se concertant, ajoute-t-il, que nous formons un véritable partenariat et c'est justement ce partenariat qui mène à des actions concrètes. Ce que je veux dire, donc, que le partenariat débouche sur des évidemment vers des actions concrètes dans le milieu. En ce sens, il est évident que notre voeu est de déborder le stade de la concertation".

Au prise avec une ré-

"nous serons à même de développer, mais surtout de réactualiser une stratégie de développement" a-t-il souligné.

"Avant de prendre une quelconque direction susceptible de nous mener à bon port, il faut tout de même savoir où on va et comment on peut s'y rendre. En connaissant bien les outils dont nous disposons il nous sera plus facile de tracer une route

10 mai 1992 / 003 / 1170





SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL



F

Le CADC tient 5 soirées de consultation publique pour valider les orientations de développement régional qu'il privilégié

Louise Grégoire-Racicot

C'est maintenant auprès du grand public et des organismes que le Comité d'aide au développement des collectivités (CADC) testera les six grande thè-

gion touristique importante en relation avec son environnement, le 25 mai. L'amélioration de la formation de la main-d'œuvre pour faciliter le développement régional, le 1er juin. Qua la révision sit-

ques identifiées. Puis les gens de la salle qui ont jugé bon présenter une intervention - elle devra être de deux minutes maximum - seront appelés à expliquer comment ils en-

port, mais nous pensons que c'est la bonne voie à suivre pour donner à la région un plan stratégique de développement qui colle bien à elle. Nous sommes actuellement un

écrites lisiblement, trois jours avant la date de l'intervention à son bureau du 67 rue George.

Cette démarche, qui en est une thématique a

problématiques propres à chaque thème. L'inscription à chacun s'effectuera à compter de 18h30 et les soirées se dérouleront entre 19 et 22 heures. Pour informations additionnelles, vous pouvez communiquer au CADC au 746-5818 ou faire parvenir votre intervention écrite par télécopieur au 746-1803.



Les 2 Rives, 21 septembre 1993

Centre de recherche en environnement: le fédéral met plus de 800 000\$ sur la table. Au milieu de jouer!

Louise Grégoire-Racicot

La région l'a longtemps attendu, a cru à un certain moment l'avoir perdu. Voilà que le Centre de recherche en environnement UQAM/Sorel-Tracy disposera de 809 610\$ pour mieux installer ses pénates, se doter d'équipements adéquats pour mener ici-même les recherches pour lequel il a été voulu.

C'est ce que confirme lundi, l'attaché politique du ministre régional Pierre H. Vincent, M. Claude Traversy, après que le conseil d'administration du centre ait reçu une offre écrite de subvention de 509 610\$ et que le CADC ait reçu pour sa part confirmation téléphonique d'un Fonds d'investissement

Raymond Soucy, président du conseil d'administration du centre tracien soumettra donc, dès cette semaine à son conseil, le projet d'entente émanant du Bureau fédéral de développement régional, au Québec, le BFDR, concernant le versement d'une subvention de 509 610\$.

“Maintenant que le fédéral a avalisé ce montant, la balle est maintenant dans le camp du milieu a-t-il reconnu, puisque cette somme nous est acquise si les partenaires du centre réitèrent leur appui au projet. Cela implique notamment que le cégep confirme une location à long terme de locaux et que les partenaires financiers renouvellent leur engagement de support”. Ce qu'il espère et est

cial réaliser des études pour certaines entreprises et municipalité, mais il lui tardait de véritablement s'installer et s'équiper.

Pour sa part Daniel Godin, président du Comité d'aide au développement des collectivités (CADC) affirme avoir reçu une confirmation téléphonique de la part du “ministre régional” Pierre H. Vincent, que le ministère Emploi et immigration a accordé au CADC de Richelieu un FIC de 300 000\$ attribuable au centre de recherche”.

Une affaire de ténacité dit Lorraine Frappier

“Mais nous n'avons jamais lâché reconnaît M. Godin. Nous avons multiplié les rencontres avec les fonctionnaires impliqués au dossier et avec les ministres. Et les coups ont porté puisqu'en mars 1993, nous recevions l'enga-

hauts et ses bas au cours des années, le pire moment ayant été l'annonce, lors d'un point de presse conjoint - c.a. du centre, cégep et CADC - en octobre 1992, confirmant le refus du fédéral de verser une subvention de 768 000\$ au centre pour des raisons que chacun des intervenants au dossier avaient alors qualifiée “d'incompréhensibles, d'atteinte à l'intelligence, de politiques”.

“C'est vrai a dit Mme Frappier que nous y avons mis de l'énergie. Du temps depuis un bon moment. Une partie de nos vacances y a passé. Car pour nous, le centre est une priorité de notre planification stratégique locale. On y voit une bougie d'allumage. Car nous

s'engagent que ce qui fait

sé de Robert Beaupré, Roland Gaudreault, et nous avons appris à travailler avec stratégie! Je ne dirais pas que ce dossier est la seule raison de ma venue en politique active, mais il m'a certainement donné le goût de travailler à un autre niveau, pour ma région, avec le milieu”.

La meilleure utilisation des fonds? demande Plamondon

Ayant senti une annonce prochaine de

ce le FIC de 300 000\$. “Le dossier aurait pu suivre un cours différent dont le corridor du nouveau programme du ministère de la Science et technologie dans son programme d'appui aux établissements de recherche. Il y aurait là plus d'argent disponible, mais il aurait fallu attendre plus de temps pour l'annoncer, peut-être une trentaine de mois. Par intérêt politique, on a donc puisé cette somme dans le fonds



Daniel Godin et Raymond Soucy.



Raymond Proulx succède à Daniel Godin au CADC

*Le Jour
11 dec. 1994*

Le CADC devient la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC)

Hélène Goulet

Le Comité d'aide au développement des collectivités (CADC), suite à la fusion de l'organisme et du Comité d'aide aux entreprises (CAE), s'appelle maintenant la Société d'aide au développement de la collectivité du Bas-Richelieu (SADC).

C'est à la suite d'une décision administrative du gouvernement fédéral, il y a quelques mois, que cette fusion s'est opérée entre les deux organismes, qui reçoivent des subventions fédérales pour opérer.

Le nouveau président de la SADC, Raymond Proulx, qui succède à Daniel Godin, a fait savoir en conférence de presse la semaine dernière que le projet de restructuration présenté par l'organisme local au ministère fédéral de Développement des ressources humaines avait été accepté par ce dernier, et que, grâce à la qualité du projet, il devenait même une source de référence pour d'autres régions, qui sont aussi appelées à faire la même démarche.

Il s'agit du seul projet accepté à ce jour le gouvernement, a-t-il précisé.

La directrice générale du nouvel organisme demeure Mme Lorraine Frappier.

La SADC du Bas-Richelieu, pour constituer son assemblée générale, réunira 18 collèges électoraux, à savoir: les élus municipaux; les organismes communautaires; les organismes jeunesse; les organismes de la santé; les entreprises socio-économiques, coopératives ou entreprises de réinsertion; les institutions d'éducation de niveau collégial; celles de niveau secondaire; les organisations syndicales; les corporations ou associations professionnelles autres que syndicales; les organismes et entreprises du secteur culturel; la Corporation de développement économique; la Chambre de commerce; la Table de concertation en environnement du Bas-Richelieu; l'Office de tourisme; les entreprises de services financiers et institutions financières; les PME; les grandes industries; et enfin le Syndicat régional de l'Union des producteurs agricoles.

On compte donc de nouveaux secteurs qui n'étaient pas présents jusqu'à maintenant au CADC, notamment en ce qui concerne les organismes culturels, les services le santé ou les corporations professionnelles.

Le conseil d'administration sera composé de 23 membres avec droit de vote. S'y ajouteront à l'occasion des collaborateurs, soient des représentants de Développement et ressources humaines Canada, de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre, du Centre Travail Québec, le commissaire industriel, le secrétaire-trésorier de la MRC, ainsi qu'un représentant du service régional de l'Éducation des adultes de la commission scolaire de Tracy.

Un c.a. par intérim a été actuellement désigné pour la mise en place du nouvel organisme.

Signalons que la première assemblée générale aura lieu au début de la nouvelle année, alors que la nouvelle structure sera formellement mise en place.

Les objectifs demeureront sensiblement les mêmes. Toutefois, le regroupement des deux organismes permettra d'offrir un guichet unique pour monter certains dossiers.

D'autre part, de faire remarquer M. Proulx, le plan stratégique de développement régional, instauré par le CADC, sera toujours au cœur de la mission de la SADC. On prévoit une actualisation du plan et certains ajustements, après quelques mois de mise en action. "Nous allons procéder notamment à une certaine hiérarchisation des buts du plan stratégique".

Le principal gain de cette fusion, estime M. Proulx, c'est l'élargissement démocratique. "Il s'agit d'un nouveau souffle grâce aux personnes qui vont venir bonifier la constitution de l'organisme". On peut même s'attendre à certaines remises en questions, a-t-il ajouté, précisant que le consensus devrait évoluer et non pas être coulé dans le béton. "Le milieu est en attente et le plan suscite beaucoup d'espoir".

Toutefois, le budget de la SADC sera diminué de 245 000\$ à 200 000\$. On ne prévoit pas de coupures de poste, mais on réorganisera le travail en fonction des nouvelles contingences.

Enfin, M. Proulx a fait savoir que la SADC ne s'impliquera pas comme organisme dans le débat référendaire. "La SADC ne fait pas de politique mais porte des dimensions politiques. Nous ne ferons que nous assurer que certains points seront gérants", a-t-il conclu.



SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL



Raymond Proulx et Lorraine Frappier, respectivement président et directrice générale de la SADC. (Photo Hélène Goulet)



Les 2 Rives, 25 mai 1993

Le mardi 25 mai 1993 • Les 2 Rives

Une première rencontre réussie du CADC avec le milieu pour parler de la région comme "leader" en environnement

Louise Grégoire-Racicot

Favoriser la création, la mise en marche et le développement d'entreprises locales en relation avec l'environnement, ouvrir la table d'environnement à un plus grand nombre d'intervenants, faire du centre de recherche en environnement un tremplin pour stimuler le tissu industriel régional, voilà comment la région pourrait devenir un leader en environnement.

C'est du moins la vision exprimée par une cinquantaine de

Avant que les gens ne se regroupent en atelier pour préciser des objectifs sur lequel ameront des consensus, Robert Beaupré de la CDE, Normand Garépy de l'Association des chasseurs et pêcheurs de Sorel-Tracy, René Lachapelle de la CSN, Stella Brochu du CLSC, Claude Desautels de l'Atelier des chômeurs du Bas-Richelieu, Michel Pélouquin de Comporec ont rappelé cette grande priorité, pour eux, qui représente l'environnement. Certains l'ont fait de façon plus théorique alors que d'autres y sont allés de mesures

ter des sablières par exemple, ça nécessite du transport. Et souvent quand on le fait, cela impinge les gens". Quant à Michel Pélouquin, de Comporec, il a redit sa certitude qu'une foule d'entreprises reliées à l'environnement pourrait naître, complémentaires à celles déjà mises de l'avant".

La rencontre fut intéressante. Elle a permis à des gens de divers milieux d'échanger de façon sereine sur cette question habituellement empreinte d'émotivité. Peu d'élus malheu-

D'autres rencontres

Quatre autres rencontres sont prévues au cours des prochaines semaines pour continuer l'examen de ces objectifs prioritaires à inscrire dans le plan stratégique de développement. La prochaine a lieu ce soir même et porte sur le tourisme. Puis la suivante se tiendra le premier juin. On y discutera de l'amélioration de la formation de la main-d'œuvre pour faciliter le développement régional. Celle du 3 juin portera sur le discours régional et une définition commune des problé-

Enfin la dernière aura lieu le 8 mai et s'inquiétera de la consolidation et de la diversification de la base industrielle et manufacturière tout en développant l'entrepreneurship local. Dans tous les cas, les rencontres débutent à 19 heures et durent 3 heures. Elles ont lieu au centre culturel de Tracy sauf ce soir où elle se tient au curling de Tracy.

Ceux et celles qui veulent présenter des mémoires sur cette question doivent le faire 3 jours à l'avance en les achemi-

Les 2 Rives, 22 novembre 1995

La SADC veut passer à l'action et parler regroupement municipal

Yves Deschamps

Il faudra encore un peu de temps à la Société d'aide au développement des collectivités de la région Sorel-Tracy (SADC) pour mettre en branle un plan d'action concerté pour l'aboutissement du plan stratégique de développement.

En conférence de presse, mercredi dernier, le président de l'organisme, M. Raymond Proulx, a senti le besoin de faire le point sur les pas en avant effectués par la SADC au cours des derniers mois.

gement municipal. Quoiqu'il en soit, la SADC compte bien convaincre chacune d'elles d'aller de l'avant avec des résolutions confirmant leur volonté d'obtenir une étude sur la possibilité d'un regroupement municipal. Sachant bien que la mission est périlleuse, si non vouée d'avance à l'échec, la SADC a indiqué que si les municipalités ne donnent pas suite à ce dossier, elle s'en chargera elle-même, en absorbant les coûts d'une telle étude. Cela dit, si étude il doit y avoir, tout indique que son contenu ne sera connu qu'en 100%.

Les 2 Rives
22/11/95



SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL

Le réseau des SADC du Québec retient un logo conçu par le graphiste sorelois, Guy Bergeron

Louise Grégoire-Racicot

Le réseau des Société d'aide au développement de la collectivité du Québec (SADC) a retenu, en assemblée générale, le logo que lui avait proposé le graphiste sorelois Guy Bergeron comme emblème de son regroupement.

bilité économique. Répétés pour former un cercle dynamique et rayonnant, nos cinq personnages étant le porte-parole de régions diverses - forment ainsi une table ronde favorisant la concertation. Liés par leurs bras dans une ronde entraînante, en caucus, ils symbolisent un partenariat constructif et ouvert à la

nan plusieurs logos à mon actif, dont ceux de la firme André et Roger Lussier et de CISOFM. Mais je ne m'inscris pas souvent dans ce genre de concours, parce que développer un logo me demande beaucoup de temps. Mais j'aime ce genre de défi; cela me stimule.»



RÉSEAU DES
SADC
DU QUÉBEC



SADC
Société d'aide
au développement
de la collectivité
du Bas-Richelieu



SADC
de Pierre-De Saurel

Raymond Proulx succède à Daniel Godin à la présidence du Comité d'aide au développement des collectivités

Louise Grégoire-Racicot

Le Comité d'aide au développement des collectivités (CADC) a maintenant un troisième président en la personne de M. Raymond Proulx, ex-directeur général de la Commission scolaire de Tracy.

M. Proulx a été coopté par ses pairs, jeudi soir dernier, pour succéder à M. Daniel Godin qui en assumait la présidence depuis le premier décembre 1991. Ceux qui avaient présenté M. Gérald Lefebvre à ce poste se sont ralliés derrière le nouveau venu. Il entrera en fonction le premier décembre prochain.

«Ce qui m'intéresse avant tout dans cet engagement a dit M. Proulx, c'est de contribuer à faire évoluer des dossiers. J'espère être à la hauteur de ce que les membres attendent de moi. J'arrive dans cet organisme à sa plus belle étape, celle de passer aux actes. Les membres ont déjà travaillé au défrichage puis à l'élaboration du plan stratégique. Et les priorités arrêtées en sont auxquelles j'accroche. C'est donc ce mandat avec plaisir. Et je suis sûr que j'ai la disponibilité pour m'y consacrer pleinement.»

Le respect d'abord

Daniel Godin était pour sa part très heureux de voir que la table de concertation qu'il a animée pendant trois ans soit aussi préoccupée de poursuivre le travail amorcé. «Se rallier unanimement derrière le nouveau président est en ce sens un témoignage de cette grande volonté des intervenants de poursuivre en harmonie le travail amorcé».

«Je serai encore présent au cours de novembre pour assurer la passation des dossiers a-t-il ajouté, mais mon mandat est maintenant terminé, trois ans presque jour pour jour après l'avoir entamé. J'ai eu énormément de plaisir à travailler à cette table, parce que je me suis toujours senti épaulé par chacun. Ce que j'ai le plus apprécié est sans aucun doute

la loyauté qu'on m'a témoignée. Jamais je n'ai ressenti de gestes disgracieux à mon égard. Je souhaite que la table fasse preuve de la même loyauté à l'égard de mon successeur. De plus, chaque individu a toujours travaillé dans le respect des autres, de leur rôle. C'est ce qui a donné l'élan nécessaire pour avancer et stimuler».

Cet engagement a nécessité de sa part une présence de tous les jours qu'il est heureux de lui avoir consacrée. Comme il est exigeant pour lui, il le fut aussi pour ses pairs. Il prévoit maintenant prendre un moment de recul qui lui permettra de consacrer plus de temps à sa famille, au monde hospitalier dans lequel il évolue. «Je suis heureux de cette expérience où j'ai travaillé pour les gens de ma région, sans animosité et sans parti-pris».

Un animateur Pour sa part, Louis Plamondon, qui fut à

l'origine de la formation de cette table de concertation a commenté l'élection de M. Proulx comme un souffle nouveau. «M. Lefebvre représentait pour sa part la continuité, ayant siégé à la table et occupé la présidence du Centre d'aide aux entreprises. M. Proulx contribuera certainement son expérience d'administrateur. Je le connais comme un homme d'engagement, de principe, sans affiliation politique, ce qui n'est guère mauvais quand on travaille dans un tel organisme.»

«Je suis certain qu'il sera un bon animateur, un rôle qu'on attend de lui, celui de développer de la prospérité économique appartenant plus particulièrement à la Corporation de développement économique et à son



Raymond Proulx

Daniel Godin

Louis Plamondon

commissaire.

Rappelons que la responsabilité du président sera peut-être appelée à changer légèrement avec la restructuration qui connaît le comité en janvier prochain alors qu'on y intégrera le Centre d'aide aux entreprises, comme l'a décidé le gouvernement fédéral. ▲





Les 2 Rives, 24 mars 1998

Stratégie-jeunesse: l'argent disponible pour les 18-35 qui veulent se lancer en affaires

Les 18-35 ans n'ont pratiquement plus de raison de ne pas initier leur propre entreprise, surtout qu'ils ont maintenant accès à un nouveau programme de soutien financier - Stratégie-jeunesse - qui peut leur consentir un prêt sans exigence de garantie de 5000 \$ à 15 000 \$.

«Un capital non négligeable pour ceux et celles qui se lancent en affaires, veulent faire prospérer une jeune entreprise ou en acheter une déjà existante», dit Geneviève Pellerin, conseillère au programme et à la Société d'aide au développement de la collectivité.

D'autant que le prêt ne porte aucun intérêt pour la période de 24 mois, ni de remboursement de capital obligatoire dans certains cas, poursuit-elle, enthousiaste. «Ce faisant, il a le temps de respirer», s'plode-t-elle. Avec cet argent, il peut aussi constituer la mise de fonds de l'entreprise, ce qui lui donne la suite plus facilement droit à des prêts à la petite-entreprise que le système financier consent aux entrepreneurs.

«Ce programme veut, à sa façon, contribuer à moyenner l'exode des jeunes, leur permettre de créer un propre emploi, ici, tout en améliorant les pratiques de gestion», dit Mme Pellerin. Mais son défi personnel est aussi de donner aux jeunes le crédit

à développer ici. Et j'y travaillerai pour inciter ces derniers à découvrir leurs intérêts. A initier des entreprises dans leur champ d'expertise. Je cherche à rencontrer ceux et celles qui ont le cœur à l'ouvrage, qui aiment ce qu'ils font et s'y engagent à fond. Des qualités essentielles à l'entrepreneur pour créer puis faire grandir son entreprise. Cela implique que je rencontrerai des jeunes encore aux études ainsi que d'autres déjà en affaires. Car ce programme s'adresse à tous ceux-là».

Un prêt personnel

Ce prêt en est un personnel que le jeune doit dépendant investir dans l'achat d'équipement ou dans le fonds de roulement de son entreprise. Contrairement au programme précédent qu'elle administrait - Travailleur indépendant - il ne peut l'appliquer à son salaire.

Autre volet de ce programme



l'entrepreneur tout au long du démarrage de l'entreprise et de sa croissance. La formule est souple, promet Mme Pellerin. «Elle veut favoriser le sain développement de l'entreprise». Elle compte à cet effet recruter pour chacune un parrain, qui peut être un homme d'affaires aguerri, ou si jeune entrepreneur préférée, son conseiller financier. «Nous faisons tout ce qu'il faut pour le mettre en confiance».

Les jeunes doivent évidemment au préalable préparer leur plan d'affaires et démontrer ainsi la viabilité de leur projet. Ce que Stratégie-jeunesse peut aussi leur aider à faire, de connivence avec le Service d'aide aux jeunes entrepreneurs (SAJE).

Seront considérés prioritairement les projets qui s'inscrivent dans les secteurs d'activités inscrits dans la planification stratégique régionale: l'agroalimentai-

facteur et le touristique de même que les entreprises liées à la nouvelle économie. Celles qui créeront des emplois nets, donc qui n'engendrent pas de concurrence directe avec des entreprises déjà établies. «Nous ne voulons pas favoriser le déplacement d'emplois, mettre en péril des entreprises existantes, mais bien, mais la création de nouveaux emplois», précise Mme Pellerin.

A noter que le programme considère aussi que deux jeunes peuvent s'associer dans une entreprise. S'ils répondent aux critères, ils auront droit à un prêt chacun. L'essentiel est que celui qui entreprend doit être propriétaire majoritaire de son entreprise et y avoir un pouvoir décisionnel. Dans le cas de deux entrepreneurs, ils doivent détenir conjointement le pouvoir décisionnel.

100 000 \$

Le Bas-Richelieu peut compter sur un fonds de quelque 100 000 \$ pour ce programme. Même plus, s'il s'avérait que les projets sérieux furent, assure la directrice générale de la SADC, Lorraine Frappier. Déjà quelques-unes ont profité de ce nouvel outil de financement et deux autres projets devraient être approuvés sous peu.

Stratégie-jeunesse a son bureau au 67 rue George-Étienne-Cartier, à P.-de-Saurel.



Le mardi 23 mars 1999 – Les 2 Rives – Page 3

Réfection du colisée: La SADC appuie unanimement Sorel et invite les Sorelois à dire OUI au règlement d'emprunt de 4,5 millions \$

Louise Grégoire-Racicot

A lors qu'elle rencontre une résistance avouée dans son projet d'emprunter 4,5 millions \$ pour rénover le colisée Cardin, de la part de témoins de la Chambre de commerce, voilà que la Société de développement de la collectivité - la SADC - appuie unanimement ce projet.

C'est ce qu'annonçait en point de presse, jeudi, son président Raymond Proulx, rappelant que sa table réunit des organismes de tous azimuts de la région.

Pour eux, a-t-il rappelé, le colisée Cardin est un outil de développement économique et permet de conserver des acquis pour le poursuivre. Il est, souligne leur résolution, un centre d'attraction pour Sorel et l'ensemble du territoire et les activités qu'on y tient génèrent des retombées économiques.

La rénovation du colisée permet aussi de conserver une partie du patrimoine régional, y lit-on.

"Sa disparition pourrait aussi compromettre

la tenue d'événements importants, notamment l'expo agricole. Aussi invitons-nous la population à se prononcer en faveur du projet", a rajouté M. Proulx. "Le colisée est un équipement important dans son secteur du sport, de la culture et des loisirs au même titre qu'un hôpital dans celui de la santé, des polyvalentes et d'un cégep dans celui de l'éducation", a-t-il ajouté.

Le c.a. a regardé l'ensemble des choix auxquels est confronté Sorel dans ce dossier - qui n'en n'est pas un régional, a-t-il rappelé - et, a-t-il aussi ajouté, n'a pas pris de temps à adopter cette résolution, "une décision qui est politique mais non partisane", a-t-il insisté.

1000 \$ pour l'étude sur la fusion

Même prémissse pour l'appui que donne la SADC à l'étude sur le regroupement des municipalités financée par le Regroupement des

hommes d'affaires pour la relance de la région. Elle a d'ailleurs contribué 1000 \$ à sa menée.

"Les regroupements municipaux ont toujours été un dossier prioritaire dans le plan stratégique dont on a doté la région, et la SADC a travaillé au cours des ans à maintenir l'intérêt pour cet objectif et a suscité le débat sur cette question. Quant, à l'automne, les gens d'affaires ont choisi d'investir dans ce dossier, on leur a laissé toute la place. Car nous étions en accord avec eux. Nous avons eu ensemble des rencontres et le c.a. a choisi de contribuer dans la mesure de ses moyens à financer cette démarche", a-t-il expliqué.

M. Proulx a cependant refuser de dire si d'autres organismes voués au développement de la région - comme le CLD par exemple - devaient imiter ce geste. "Chacun est autonome



Raymond Proulx

et libre de s'engager dans les voies qu'il juge à propos d'endosser", s'est-il contenté de commenter.

La semaine prochaine: la SADC et ses engagements pour 1999 ▲



Le Partenaire

Bulletin

Info SADC du Bas-Richelieu

Volume 1, numéro 1

Début d'une recherche adaptée aux défis de l'heure...

Les opportunités de diversification de l'industrie manufacturière reliées au marché de l'environnement



Rangée arrière, de gauche à droite : Serge Carignan, Denis Allard, Raymond Proulx, Olivier Gravel. Assis : Yves Bélanger, Lorraine Frappier (absent : Denis Boisvert).

Étude, action et réalisation...

L'étude *Une stratégie de reconversion de l'industrie manufacturière de la MRC du Bas-Richelieu* proposait, en mars 1997, trois avenues de reconversion de l'économie manufacturière de la MRC du Bas-Richelieu, soit :

- devenir une vitrine internationale en environnement;
- développer en aval de la filière de l'acier inoxydable;
- contribuer au renouvellement de l'industrie métallurgique.

Le dossier *Recherche des opportunités* a fait l'unanimité lors des discussions au sein du comité de suivi, où sont représentées la SADC du Bas-Richelieu, la MRC du Bas-Richelieu et la CDE Sorel-Tracy et Région. La SADC a reçu le mandat de mettre en place une équipe de recherche concernant *Les opportunités de diversification de l'industrie manufacturière du Bas-Richelieu dans trois domaines de fabrication liés au marché de l'environnement*.

Rappelons, en terminant, que les travaux de recherche ont débuté le 24 mars dernier.

Rappelons, en terminant, que les travaux de recherche ont débuté le 24 mars dernier.



SADC
Société d'aide au développement du Bas-Richelieu

67, rue George, bureau 101, Sorel (Québec) J3P 1C2 • Tél. : (450) 746-5595

Développement et emploi

Des fonds pour favoriser la création, l'expansion et la consolidation d'entreprises sur le territoire de la MRC du Bas-Richelieu

Fonds SADC

Aide financière

- Prêt conventionnel, prêt participatif et capital-actions variant de 5 000 \$ à 125 000 \$.

→ Contactez Yvon Pepin, coordonnateur des services de soutien aux entreprises.

Programme Stratégie jeunesse

(pour les 18-35 ans)

Aide financière

- Prêt personnel variant de 5 000 \$ à 15 000 \$.
- Prêt sans intérêt pour une période de 24 mois.
- Possibilité d'un congé de remboursement de capital de 24 mois.

→ Contactez Geneviève Pellerin, conseillère Stratégie jeunesse.

Principal partenaire : gouvernement fédéral - Développement économique Canada.

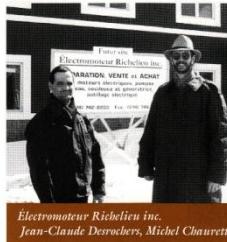
Fonds Solide

Aide financière

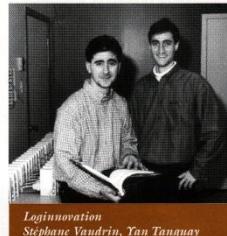
- Prêt conventionnel, prêt participatif et capital-actions variant de 5 000 \$ à 50 000 \$.

Principaux partenaires : gouvernement provincial - Secrétariat au développement régional, SOLIDEC, organismes et entreprises du milieu.

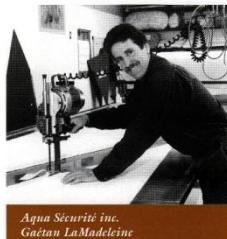
→ Contactez Yvon Pepin, analyste financier.



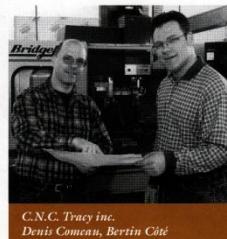
Electromoteur Richelieu inc.
Jean-Claude Desrochers, Michel Charette



Loginnovation
Stéphane Vaudrin, Yan Tanguay



Aqua Sécurité inc.
Gaétan LaMadeleine



C.N.C. Tracy inc.
Denis Comeau, Bertrand Côté

L'équipe de la SADC



■ ■ ■ Développement économique Canada - Le gouvernement du Canada, partenaire de la SADC du Bas-Richelieu.

Par son engagement à offrir des services qui répondent aux besoins de la collectivité, l'équipe de la SADC du Bas-Richelieu appuie le développement du potentiel économique de notre région et la création d'emplois durables, lesquels permettent à la petite et moyenne entreprise de prospérer et de se développer.

Rangée arrière, de gauche à droite : Yvon Pepin, Geneviève Pellerin, Ginette Côté et Lorraine Frappier.
Assise : Martine Vachon.

SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL



La SADC souligne son dixième anniversaire

Photo: Louis Latraverse

La Société d'aide au développement des collectivités (SADC) soulignait la semaine dernière ses dix années d'existence. Le président de l'organisme, M. Raymond Proulx, a saisi l'occasion pour dresser un bilan des réalisations de l'or-



Catherine Ferembach, nouvelle directrice générale de la SADC

ganisme et saluer le départ de madame Lorraine Frappier qui a quitté ses fonctions de directrice générale en juillet dernier tout en présentant aux invités la nouvelle directrice générale, madame Catherine Ferembach.

L'heure du bilan

"Dix années marquées par des périodes exigeantes, difficiles, parfois décevantes, mais aussi marquées par de belles manifestations de solidarité, de concertation réussie et de réalisations concrètes" mentionne M. Proulx. Depuis sa fondation la SADC a prêté près de 3 millions \$ pour le démarrage ou l'expansion d'entreprises. Ces investissements, ont contribué à la création de 261 nouveaux emplois et au maintien de 474 autres.

Parmi les réalisations concrètes, M. Proulx souligne l'adoption du premier plan stratégique de développement, la venue du Centre de recherche en environnement de l'Université du Québec à Montréal, la réalisation des études sur la reconversion industrielle et la mise en place des Centres d'accès communautaires à Internet. *"Concernant les Centres d'accès, il me fait plaisir de vous mentionner que le projet soumis par la SADC du Bas-Richelieu est considéré comme le meilleur au Canada. Il servira de modèle pour la présentation des nouveaux projets. C'est une belle reconnaissance de ce qu'on sait faire"* de mentionner M. Proulx.

Témoignage émouvant de Lorraine Frappier

"Je voudrais remercier tous ceux et celles qui pendant 10 ans qui ont donné du temps, de l'énergie, de leur savoir-faire, de leur savoir-être, parce que je suis quelqu'un qui travaille en équipe et lorsque je regarderai ce tableau, il y aura une couleur pour chacun d'entre vous" disait en substance Lorraine Frappier, émue jusqu'aux larmes, après avoir reçu un tableau de Desrosiers en témoignage de reconnaissance.

Catherine Ferembach, nouvelle directrice générale

Mme Ferembach est entrée en fonction le 13 octobre. Mme Ferembach possède une maîtrise en Sciences politi-

ques. Auparavant, elle était à l'emploi du Groupe-conseil Saint-Denis, un organisme qui travaille dans le domaine de l'intégration au marché du travail, plus précisément, elle était coordonnatrice au programme d'initiations aux nouveaux modes de travail et aux cercles stratégiques. Elle a aussi été animatrice et conseillère d'un cercle d'emprunt, conseillère au programme d'Aide au travail indépendant, et adjointe principale de recherche pour le groupe de recherche sur l'industrie militaire de l'Université du Québec à Montréal.

Mme Ferembach compte déménager dans la région aussitôt qu'elle aura trouvé *"une belle maison avec une grande cour et un jardin"*, une remarque dont Denis Allard, présent dans l'assistance, a pris bonne note.



SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL





Le Partenaire

Bulletin

Info SADC du Bas-Richelieu

Volume 3, numéro 1

SADC
Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL

En novembre 1994, j'acceptais la présidence de la SADC du Bas-Richelieu pour un mandat de trois ans. Pour plusieurs motifs, ce mandat a été prolongé. C'est finalement après cinq ans que je m'apprête à quitter la présidence.

Au cours de ces années, il m'aura été donné de connaître, tant au plan local, régional, provincial qu'international, des personnes qui m'étaient jusque-là inconnues. Ces contacts auront été des occasions de renouer avec de vieilles connaissances, de créer des liens avec des personnes de divers secteurs d'activité, puis de me faire de nouveaux amis. Par surcroît, j'ai pu me familiariser avec diverses instances du gouvernement fédéral et avec des organismes locaux et provinciaux impliqués dans le développement local. J'aurai aussi acquis une meilleure connaissance de certains secteurs d'activité, particulièrement dans les domaines économique et communautaire.

Ces années à la présidence de la SADC m'auront permis d'apporter une contribution dans l'élaboration d'une démarche de nature à assurer le développement de notre collectivité, tant économique, social que culturel.

Je pense particulièrement à cet objectif du plan stratégique de développement qui préconisait un regroupement des municipalités urbaines du Bas-Richelieu. Au cours des six dernières années, la SADC a maintenu le débat sur la place publique et provoqué la réflexion. Ce faisant, elle a sans aucun doute inspiré ceux qui ont décidé de passer à l'action politique non partisane, ce qui était une chose impossible pour un organisme de concertation comme le nôtre. Aujourd'hui, le regroupement est en voie de réalisation.

L'étude sur la reconversion industrielle aura permis de regrouper des organismes locaux, dans le but d'identifier les secteurs d'avenir sur lesquels pourraient s'appuyer la relance économique de notre collectivité. Dans peu de temps, un plan d'action précis sera soumis aux intervenants locaux. Il sera alors possible pour chacun d'eux de jouer son rôle qui est le sien, dans une action concertée dont les seuls gagnants seront les hommes et les femmes du Bas-Richelieu.

La mise en place des neuf centres d'accès communautaires à Internet sur le territoire du Bas-Richelieu est une autre belle réalisation qui démontre l'importance du rôle d'animateur joué dans le milieu par la SADC.

«Cinq années d'engagement bénévole qui auront été pour moi une source d'enrichissement personnel et de satisfaction.»



C'est d'ailleurs suite à l'initiative de la SADC à l'action concertée de plusieurs municipalités, de la Commission scolaire de Sorel-Tracy, de plusieurs écoles primaires, d'un bon nombre de caisses populaires et d'organismes locaux que ces centres ont été réalisés. Industri Canada aura contribué pour une somme de 300 000 \$ et l'ensemble des milieux pour un montant équivalent en ressources humaines, financières et matérielles. Aujourd'hui, c'est le monde qui est à la portée de nos collectivités par l'intermédiaire de la technologie.

À ces dossiers majeurs, nous devons ajouter plusieurs autres préoccupations qui visent essentiellement une contribution positive au développement de notre milieu. Je pense particulièrement à l'établissement d'un parcours entrepreneurial, de concert avec les organismes concernés, aux démarches en vue de mettre en place un cercle d'emprunt et un cercle stratégique afin d'aider des entrepreneurs et des personnes en recherche d'emploi, sans oublier bien sûr le Fonds d'investissement et le programme Stratégie jeunesse, deux façons de favoriser le démarrage de nouvelles entreprises ou l'expansion d'entreprises existantes.

Enfin, suite à la création du CLD, j'ai dès le départ été préoccupé par l'importance pour la SADC et le CLD de convenir de façons de faire qui permettraient d'éviter la concurrence, les confrontations et les dédoublements. Il fallait que les deux organismes parviennent à se définir de façon à agir en complémentarité dans l'intérêt de la région. Je crois vraiment qu'ils ont fait les efforts nécessaires en ce sens. L'objectif recherché est de toute évidence atteint. Si le comité mis en place à cette fin a joué son rôle, nous nous devons de reconnaître l'excellence du travail des deux directeurs de ces organismes, lequel était essentiel dans les circonstances.

Je quitte donc la SADC avec la conviction d'avoir été associé à une œuvre utile et que le meilleur est à venir. Oui, le meilleur est à venir à la condition que nous maintenions notre volonté de faire ensemble. Nous avons de bonnes raisons de nous réjouir, mais...

À tous ceux et celles qui m'ont permis d'agir comme président de la SADC et qui m'ont apporté leur appui et leur collaboration, je veux dire merci et leur souhaiter la plus belle des réussites.

À tout le personnel à l'emploi de la SADC, j'adresse un dernier message de reconnaissance pour le travail accompli avec intérêt et motivation. Un mot à l'endroit de Catherine Ferembach, directrice générale, pour lui exprimer la satisfaction que nous avons de l'avoir choisie. Son sens du devoir, son implication, sa disponibilité, les initiatives prises depuis son arrivée témoignent de son professionnalisme et de sa compétence.

À ceux et celles qui poursuivent leur engagement, je les salue et leur souhaite le meilleur des succès.

Raymond Proulx



SADC
Société d'aide
au développement
de la collectivité
du Bas-Richelieu

67, rue George, bureau 101, Sorel (Québec) J3P 1C2 • Tél. : (450) 746-5595
Courriel : sadc@sorel-tracy.qc.ca



Gratien Lebel succède à Raymond Proulx à la tête de la SADC

Louise Grégoire-Racicot

Gratien Lebel, un chimiste retraité de Tioxide, est devenu, mardi dernier, le quatrième président de la Société d'aide au développement de la collectivité - la SADC - succédant à Raymond Proulx qui avait terminé son mandat à l'été.

M. Lebel connaît bien l'organisme au sein duquel il siège depuis quatre ans et dont il a été vice-président à la planification jusqu'à sa nomination à la présidence. "Voilà un beau défi à relever que j'ai accepté parce que je crois que je serai à la bonne place au bon moment pour contribuer ma part au développement de la région. Nous déposons, conjointement avec la MRC et le Centre local de développement (le CLD), le plan de redressement de la région le 20 novembre. Ce sera notamment l'occasion de le faire connaître et valider par l'ensemble des intervenants et des élus de la région", a-t-il dit.

Puis il appartiendra à la SADC d'actualiser certains créneaux de ce plan en matière d'entrepreneuriat et de reconversion de l'économie régionale.

"Le CLD aura aussi un rôle important à y jouer et j'espère que la MRC contribuera financièrement à ce plan pour que nous puissions bénéficier au maximum du support aux investissements d'autres instances", a-t-il expliqué.

La SADC sera aussi en quelque sorte le chien de garde du déroulement des actions arrêtées dans le plan de redressement et suivra de près l'évolution des dossiers : "On existe depuis un certain temps et avons déjà expérimenté la concertation. Le temps est propice à la réalisation à court et à moyen terme de certaines choses d'autant que la SADC et le CLD ont appris à travailler ensemble et que le milieu sait fort bien ce qu'il veut. Nous aurons un comité de suivi qui verra à concrétiser le plan, à donner des échéanciers pour y arriver. Ce qui sera un travail fort intéressant et que je veux surtout très efficace. En ce sens, je suis d'ailleurs assuré du support de l'équipe actuelle pour que nous puissions aller toujours de plus en plus loin dans la reconstruction de notre économie régionale", a-t-il conclu. ▲



Des jeunes entrepreneurs dans la région : ça existe !

Helène Goulet

De plus en plus, de jeunes entrepreneurs enthousiastes tentent de faire mentir le cliché selon lequel ils se font rares dans le Bas-Richelieu.

En effet, avec la complicité de la Société d'aide au développement de la collectivité, ils sont maintenant une trentaine à avoir reçu de l'aide provenant du programme Stratégie jeunesse offert par l'organisme. Même si l'offre de services de l'Institut Salomon d'Affaires 2000 organisé par la Chambre de commerce, la conseillère au programme, Danielle Duchesne, a fait savoir que plus de 300 000 \$ ont été investis dans 24 entreprises menées par 18 hommes et 12 femmes, ce qui a ainsi généré dans la région des investissements atteignant plus de 1,3 M \$. Très fière, Mme Duchesne a fait remarquer que l'offre de développement a été étendue en 1997, à un taux de réussite de 97 %, une seule entreprise ayant dû fermer ses portes. Ainsi, 39 emplois ont été créés, en plus d'en maintenir 46 autres.

Le programme initié par Développement économique Canada, permet aux jeunes entrepreneurs âgés entre 18 et 35 ans d'obtenir, par la same intérêt de 5 000 \$ à 15 000 \$ pour une durée de deux ans et dont la période de remboursement se situe entre un et cinq ans. Sur les 24 entreprises, quarante étaient nouvelles, alors que pour sept entreprises, il s'agissait d'expansion. Trois autres ont été des acquisitions d'entreprises déjà existantes.

Selon Gratien Lebel, président de la SADC, le programme a la particularité d'of-



Des jeunes fiers de leurs entreprises : 1ère rangée, Vanno Heng et Judith Deutsch (DeutschHeng Consultants en ingénierie), Marie-Pierre Caouette, orthophoniste, Nathalie Carpentier (L'Amphibie Mailots) et Dianne Averill (Boutique Mix Mix, vêtements de cuir et suède). 2e rangée, Josée Lavoie (Boutique Chez Soi 2000), Michel Trépanier (Trey Ménage) et Isabelle Piché (Géant du Marais). 3e rangée, Jeannine, Lynne Cournoyer (Géant du Chez Soi 2000), Julie Lesteur (Mille et une cendrilles) et Alain Bedin (Ferme Marichère). 4e rangée, Patrick Rousseau (Les Toitures Rouaval), Danielle Duchesne (conseillère au programme Stratégie jeunesse), et Joël St-Pierre (S.T.M. Ventilation).

Sont absents sur la photo, David Beauchemin (La Baguette), Jean-Hugues Leblanc (Clinique natureopathique), Caroline et Patrice Boucher (Deluxe Nettoyage), Carole Gauthier (Graphite Conception & Marketing), Yan Tanguay et Stéphan Vaudrin (LogInnovation Technologies), Marco Parenteau (Magesco), Michel Pélquin (MP Concepts), Benoit Letendre (Sécuritech), Éric Farley (Société sur place) et Guylaine Plante (Villa Saint-Laurent).

frir un soutien "personnalisé" et con-

stituer pour les jeunes une occasion d'innover. Il est en outre compatible avec le plan de reconversion industrielle de la SADC, l'objectif de développer l'entrepreneuriat chez les jeunes étant claire-

merce de détail, natureopathie, nettoyage commercial, agriculture, graphisme, ingénierie, orthophonie, Internet, systèmes de ventilation, sablage par jet abrasif, secteur culturel, réparation, etc.

Ce qui a frappé Alain Beaudin, qui possède une ferme maraîchère à Belle-Palude, une ferme maraîchère où ils cultivent des fines herbes, c'est l'ouverture d'esprit dont ont fait preuve les intervenants du programme. Ils étaient plus ouverts que l'Office de crédit agricole ! M. Beaudin, qui a repris la ferme familiale et qui avait besoin de procéder à l'achat de machinerie de production et d'acquérir des systèmes d'irrigation, qui nécessitaient d'allonger significativement la saison maraîchère, a préparé méticuleusement son plan d'affaires : "Ça prend de la conviction pour convaincre !"

Pour sa part, Marie-Pierre Caouette, orthophoniste, a toujours su qu'elle deviendrait entrepreneure, et a utilisé toutes les ressources dont elle pouvait disposer pour partir son entreprise. Je suis en train d'en faire une belle réussite, a-t-elle déclaré fièrement.

Les 2 Rives, 25 janvier 2000

RECONVERSION INDUSTRIELLE

L'environnement au cœur du plan d'actions

Patrick Turgeon

Dix ans après entrepris une première démarche concrète pour la réalisation d'un plan stratégique de développement, la Société d'aide au développement des collectivités (SADC) du Bas-Richelieu a présenté, jeudi dernier, les résultats d'une deuxième étude sur la reconversion industrielle ainsi que le plan d'action s'y rattachant. Cette étude commandée par la SADC et coordonnée au Centre de recherche en environnement UQAM-Sorel-Tracy (CREUST) par le directeur de recherche Yves Bélanger a permis d'identifier 19 entreprises européennes potentielles qui seront courtisées d'ici les prochains mois afin qu'elles viennent s'établir dans la région bas-richeloise.

En ce sens, l'étude a identifié 14 niches prometteuses et conformes aux critères retenus pour la reconversion industrielle régionale. Deux d'entre elles ont été ciblées, soit les systèmes de transport et d'entreposage des déchets nucléaires hautement contaminés et les équipements requis par l'application des biotechnologies. "D'ici 2020, la communauté internationale devra disposer de 500 000 tonnes métriques de déchets hautement radioactifs émanant des quelque 200 réacteurs nucléaires à fermer et des résidus produits par le secteur de l'armement. La demande de conteneurs spécialisés se situera entre 300 000

et 400 000 au cours des quatre prochaines décennies", a fait savoir le directeur Yves Bélanger.

La démarche auprès des entreprises européennes nécessite d'être planifié. Le comité a donc élaboré un plan d'action triennal. "L'objectif est d'assurer une liaison cohérente entre les investisseurs étrangers et les différents partenaires. Il faut d'abord munir la région d'outils d'information et de promotion propres à susciter l'intérêt des investisseurs étrangers et constituer une offre de service régionale avec les services publics et les entreprises permettant de répondre aux besoins de ces investisseurs", d'expliquer la directrice générale de la SADC du Bas-Richelieu, Catherine Ferembach, précisant que le CLD est activement impliqué dans le projet.

Saisir la chance



Yves Bélanger, du Groupe de recherche sur la reconversion industrielle.

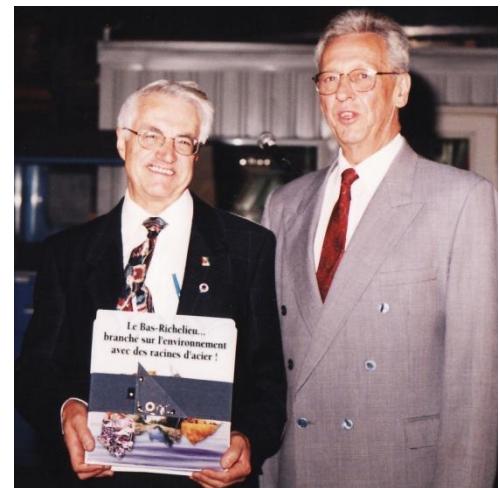
Le président du Centre de recherche en environnement UQAM-Sorel-Tracy, Robert Beaupré, a indiqué que la région a la chance d'avoir aujourd'hui une longueur d'avance sur beaucoup d'autres régions au Québec en raison de sa mobilisation autour du thème de l'environnement. "Les structures sont en place, d'autres viendront s'ajouter, pensons au Carrefour de la nouvelle économie et au Centre de transfert technologique en écologie industrielle, les études préliminaires sont complétées, les programmes de financement sont disponibles et le réseautage nécessaire, soit les universités, centre de recherche, PME de l'industrie de l'environnement, entreprises et organismes de financement sont prêts à travailler en concertation", dit-il.

En ce sens, M. Beaupré poursuit en soutenant que c'était à nous maintenant d'en profiter et à devenir leader en environnement au Québec. "Penser globalement, agir localement. La meilleure contribution que chacun d'entre nous pouvons faire pour atteindre cet objectif, c'est certainement d'apporter notre support et notre collaboration à toute demande adressée dans ce sens. Il faut travailler tous ensemble en regard du secteur de l'environnement comme axe de développement possible et porteur d'avenir. Je crois à l'environnement. Comme citoyen, je peux être fier et rassuré d'habiter une région où l'on proclame que l'environnement est une priorité", précise-t-il.

Enfin, le président de la SADC, Gratien Lebel, a rappelé aux gens présents que cette démarche a été entreprise au début des années '90 afin de réaliser un plan stratégique de développement et ce, en concertation avec le milieu. Parmi les objectifs à atteindre dans le cadre de cette planification stratégique, la diversification de l'activité économique dans des domaines de l'environnement, du tourisme et de l'agriculture est retenue. Une première étude est déposée en 1997 et permet de prendre conscience de l'évolution du dossier environnemental dans le Bas-Richelieu, passant d'un bilan négatif à un bilan positif en ce qui a trait au recyclage des résidus industriels. ▲



Lancement « Le Bas-Richelieu...branché sur l'environnement avec des racines d'acier! »



Les 2 Rives, 13 novembre 2001



LES AFFAIRES

Le mardi 13 novembre 2001 | LES 2 RIVES | Page 19

L'Initiative régionale stratégique et ses critères d'admissibilité

Sept mois après avoir annoncé la mise en place du programme Initiative régionale stratégique (IRS) dotée d'une enveloppe financière de sept millions de dollars pour les trois prochaines années, Développement économique Canada (DEC) a fait savoir, en point de presse, il y a une quinzaine de jours, devant plusieurs intervenants oeuvrant dans divers milieux dans la région, les critères d'admissibilité des entreprises et de quelle façon l'aide financière versée leur sera accordée via ce programme.

Élaborée en concertation avec la SADC du Bas-Richelieu, cette IRS de la MRC du Bas-Richelieu dépasse le concept d'un programme adapté à un



Jack Noddleman, de DEC pour la Montérégie

valeur ajoutée ainsi que des organisations ou entreprises actives dans le domaine du développement rural et touristique, cette initiative accepte les demandes provenant d'entreprises établies sur le territoire du Bas-Richelieu, étant constitué légalement, contribuant au développement, à la relance ou à la diversification économique de la région et présentant un plan d'affaires soutenant le projet. «Nous voulons rehausser les efforts faits en recherche et développement et dans des créneaux de la nouvelle économie», de dire Jack Noddleman, directeur de

PATRICK TURGEON

Saint-Pierre, nous voulons favoriser le développement de produits touristiques novateurs. L'aide financière sera ainsi accordée sous forme de contribution remboursable, sauf dans le cas de projets à but non lucratif», d'ajouter M. Noddleman.

Quant au président de la SADC du Bas-Richelieu, Gratien Lebel, il a mentionné que l'IRS est un des deux volets de l'intervention du gouvernement canadien dans le Bas-Richelieu, le deuxième concerne ce qui est

appelé SADC-Partenaires Canada. «Il s'agit de ministères ou d'organismes qui ont décidé d'intervenir plus activement auprès des entreprises locales. Les représentants de ces ministères se sont engagés à être plus présents dans notre région. C'est pour cette raison que la SADC a mis à leur disposition un local dans ses bureaux de la rue George. Une tournée des entreprises est déjà amorcée. Nous espérons ainsi que cette proximité leur permettra de mieux utiliser leurs services», admet-il.▲

**Jean-Pierre Letarte reporté
à la présidence de la chambre de commerce**

(LGR) — Les membres de la Chambre de commerce et d'industries de Sorel-Tracy métropolitain



Les 2 Rives, 15 juin 1999

Le mardi 15 juin 1999 **Les 2 Rives** - Page 11

La SADC endosse les recommandations de l'étude sur la fusion

Fidèle à sa mission de stimuler la participation de la collectivité dans la prise en charge de son avenir, la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Bas-Richelieu exprime publiquement son appui au projet de regroupement des municipalités de l'agglomération urbaine formée des villes de Sorel, de Sainte-Anne-de-Sorel, de Saint-Joseph-de-Sorel et de Tracy. Par le fait même, la SADC endosse sans restriction les résultats de l'étude de la firme Raymond Chabot Grant Thornton rendue publique le premier juin.

Selon son président, Raymond Proulx, il est essentiel que d'ici le 22 juin, les élus adhèrent volontairement aux conclusions de l'étude afin que les véritables négociations sur la mise en place de la nouvelle municipalité débutent rapidement.

"Les données sont disponibles pour tous et l'étude répond de manière précise aux principales questions que les élus et les citoyens peuvent se poser. Dans ce dossier, les élus doivent démontrer du leadership et ils ne devraient pas se retrancher derrière le fait qu'ils n'ont pas été élus avec le mandat politique de réaliser la fusion, mais plutôt faire preuve de courage et de détermination et s'engager de bonne foi dans les négociations. Une fois ces négociations complétées, il existera toujours des outils démocratiques, par exemple un référendum, pour vérifier l'adhésion de la population aux résultats obtenus". soutient M. Proulx.

Déjà, en 1993, la SADC du Bas-Richelieu, dans sa planification stratégique, retenait comme priorité d'action l'avancement du dossier de la fusion des quatre municipalités. Bien que la SADC ait participé financièrement à la réalisation de l'étude, elle est consciente qu'un regroupement municipal ne réglerait pas tous les problèmes de la région. Cependant, elle a la conviction ferme qu'il favoriserait la concertation, l'unité de pensée et la rapidité d'action, des éléments nécessaires au redémarrage d'une région en déclin dans le meilleur intérêt social et économique de tous les citoyens. ▲

Le gouvernement fédéral injecte 7 millions \$ dans le Bas-Richelieu

Hélène Goulet



Le ministre du Revenu national et secrétaire d'État responsable de Développement économique Canada, Martin Cauchon.

Le ministre du Revenu national et secrétaire d'État responsable du Développement économique Canada, Martin Cauchon, a annoncé vendredi (hier) que Développement économique Canada injectera dans le Bas-Richelieu la somme de 7 millions de dollars sur une période de trois ans dans le cadre de son programme Initiative régionale stratégique. M. Cauchon a fait cette annonce à l'occasion de la conférence Foire-info qui avait lieu au Cégep de Sorel-Tracy. L'Initiative régionale stratégique (IRS) que nous annonçons

aujourd'hui est la réponse concrète du gouvernement du Canada au plan de redressement élaboré par la communauté, a déclaré le ministre. Ce dernier a fait savoir que cette enveloppe, qui pourra être renouvelable au bout de trois ans, servira à financer des projets structurants touchant deux des principaux axes de développement identifiés dans le plan stratégique de développement élaboré par la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC), en collaboration avec le Centre local de développement (CLD) et la MRC du Bas-Richelieu.

Les deux axes sont la diversification de l'économie et le développement du dynamisme de l'activité entrepreneuriale. Les interventions gouvernementales sont divisées en quatre volets, a précisé M. Cauchon. Le premier volet, auquel sera allouée une somme 3,6 millions \$, consiste à diversifier l'économie par le développement de la capacité technologique, afin d'accroître la capacité de recherche et développement et favoriser la mise à niveau technologique des PME. À titre d'exemple concret, le ministre Cauchon a fait savoir qu'un conseiller en technologie industrielle du Conseil national de recherches du Canada sera spécialement affecté au territoire du Bas-Richelieu, à raison de deux ou trois jours par semaine, dans le but de promouvoir l'utilisation du Programme d'aide à la recherche industrielle. Le gouvernement fédéral favorisera d'autre part la mise sur pied d'un incubateur technologique pour stimuler l'émergence d'entreprises dans des secteurs tels la fabrication d'équipements de haute technologie, le multimédia, les biotechnologies et les nouveaux matériaux.

Le deuxième volet consistera à mettre en valeur le développement touristique, grâce à un montant de 1,9 M \$. Il faut, estime M. Cauchon, accroître la capacité de rétention des touristes, notamment par une exploitation rationnelle des retombées de la reconnaissance par l'Unesco du lac Saint-Pierre et de son archipel comme réserve mondiale de la biosphère. Comme exemples de projets potentiels, M. Cauchon a cité la construction de la passe migratoire du barrage de Saint-Ours, la réalisation d'un plan directeur pour le développement de la réserve mondiale, et la réalisation d'une étude de faisabilité sur la création d'un parc thématique axé sur les îles de Sorel.



Le président de la SADC, Gratien Lebel

Le troisième volet vise à accroître la capacité d'adaptation des entreprises, en contrepartie au déclin des industries traditionnelles. Les projets potentiels sont une étude sur les perspectives de développement du secteur agro-alimentaire, le développement de micro-entreprises en milieu rural destinées à exploiter certaines richesses particulières, un appui financier à la création d'un fonds spécial d'investissement destiné à l'acquisition d'équipements neufs à technologie moderne, ainsi que l'encouragement à l'entrepreneuriat régional par la mise sur pied de programmes de prix et bourses. On y injectera un million de dollars.

Enfin, le quatrième volet concerne le rayonnement international de la région, pour lequel on souhaite consacrer un demi-million de dollars. Dans ce cadre, le gouvernement appuiera les démarches locales de promotion à l'étranger.

Selon le président de la SADC, Gratien Lebel, qui s'est entretenu avec la représentante de La Voix, cette annonce se veut complémentaire à la subvention provinciale de 21 M \$ débloquée le printemps dernier par le gouvernement péquiste et qui ne sera pas utilisée, par exemple, pour planter des infrastructures (comme c'est le cas pour la subvention provinciale, dont une partie servira à l'implantation d'un parc industriel régional).

L'argent servira surtout à augmenter la capacité technologique des entreprises, de façon à ce qu'elles-ci demeurent compétitives sur le marché.

Tous les ministères fédéraux seront invités à participer au succès du programme en identifiant des projets qui pourraient être développés dans le Bas-Richelieu, a fait savoir M. Lebel. Développement économique Canada a fait plusieurs consultations auprès des ministères fédéraux et s'est assuré de leur appui, a-t-il précisé.

Si nous recevons aujourd'hui cette enveloppe, c'est que la région a fait ses devoirs en se donnant collectivement un plan de redressement économique, a pour sa part indiqué à La Voix la directrice de la SADC, Catherine Ferembach, pour qui il est clair que si ce plan n'avait pas été élaboré, il n'y aurait pas eu d'aide gouvernementale.

C'est le travail de concertation qui s'est fait en collaboration avec l'ensemble des organismes qui a aussi sécurisé les représentants gouvernementaux, croit enfin Mme Ferembach.

Le salon d'affaires Foire-info pour la petite entreprise, qui s'adressait aux gens d'affaires de la région, a permis à ces derniers de rencontrer des représentants de plus d'une vingtaine de ministères et d'organismes fédéraux ayant des programmes et services qui viennent en aide aux PME. Les participants ont aussi pu entendre les témoignages de trois entrepreneurs de la région : l'orthophoniste Marie-Pierre Caouette, la directrice d'usine de la Laiterie Chailloux, Mélanie Chailloux, ainsi que Denis Cormeau, de l'entreprise CNC de

Tracy.



SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL

SADC [En avant depuis 14 ans]

L'initiative régionale stratégique du Bas-Richelieu
Prêt aux entreprises au taux d'intérêt de 0 %

Caractéristiques :

- PME des secteurs de la fabrication et des services à valeur ajoutée
- Organisation ou entreprise active dans le développement rural ou touristique

Plus que du financement : des solutions !

Soutenu dans sa mission par le ministère du Développement durable et de l'Aménagement du territoire, la SADC offre :

Tél. : 1 866 746-8889 • Télex : 1403 746-1823

 SADC
Société d'aide au développement de la collectivité
Pierre-de Saurel

Votre avenir, c'est ICI

Les 2 Rives, Janvier 2003

Les 2 Rives Janvier 2003

Programme Initiative régionale stratégique (IRS) Le plafond des contributions passe de 350 000 \$ à un million de dollars

Hélène Goulet

Le montant des contributions pouvant être versées dans le cadre du programme Initiative régionale stratégique (IRS) est passé de 350 000 \$ à un million de dollars \$.

C'est ce qu'a fait savoir la semaine dernière M. Ronald Cyr, conseiller principal au bureau d'affaires de Développement économique Canada (DEC) à Longueuil, en présence du président de la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) Gratien Lebel, et de sa directrice générale Sylvie Pouliot.

Pour M. Lebel, il s'agit là d'un geste «significatif» de DEC pour ce programme qui permet à la région de disposer d'une somme gouvernementale fédérale de 7 M \$ étalée sur trois ans, annoncée en février 2001 par le ministre

responsable de DEC à l'époque, Martin Cauchon.

L'augmentation du plafond des contributions va permettre d'élargir l'admissibilité au programme et contribuer ainsi à la concrétisation de projets qui, espère-t-on, seront d'envergure et créateurs d'emplois. Sont admissibles au programmes les projets permettant le développement de la capacité



De gauche à droite, Sylvie Pouliot, Ronald Cyr et Gratien Lebel

technologique d'une entreprise (achat d'équipements de pointe) et les projets axés sur le développement touristique.

Jusqu'à maintenant, a indiqué M. Cyr, le plafond de 350 000 \$ limitait la capacité d'intervention. *L'augmentation du plafond confirme la volonté de DEC d'agir de façon efficace et concertée pour favoriser la création d'emplois de qualité*, a-t-il fait valoir. M. Cyr invite les entrepreneurs à communiquer avec la SADC, qui a pour mandat d'analyser les projets et de les acheminer à DEC, qui prend les décisions finales de concert avec l'organisme local.

Pour sa part, Mme Pouliot a indiqué qu'un premier bilan des activités de l'IRS sera bientôt déposé d'ici quelques semaines. *Nous allons bientôt faire des annonces officielles. Certaines recommandations sont en cours*, a-t-elle spécifié, demeurant relativement discrète sur les projets qui ont reçu l'aval de l'IRS jusqu'à maintenant.

Nous avons pu savoir que l'IRS a notamment investi dans le projet d'élaboration d'un plan directeur de la biosphère du lac St-Pierre, dans une étude de faisabilité sur une plate-forme en développement durable, ainsi que dans l'entreprise de



Les 2 Rives, 4 septembre 2001

Optimiste quant à l'avenir de la région, René Lachapelle expose les critères qui guident la SADC dans l'usage de ses fonds d'aide

Il y a quelques mois, alors que les rumeurs allaient bon train sur l'éventualité de la venue d'une usine de tapis dans les locaux du Complexe de la Comtesse, des propos dénonçaient l'hésitation de la SADC à recommander à Développement économique Canada d'accorder une aide financière à cette entreprise.

Appelé à commenter ce qui guide son organisme à octroyer des subventions ou encore à en recommander le dossier, son vice-président investissement, René Lachapelle a accepté spontanément d'en expliquer les critères.

La SADC dispose et prie, dit-il, différents fonds d'investissement. Ses propres fonds de 1,5 million de dollars fait des projets de 5 000 \$ et plus. Stratégie-jeunesse peut contribuer de 5 000 \$ à 15 000 \$. Le fonds régional de la SOLIDE qu'elle gère octroie, lui, de l'aide de 5 000 \$ à 125 000 \$. Dans le cas du nouveau fonds d'initiative régionale stratégique (IRS) de sept millions, la SADC a un pouvoir de recommandation des dossiers à Développement Canada. Sans plus.

« Nous sommes prêts à aller très loin du minimum à prêter si le projet en vaut la peine et porte une rentabilité à long terme. Nous acceptons de prêter de l'argent quand la personne

LOUISE GRÉGOIRE-RACIOT

“ C'est pourquoi il faut se donner les outils de gestion. Pas seulement des outils financiers, mais aussi une démarche dans laquelle nos agents sont en mesure de signaler les difficultés. Car notre capital est un capital patient dont il faut assurer la pérennité. Aussi faut-il seconde cette patience d'un suivi, l'appuyer sur des ressources de par-

raignage. Souvent un entrepreneur ne peut à lui seul d'avoir toutes les qualités d'un gestionnaire, d'un producteur. Les gens doivent apprendre à devenir entrepreneur. Je n'ai rien contre la méthode actuelle de faire des différents fonds régionaux, mais je crois qu'il y a aussi d'autres formes d'interventions possibles ”.

Ce qui diffère à la SADC, avance-t-il, c'est ce qu'il nomme le suivi financier de prévention qu'elle fait.

Les 28 millions de dollars dévolus à celle



financiers qui doivent rendre des comptes aux actionnaires : “

Mais s'ils accordent trop de prêts à des risques, c'est la collectivité qui perd. Nous faut donc trouver le juste équilibre entre le prêt et le risque. Je ne voudrais pas d'un régime de prêt unique car nous avons des démarches d'analyse différente. Mais qu'il s'entende sur les façons de faire et qu'il demande comment contribuer aux conditions gagnantes d'un dossier, cela me paraît essentiel ”.

Des lacunes

Il existe malheureusement de la part du crédit (montant de 500 \$). Il n'y a pas de socialisation du crédit comme au temps de naissance des caisses, où l'emprunteur conscient que la paroisse lui prêtait de l'argent, déplore-t-il : “ Mais je ne désespère pas que Stratégie-jeunesse ait un effet important. Ce sont de petits montants, prêts personnels qui permettent des débrouilles qui n'auraient pas lieu autrement. Il reçoit beaucoup de demandes et son taux réussite est excellent. C'est encourageant pour l'avenir ”.

Le micro-crédit n'intéresse pas les institutions financières, même s'il y a des besoins dans cette fourchette de prêts. Il débute sur la table un roto de cercle d'



La Semaine de la PME

Pour avancer, les entrepreneurs bas-richelinois peuvent compter sur plusieurs partenaires

(LGR) - Outre le CLD, la SADC, le CLE, le Cégep de Sorel-Tracy et la Commission scolaire de Sorel-Tracy, les entrepreneurs ont également plusieurs partenaires auxquels ils trouveront support et accompagnement, conseils et financement pour leur entreprise.

C'est le cas que des organismes fédéraux notamment ont attaché à la région des fonctionnaires responsables de la relance et de la réalisation de projets qui concernent l'économie régionale.

Environnement Canada
Comme l'environnement est un secteur qui est relativement en croissance de développement dans le Bas-Richelieu, Environnement Canada (EC), par le biais de son équipe d'entrepreneurs en énergie et secteurs industriels, offre des programmes qui s'adressent aux promoteurs et utilisateurs de technologies qui n'ont pas accès aux organismes d'investissement PME qui œuvrent dans les industries environnementales. Ils couvrent un vaste éventail d'activités afin de développer des solutions efficaces pour la protection de

secteur des matériaux. Au fil des années, il a participé à la création de 17 entreprises, dont 7 sont présentement en incubation dans ses locaux de Boucherville.

Il travaille de concert avec les entreprises pour mettre au point des solutions adaptées à leurs besoins et leur permettre d'acquérir de l'autonomie et de l'indépendance. L'Institut offre en toute confidentialité diverses formes de collaborations et partenariats avec les entreprises de la région, mais également plusieurs initiatives régionales dont le point de service fédéral pour le Bas-Richelieu et le bureau de la SADC à Sorel-Tracy.

Nafis Melhem, ing. gestionnaire d'initiatives stratégiques le représente dans la région du Bas-Richelieu. Il est également le directeur national de recherches Canada.

Enfin, le Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI) du Conseil national de recherches (CNRS) offre un programme pour les petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes novatrices vers l'information, les ressources et l'aide financière dont elles ont besoin pour transformer leurs



entreprises en leaders de l'industrie.

SOREL-TRACY ~ Samedi ~ 31 août 2002

Vol.: XLIII, No 35 ~ 28 pages

Le gouvernement du Québec accrédite le Centre de transfert de technologie J.-Édouard-Simard



(PHOTO Hélène Goulet)

De gauche à droite, le directeur général de la compagnie Recmix, Marcel Allard, la directrice générale du Cégep de Sorel-Tracy, Françoise Richer, le ministre de l'Éducation, Sylvain Simard, le président du CTT, Gratien Lebel, ainsi que la directrice l'organisme, Hélène Gignac.

En page 3



Lancement d'un service de mentorat dans le Bas-Richelieu

Les nouveaux entrepreneurs pourront bénéficier de l'expérience de gens d'affaires avertis



Hélène Goulet

Les nouveaux entrepreneurs ont souvent besoin de conseils avisés qui pourront leur éviter des échecs attribuables à leur manque d'expérience.



De gauche à droite, Claude St-Germain, Lise Gauthier, Marcel Lafrance et Serge Pélouquin.

C'est pourquoi la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Bas-Richelieu, en collaboration avec la Fondation de l'entrepreneuriat, lancait cette semaine son nouveau service de mentorat.

Selon Lise Gauthier, responsable du projet, c'est tout naturellement que des entreprises qui ont moins de cinq ans d'existence de profiter de l'expérience de gens d'affaires avertis de la région qui ont accepté de les soutenir bénévolement.

Le projet parallèle de la Fondation de l'entrepreneuriat auquel s'associe la SADC comprend quelques 42 cellules similaires dans toute de région du Québec.

Selon Marcel Lafrance, ancien vice-prési-

dent des opérations chez Marine Industrie jusqu'en 1976, maintenant membre de la Fondation, l'objectif est d'améliorer le taux de survie et de croissance des jeunes PME.

Une élite de gens d'affaires avertis, entrepreneurs bénéficiant de conseils avisés de mentors possédaient un taux de survie de 87 % après cinq ans, alors qu'une étude canadienne a établi que le taux de survie des entreprises sans parrainage est de 32 % après une même période.

M. Lafrance, qui a débuté à faire du mentorat de façon non structurée, estime que plusieurs facteurs entraînent la fin d'une jeune entreprise : la difficulté d'accès au capital disponible, les problèmes relatifs aux communications, au marketing, le manque de connaissances, coûts et le manque de planification.

La personne qui accompagne un jeune entrepreneur a du vécu, du jugement et de la maturité. Ça permet à cet entrepreneur de développer certaines phasées, à moindre coût, et en prenant moins de risques.

La personne parrainée doit savoir écouter et tant le mentor que le parrain doivent avoir un respect mutuel. Le parrain sait écouter, sait questionner et parraine qui, de son côté, accepte de transmettre des connaissances, explique M. Lafrance. Ensemble, ils dévorent des complexes pour un certain temps, d'où la grande importance qu'il faille attacher à la confidentialité.

Des mentors prêts à partager leur expérience

Déjà, la SADC possède une banque de sept personnes qui ont accepté de devenir mentors, et

Claude St-Germain, propriétaire de la station radiophonique CJSO, dit avoir toujours aimé à solutionner des problèmes. Ce sera une expérience valorisante pour les deux personnes, croit-il.

Normand Fortin, ancien propriétaire de la papeterie Richelieu, dit vouloir mettre à profit le temps libre qu'il a maintenant qu'il est à sa retraite.

Tous ont dit oui à l'heure de faire leur offre solidaire qui leur a été présentée il y a tout juste.

« Nous sommes pas là pour la technicité du métier, l'entrepreneur doit déjà l'avoir, fait remarquer M. Lafrance. Nous nous concentrons sur les problèmes relatifs à la gestion de l'entreprise, a-t-il conclu.

Le Partenaire

Bulletin d'information de la SADC du Bas-Richelieu

Janvier 2002



Nouvelle année Nouveaux visages!

Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis le dernier bulletin. Certains membres du personnel nous ont quittés et de nouveaux visages se sont ajoutés.

Nous avons donc cru bon de refaire les présentations d'usage...

- Louis Latraverse
Directeur général (intérim)
- Ginette Côté
Adjointe administrative
- Martine Vachon
Adjointe administrative-investissement
- Lise Gauthier
Conseillère Stratégie jeunesse
- Fernand Lafleur
Conseiller aux entreprises



Autant d'ajouts à notre équipe contribuent à rendre l'espace de plus en plus restreint. C'est pourquoi nous déménageons nos installations. À compter du 1^{er} avril 2002, nos bureaux seront situés au 50 rue du Roi, bureau 2.

L'équipe de la SADC du Bas-Richelieu vous remercie encore une fois de la confiance que vous lui témoignez depuis tant d'années.



L'équipe CACI :
(assis) Luc Tellier, Mélissa Gamelin;
(debout) Marie-Claude Côté, Jean-Hugues Leblanc, Janick Pélouquin.

Entrepreneurship jeunesse

Réouverture des CACI

Consciente de l'importance primordiale offriront plusieurs 782-9911 d'avoir des communautés services telles l'ini-CACI de St-Robert nautées branchees au tiation à l'Internet, la 782-2556 réseau Internet, la formation sur certains CACI de St-Ours SADC du Bas- logiciels et des activi- 785-2771 Richelieu est fière de té pour amateurs de CACI de St-Joseph participer à la relance jeux en ligne. 743-6417 des centres d'accès CACI de Yamaska communautaire à Internet (CACI). Pour connaître les 789-2124 coordonnées et heures d'ouverture de Pour toute autre de-

En effet, deux de ces votre CACI local, mande de renseignement centres avaient dû veuillez téléphoner, n'hésitez pas à mettre un terme à aux numéros suivants : contacter Mélissa Gamelin, coordonnatrice quant de bénévoles.

CACI Au Quotidien

En bref...

La SADC : Au service des entreprises d'ici



Cérémonie chez Euro-Pol
Fernand Lafleur, Jacek Zbijrowski, Madame Zbijrowski, Michel Trepommier, Gratien LeBel, Natacha Gamelin, Louis Latraverse.

Nous vous en parlions dans le dernier bulletin. En décembre 2001, ces projets sont devenus réalité. Grâce à une aide technique et financière de la SADC, les propriétaires de Les Charcuteries Euro-Pol et de Tracy Métal ont pu mener à terme leur plan de démarrage et d'expansion.

Félicitations aux entrepreneurs!



Cérémonie chez Tracy Métal
Natacha Gamelin, Lise Gauthier, Michel Trepommier, Gratien LeBel, Catherine Rembach, Louis Latraverse.

Journée Partenaires Canada

Le 1^{er} novembre dernier, plus de 75 entrepreneurs et intervenants du monde économique ont participé au lancement officiel du service Partenaires Canada pour le Bas-Richelieu. Pour un accès direct aux spécialistes des différents ministères et agences du gouvernement du Canada, faites le (450) 746-0591. Notre conseiller en technologie industrielle, monsieur Jean-Claude Grenier a déjà visité plus d'une vingtaine d'entreprises de la région. Vous avez des projets, faites-nous le savoir!

Dans les médias...

Au cours des prochains mois, la SADC participera activement à l'organisation des événements suivants :

Gala du mérite économique
Déjà la 17^e édition! Un point de presse aura lieu le 6 février pour présenter le président d'honneur. La période de mise en candidature sera du 6 février au 15 mars. La remise des prix s'effectuera lors du gala annuel, le 27 avril prochain au Cégep de Sorel-Tracy.



Le concours « Entrepreneur à tout âge » a pour mission de favoriser le développement de l'entrepreneuriat au Québec. Plus de 258 000 \$ en prix sont réservés aux différents gagnants. Le volet local du concours s'ouvrira par une conférence de presse le 20 février. La finale locale se déroulera au Centre d'enseignement profession-

MENTORAT « Un lien unique entre l'expertise et la fougue entrepreneuriale. » Le mentorat est une relation d'aide et d'apprentissage entre une personne expérimentée et un nouvel entrepreneur. Fondé en juillet 2000, le réseau de partenariat constitue un véritable réseau de cellules locales de mentors encadrés et soutenus par des organismes accrédités. Une cellule locale est présentement constituée. Le lancement officiel du programme aura lieu lors d'une conférence de presse le 27 février.

Pour plus de renseignements : Lise Gauthier au 746-5595
Pour plus de renseignements : Lise Gauthier au 746-5595

SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL



Les 2 Rives , 9 février 2002

SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL



La SADC investit 25 000 \$ dans les centres d'accès communautaire à Internet

(HG) – C'est dans le but d'aider les huit centres d'accès communautaire à Internet du Bas-Richelieu, qui ont éprouvé certaines difficultés de fonctionnement, que la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Bas-Richelieu, en col-

qué de bénévoles, ce qui a affecté l'accessibilité aux équipements pour les utilisateurs.

Le plan de revitalisation de la SADC a été élaboré en collaboration avec la Commission scolaire de Sorel-Tracy, le Cégep de Sorel-Tracy ainsi que le Carrefour jeunesse-emploi du Bas-Richelieu.

L'utilisation de stagiaires permettra aux petites entreprises, aux organisations communautaires et aux utilisateurs en général d'acquérir et approfondir les connaissances nécessaires pour une utilisation efficace d'Internet.

Mais, précise-t-on, l'implication des bénévoles demeure toujours très importante, puisque ce sont eux qui vont poursuivre les activités après le 31 mars, date où se termine l'embauche des quatre stagiaires. Toute personne intéressée à devenir bénévole dans

l'un des centres peut communiquer avec Mélissa Gamelin, coordonnatrice régionale, au 746-5595.

Les stagiaires sont Luc Tellier, Jean-Hugues Leblanc, Janick Péroquin et Marie-Claude Côté.

Rappelons qu'il y a des centres d'accès communautaire Internet à l'école Ste-Victoire, à l'école Pierre-de-St-Ours, au Centre communautaire Notre-Dame du secteur Sorel, à l'école Martel de St-Joseph, à l'école St-Roch, à l'école de St-Robert, au Cégep de Sorel-Tracy, ainsi qu'à l'école St-Gabriel (secteur Sorel).



De gauche à droite, première rangée, Luc Tellier et Mélissa Gamelin. Derrière, Marie-Claude Côté, Jean-Hugues Leblanc et Janick Péroquin.

laboration avec des partenaires locaux, a investi 25 000 \$.

Cette subvention, reçue d'Industrie Canada et remise dans le cadre des Initiatives jeunesse du Programme d'accès communautaire (PAC) vise ainsi à garantir aux résidents des petites municipalités un accès à Internet et aux technologies connexes à prix abordable. L'argent servira notamment à développer un plan de revitalisation comprenant l'embauche de quatre stagiaires ainsi qu'une coordonnatrice régionale.

Jusqu'à maintenant, plusieurs des centres d'accès communautaire à Internet ont man-



Les 2 Rives, 17 décembre 2002

LES AFFAIRES

Le mardi 17 décembre 2002 | LES 2 RIVES | Page 21

Via la SADC, elles ont exploré, le temps d'un camp d'été, comment on fonde une entreprise

Trois étudiantes aujourd'hui en seconde 4, à l'école secondaire Fernand Lefebvre - Émilie Antaya, Katherine Verrette et Marie-Josée Riverin - ont participé, à la fin de l'été, à un camp montréalais organisé par six SADC et CAF, afin d'explorer, pendant une semaine, tout en s'amusant, le monde des affaires, la notion d'entrepreneurship et les différentes étapes de formation d'une entreprise, depuis sa définition, la fabrication d'un produit à mettre en marché puis à vendre.

Rencontrées récemment, les trois jeunes femmes disent avoir beaucoup appris de ce séjour en ce camp d'été pas comme les autres.

Toutes trois avaient déjà, malgré leur jeune âge, une certaine expérience de l'entrepreneurship parce que membres de la Coopérative jeunesse de travail - la coop JET. Aussi elles ont d'autant apprécié leur séjour parmi 21 jeunes de 14 à 17 ans de la Montérégie qui comme elles, étaient intéressées à acquérir des notions de base sur la mise sur pied de sa propre entreprise.

La session, ont-elles dit, était intensive mais s'est déroulée dans le plaisir. Marie-Josée Riverin, pour une, en retient la façon de faire un plan d'affaires. Émilie Antaya a apprécié que cette formation ne soit pas que théorique mais bien concrète, s'amusant notamment à découvrir quel type d'entrepreneur elle pourrait être et Katherine Verrette a apprécié le rapport avec les formateurs. Même si elles savent fort bien

qu'elles ne retiendront pas tout, elles disent savoir maintenant que cette approche existe et peuvent s'y référer.

Et chacune, en équipe - avec d'autres, à dû, après un remue-ménages, penser une entreprise dont les clients éventuels seraient les usagers d'un camping situé tout à côté de leur site de formation, à Franklin, dans la région de Valleyfield.

Penser des produits à réaliser puis à mettre en marché selon les règles de l'art, voilà ce qu'on exigeait d'eux. Ce qui implique nécessairement de franchir toutes les étapes de la naissance d'une entreprise depuis son rêve, son marketing et plan d'affaire, la tenue de livre, la production d'un bien avec le service à la clientèle, la publicité pour le faire



Émilie Antaya et Katherine Verrette (assis) ont participé à ce camp, de même que Marie-Josée Riverin, en présence de Lyse Gauthier de la SADC du Bas-Richelieu
(Photo: Jean-Pierre St-Martin)

connaître, les promotions à offrir pour que le samedi, dernier étape de la semaine, les produits soient vendus.

Pour une, l'équipe de Marie-Josée Riverin a pensé constituer une trousse de premiers soins que des campeurs pourraient apprécier. Elle a d'ailleurs reçu un certificat de mérite pour les efforts déployés au cours de cette épreuve.

Katherine Verrette, elle, faisait partie de l'équipe qui s'est vu attribuer le meilleur

potential entrepreneurial. Le produit proposé aux campeurs était une chaudière décorée de chandelles à la citronnelle à laquelle elle avait ajouté un tue-mosque et une bande collante.

Mais l'équipe qui a remporté le plus d'honneurs fut certes celle d'Amélie Antaya avec sa

brochette de jujubes emballée joliment, produit qui a permis aux membres de l'équipe d'emboîter le plus de profits, en ayant vendu 183. Cette équipe, qui était pilotée par Lyse Gauthier, conseillère jeunesse à la SADC du Bas-Richelieu, a mérité trois certificats: ceux du meilleur plan d'affaires, de l'entreprise la plus originale et celle qui a fait le plus de profits.

Les trois filles sont catégoriques: l'expérience fut emballante et leur sera utile. Pour Marie-Josée, elle fut l'équivalent d'une formation d'entrepreneur: «Un atout à ajouter à mon cv. J'ai aussi découvert toutes les règles de la mise en marché, du prix à fixer pour vendre et des décisions à prendre entourant ce prix si on veut écouter toute sa marchandise. J'ai aussi aimé cette formation sur le service à la clientèle et l'effort à faire pour offrir le produit aux clients. Cela me permettra aussi de voir si je me dirigerai en administration au cégep.»

Amélie y a trouvé une bonne occasion de construire sa confiance en elle: «J'ai aussi découvert que tout le monde qui le veut peut devenir entrepreneur.»

Katherine a notamment apprécié le portrait que l'on peut se faire de la personnalité de chacun, celui que l'on projette aussi. Une formation qui lui sera utile toute sa vie qu'elle

Suite à la page 23



Les 2 Rives , 15 avril 2003

La SADC publie un répertoire de 109 sérieux clients potentiels pour 35 entreprises de fabrication métallique de la région

Trente-cinq entreprises de fabrication de pièces métalliques de la région - si elles veulent exporter certains produits - pourront trouver aisément, dans un répertoire récemment compilé pour elles, des clients potentiels, canadiens et américains susceptibles de commander chez elles des pièces.

C'est la beauté du projet qui vient de compléter la Société d'aide au développement de



La directrice de la SADC porteuse de ce dossier, Sylvie Pouliot
(Photo : Dominic Gouin)

la collectivité (SADC) que ces cartables remplis de fiches spécifiques sur 109 entreprises sérieuses pouvant commander des pièces nécessaires à la fabrication de produits dans quatre secteurs d'activités environnementales: celles de contenues pour déchets nucléaires, des systèmes de filtration et de traitement de l'air et de l'eau, d'équipements de production d'énergie et d'alternatives à l'incinération ainsi que de procédés de recyclage.

Pour chacun de ces secteurs, le répertoire

LOUISE GRÉGOIRE-RACICOT

contient non seulement le nom de l'entreprise mais aussi le nom de son acheteur, ses coordonnées, ses exigences face à ses fournisseurs, la façon de faire pour devenir un éventuel fournisseur, ses liens d'affaires actuels avec le Québec, ses procédures d'achat et ses besoins actuels. Toutes sont situées dans un rayon de 1500 kilomètres de Sorel-Tracy, donc en Ontario et dans les Maritimes de même que dans 22 États du Nord-Est américain où l'on retrouve notamment les villes de New York, Boston, Washington, Detroit et Chicago.

Le répertoire a été systématiquement bâti selon des critères précis par une équipe de l'UQAM dirigée par le professeur Yves Bélanger - déjà impliquée étroitement dans les premières études de reconversion industrielle de la région. Cette équipe a été supervisée par le Centre de transfert technologique en écologie industrielle.

«On a retenu le secteur de l'environnement parce que ce sera un secteur en croissance pour au moins 10 ans encore. Et si, dans un premier temps, on a recensé 1000 entreprises susceptibles de se retrouver dans le répertoire, après avoir téléphoné à chacune, on a réduisi ce nombre à 700 puis à 109. Tout simplement parce qu'elles sont les plus susceptibles, par leur solidité et leur production - plus de 150 employés et 30 % de leur chiffre d'affaires dans le secteur de l'environnement - de faire affaire avec nos PME fabricantes d'équipements», a expliqué la directrice générale de la SADC, Sylvie Pouliot.

La beauté de ce projet est que non seulement les PME bas-richelaises peuvent recevoir gratuitement le répertoire constitué de quatre cartables mais aussi être accompagnées dans leur démarche d'exportation par le Service d'exportation Richelieu-Yamaska (SERY) qui peut leur faciliter les choses.

D'abord en validant avec elles si elles sont prêtes à l'exportation. Puis en les aidant à le faire, si ce n'est pas le cas. Et en démythifiant les exigences de logistique, de transport, de

passage de douanes, etc., que l'exportation vers les États-Unis, par exemple, implique.

Grâce à ce répertoire, les PME auront plus du temps à consacrer à la relation avec des clients spécifiques et à la fabrication qu'à la recherche même de clients avec qui faire affaire.

Ce faisant, a dit Éric Tessier, de SERY, ils économiseraient temps et argent (quelque 20 000\$ par année pour être présents dans des salons, par exemple). Il s'est dit impressionné par le répertoire: «Je travaille dans trois MRC et c'est la première fois que je vois émerger une telle solution qui favorise les entrepre-

neurs et alimente leur dynamisme pour s'ouvrir sur le monde».

L'étude a été financée par Développement économique Canada, s'inscrivant dans la volonté bas-richelaise de diversifier sa base industrielle en devenant un leader en environnement. Le défi est d'en assurer le suivi et la mise à jour. De même que de disposer de ressources d'accompagnement pour les entrepreneurs qui sauront profiter de ce nouvel outil de prospection de marchés, a reconnu Mme Pouliot. Et de conclure: «Nous, ce qu'on veut ce sont des contrats pour nos entrepreneurs. Il leur reste à nous demander ce répertoire qu'ils recevront gratuitement. Et à saisir les occasions d'affaires qu'ils y trouveront!» ▲

Techno-Laser, une coop qui vise l'exportation

LOUISE GRÉGOIRE-RACICOT



Alain Plourde est directeur de Techno-Laser

cherche toujours à mettre notre argent à la bonne place.»

Né en juin 1999 avec quatre employés, la coop en compte aujourd'hui 17 et en est déjà l'achat d'une autre machine numérique lui permettant d'élargir ses services et clientèles.▲

Le mardi 15 avril 2003 | LES 2 RIVES | Page 9



SADC
Société d'aide au développement de la collectivité

Canada
Développement économique Canada

Montérégie

Salon de la technologie industrielle

CONFÉRENCE DE PRESSE

LA SOCIÉTÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE LA COLLECTIVITÉ (SADC) DU BAS-RICHELIEU

en collaboration avec

SES PARTENAIRES

vous invite à la conférence de presse

**« L'ENVIRONNEMENT :
UN MARCHÉ D'OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES »**

LE MARDI 8 AVRIL 2003 à 16 h

à la salle Cardin de l'Auberge de la Rive,
au 165, chemin Ste-Anne, Sorel-Tracy.

RSVP avant le vendredi 4 avril 2003

au : (450) 746-5595 poste 24 Mme Michèle Gauthier

Nos partenaires : Développement économique Canada (DEO) • Caisse populaire Desjardins (secteur du Bas-Richelieu) (CLD) • Centre local de développement du Bas-Richelieu (CLD) • Centre de transfert technologique en écologie industrielle (CTTE) • MRC du Bas-Richelieu • Service d'exportation Richelieu-Yamaska (SERY)



La réussite de votre entreprise

On y croit, on y travaille...avec vous!

« Entrepreneurs en action, une note parfaite pour la première édition », Patrick Turgeon, Les 2 Rives



C'est une note parfaite d'appréciation qu'ont reçu les organisateurs d'«Entrepreneurs en action» qui s'est tenue les 19 et 20 mars dernier à la cour centrale des Promenades de Sorel. Tous les exposants (30) de ce nouvel événement ont dit avoir apprécié le salon et l'ambiance qui y régnait.

Organisé conjointement par le CLE, le CLD, la SADC et Vincent Cusson communication, ce salon a permis à plusieurs nouveaux entrepreneurs de faire connaître leurs produits à la population tout en permettant d'établir un réseau de contacts avec des clients potentiels.

Dans un sondage soumis aux exposants, on y apprend que 77% des exposants ont apprécié la logistique de l'événement. Cet événement fut aussi l'occasion de créer de nouveaux contacts avec des clients potentiels pour 93% des exposants. Par ailleurs, la totalité des exposants ont considéré que ce Salon est un bon moyen pour faciliter le réseautage entre les nouveaux entrepreneurs.



Source et photo : Les 2 Rives

Un projet d'envergure internationale dans la région de Sorel-Tracy!

Le Regroupement indépendant pour la relance économique de la région de Sorel-Tracy (RIRERST) était fier d'annoncer une contribution financière de 60 000 \$ provenant du programme IRS de Développement économique Canada et de 48 600 \$ provenant du ministère du Développement économique et régional du Québec, pour la réalisation de l'Étude de faisabilité d'un projet récréo-touristique majeur dans le Bas-Richelieu.

Cette implication significative dans le financement de l'étude démontre bien la volonté d'une concertation soutenue entre les organismes de développement économiques locaux (SADC et CLD du Bas-Richelieu), les entreprises privées (RIRERST) et les divers paliers gouvernementaux, dans un objectif commun de dynamiser l'industrie touristique montréal-grenne et, plus particulièrement, la région de Sorel-Tracy.



Jack Noddleman, Developpement économique Canada, Grégoire Lebel, président de la SADC, Serge Pilon, président du RIRERST.



Fermag reçoit une aide financière de 1,8 M \$,

Entreprise spécialisée dans le recyclage des poussières toxiques d'aciérage

La ministre Lucienne Robillard en compagnie du président de Fermag, Louis Archambault, et du vice-président, Maurice Morency était à Sorel-Tracy en avril dernier pour annoncer une aide financière de 1,8 M \$ dans le projet d'usine pré-commerciale évalué à 5,6 M \$. L'investissement gouvernemental provient de Partenariat technologique Canada, et s'ajoute à un autre investissement de 450 000 \$ remis dans le cadre du programme Initiative régionale stratégique (IRS) de DEC pour l'achat d'équipement technologique.

Rappelons que les aciéries canadiennes produisent annuellement plus de 90 000 tonnes métriques de poussières toxiques qui sont enfouies dans des sites prévus à cet effet. Ce projet permettra d'empêcher la prolifération des sites d'enfouissement.



Votre Partenaire, Janvier 2004

Janvier 2004, volume 1



Nomination : Gratien LeBel élu président du Réseau des SADC du Québec

(Sainte-Foy, le 1^{er} octobre 2003) - Le conseil d'administration du Réseau des SADC du Québec est heureux d'annoncer que la présidence de l'organisme est maintenant assumée par monsieur Gratien LeBel. L'élection s'est tenue dans le cadre de l'assemblée générale annuelle de l'organisme, en juin dernier.

Monsieur LeBel représentera les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) et les Centres d'aide aux entreprises (CAE), tant auprès des partenaires gouvernementaux dont le principal, Développement économique Canada, qu'auprès des nombreux organismes voués au développement des collectivités, avec qui le Réseau des SADC collabore.

Nous sommes convaincus que monsieur LeBel saura encourager le dynamisme et le bien-être de grand regroupement, comme il le fait à la SADC du Bas-Richelieu. Son engagement favorisera l'atteinte de la vision du Réseau des SADC du Québec à savoir favoriser le développement des collectivités Québec. Le Réseau des SADC du Québec regroupe 67 membres, répartis sur tout le territoire québécois. ont défini trois secteurs d'action qui dépassent largement l'aide financière aux entrepreneurs : le développement local, qui passe par une multitude d'initiatives allant de l'accès aux nouvelles technologies pour les toyens à la mise en valeur de l'achat local, la sensibilisation à l'entrepreneurship chez les jeunes et les femmes, la lutte contre l'exode des jeunes et l'accompagnement de chaque entreprise selon sa réalité et ses soins (recherche et développement, nouvelles technologies, exportation, marketing, etc.).



M. Gratien LeBel

UNE ENVELOPPE GLOBALE DE 9 MILLIONS DE DOLLARS POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU BAS-RICHELIEU

(Sorel-Tracy, le 2 septembre 2003) – L'honorable Claude Drouin, secrétaire d'État responsable du Développement économique Canada a annoncé, en présence de monsieur Gratien Lebel, président de la SADC du Bas-Richelieu et de nombreux partenaires économiques du Bas-Richelieu, un investissement de 2 millions de dollars supplémentaires, portant le budget global à 9 millions dans le cadre du prolongement de l'initiative régionale stratégique (IRS) pour le Bas-Richelieu jusqu'en 2006.

Rappelons que Développement économique Canada octroyait, en février 2001, une première enveloppe de 7 millions de dollars pour l'initiative régionale stratégique concernant la diversification de l'économie et la dynamisation de l'activité entrepreneuriale. Depuis sa mise sur pied, 2,5 millions de dollars ont été investis dans des initiatives structurantes, injectant 18 millions de dollars dans l'économie de la région et créant ou maintenant 134 emplois directs.



L'honorable Claude Drouin, secrétaire d'État responsable du Développement économique Canada

Photo: Philippe Manning

« Le renouvellement de notre IRS s'effectue dans un souci de continuité et vise la création, de concert avec les acteurs régionaux, d'un clin d'affaires et d'un environnement économique des plus propices à la relance et à la diversification économique de la MRC du Bas-Richelieu » a expliqué le secrétaire d'État.

Page 2

Janvier 2004, volume 1



La réussite de votre entreprise

On y croit, on y travaille...avec vous!

Une vision 3D, pour la Coop Techno Laser

Techno Laser dont la mission est de fournir du travail à ses membres dans le domaine de la coupe de matériaux a bénéficié d'un soutien de 262 500 \$ pour faire l'acquisition d'un système à contrôle numérique de haute précision. L'ajout de cette nouvelle machinerie permettra aux entrepreneurs d'accroître et de diversifier leur production ainsi que de percer de nouveaux marchés. Rappelons que la Coop Techno Laser a été sélectionnée coopérative de l'année 2003 lors du Gala d'excellence coopératif montréalien.



Donald Morin, directeur général de la Coop Techno Laser; Sylvie Pouliot, directrice générale de la SADC; Claude Drouin, secrétaire d'État responsable du Développement économique Canada; Gratien Lebel, président de la SADC; Alain Flourde, président de la Coop Techno Laser; Jack Hoddeman, directeur régional; DEC. Photo: Philippe Manning

Agrandissement de la Fromagerie Polyéthique, première phase

Spécialisée dans la production de fromages arabes, la Fromagerie Polyéthique procéda récemment à d'importants travaux d'agrandissement et de modernisation de ses équipements. Aux réputés fromages commercialisés sous les marques Phoenixia et Le Bédoïn s'ajouteront bientôt de nouveaux produits.



Alain Latraverse, Marc Latraverse, propriétaires; Marie-Josée Laffey, DEC; Jean-Pierre Salazar, propriétaire; Sylvie Pouliot, directrice générale de la SADC; Gratien Lebel, président de la SADC et Yves Laatraverse, propriétaire. Photo: Philippe Manning

On y travaille... à la SADC du Bas-Richelieu

Le Concours québécois en entrepreneurship

Plus de 265 000 \$ en prix
Inscription en ligne : www.concours-entrepreneur.org
Date limite d'inscription: 26 mars 2004
Soirée reconnaissance locale: 22 avril 2004
au Café des Beaux Instants

Campagne Fierté régionale

Tournée de promotion pour le Mentorat
Organisée par la Fondation de l'entrepreneurship
Recrutement de mentorés
7 avril 2004

Entrepreneurs en action
Entreprises financées par :
Soutien au travail autonome,
Jeunes promoteurs,
Stratégie jeunesse,
Fonds d'investissement
de la SADC
Les 19 et 20 mars 2004
à la cour centrale
des Promenades de Sorel

Salon de la Technologie industrielle
Du 13 au 15 avril 2004, Colisée Cardin

Revitalisation du
Marché Richelieu

Gala du Mérite
économique
24 avril 2004
Cégep de
Sorel-Tracy

Les 2 Rives , 5 octobre 2004

Le mardi 5 octobre 2004 | LES 2 RIVES | Page 9

Plan de relance: ses acteurs travailleront à son actualisation

PATRICK TURGEON

Cinq ans après l'adoption du Plan de redressement régional déployé par le Centre local de développement, la Société d'aide au développement de la collectivité et la MRC du Bas-Richelieu, les arétaires socioéconomiques et citoyens du Bas-Richelieu sont invités à participer à l'actualisation du Plan de développement stratégique régional et ainsi assurer la convergence et la poursuite des efforts collectifs déployés jusqu'à ce jour.

Deux rencontres sont à l'agenda afin de permettre aux intéressés d'échanger en vue d'en arriver à une vision commune des défis et du travail à accomplir au cours des cinq prochaines années. Une première rencontre aura lieu ce mercredi 6 octobre, à 19 heures, à l'auberge de la Rive. Sous le thème «On prend du recul et on fait le point...», cette soirée permettra aux responsables de présenter un bilan préliminaire et d'offrir la chance aux partenaires et citoyens de l'enrichir par des réflexions sur les orientations. Puis le samedi 6 novembre, de 8 h 30 à 16 heures, à l'auditorium du Cégep de Sorel-Tracy, ce sera le moment de se projeter dans l'avenir et de colliger les orientations émanant des différents milieux en vue d'élaborer le plan de développement stratégique 2005-2010.

«Le temps est venu de faire le bilan des cinq dernières années et d'enrichir, de certifier, d'ajuster, bref d'actualiser notre

plan de match. Cette concertation est d'autant plus importante par notre positionnement stratégique; la région étant engagée dans un processus de développement durable. Il importe donc de faire valoir cette cohésion du milieu pour bénéficier des nouvelles occasions qu'entraîne, dès aujourd'hui, ce positionnement. Voilà le moment de partager, tous ensemble, nos aspirations et nos rêves à l'égard de la région», de préciser les organisateurs des rencontres, tout en convenant que cette démonstration éloquente de la cohésion du milieu a valu à la région des octrois importants des différents paliers gouvernementaux. Au total, 30 millions de dollars.

Par ailleurs, les citoyens qui désirent participer aux réflexions peuvent également se procurer un exemplaire du document «bilan provisoire» en faisant la demande au CLD. Le document sera expédié gratuitement au demandeur par courriel ou remis en version papier pour la somme de 5 \$. Toutes les propositions devront être acheminées au plus tard le 29 octobre au CLD, 50 rue du Roi, bureau 1, ou par courriel à l'adresse: cld@cld-bas-richelieu.qc.ca. Enfin, les représentants de tous les milieux intéressés à participer aux deux rencontres sont priés de confirmer leur présence auprès de Martine Vachon au 746-5595, poste 21, ou encore par voie électronique à l'adresse suivante: sadc@bellnet.ca. ▲



SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL



Les 2 Rives, 20 novembre 2004

SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL

Une publication en fait la promotion

Sorel-Tracy, région par excellence du développement durable

Hélène Goulet

Le commissaire industriel Claude Piché a annoncé cette semaine la publication d'une brochure faisant la promotion de Sorel-Tracy comme région d'excellence en développement durable au Québec.

Cette publication de qualité, sous couverture glacée, a été rendue possible grâce à l'implication du Centre local de développement (CLD) du Bas-Richelieu, la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) et le Développement économique Canada (DEC), ainsi que Page Cournoyer Publications.

Le positionnement de la région de Sorel-Tracy en développement durable, c'est une démarche amorçée il y a plus de quinze ans maintenant, a rappelé M. Piché.

Dans le contexte de son objectif promotionnel, la publication, qui a été encensée dans la revue *Contactes offertes*, brosse le portrait d'une vingtaine d'entreprises, organismes et institutions qui se sont dotées d'une mission environnementale.

Voici la liste des éco-entreprises et organismes contenus dans le répertoire : Aquatech (gestion et exploitation d'usine de traitement d'eau); le Centre environnemental Techni-Cité (traitement d'eau et centre de traitement de matières résiduelles et dangereuses); Chemicore (centres de déchets domestiques); Danis Construction (secteur civil en environnement); Fagon (recyclage de métaux ferreux et non ferreux); Fernag (producteur de pigments); Gersol (génie civil en environnement); Matrec/Sita (nettoyage industriel); Norama Industries et Onyx (nettoyage industriel et transport de déchets dangereux); Recmix/Mefri (valorisation des résidus d'accierie); Recyclo-Centre (réemploi et réutilisation de biens d'usage domestique);



La publication promotionnelle Sorel-Tracy, région d'excellence en développement durable au Québec

Cégep de Sorel-Tracy (formation technique en environnement); Centre de transfert technologique en écologie industrielle (CTTEI) et Centre de recherche en environnement UQAM/Sorel-Tracy (CRFUST) (recherche appliquée, spécialisation dans la valorisation des résidus industriels); Commission scolaire de Sorel-Tracy (écoles vertes Brundtland); Hatch (service de consultation); MRC du Bas-Richelieu (la MRC la plus performante dans l'atteinte des objectifs de valorisation des déchets domestiques, avec un taux de performance de 75%); QIT-Fer et Titane (production de dioxyde de titane, gagnant d'un prix Phénix en environnement); Poudres métalliques du Québec (poudres d'acier, entreprise accréditée à la norme ISO 14001); Ville de Sorel-Tracy (inscrite à la démarche environnementale n° 1 à l'Agenda 21).

300 exemplaires en français ont été imprimés. En plus d'être distribués dans les places d'affaires, la publication sera également utilisée lors d'événements spéciaux à caractère environnemental se tenant à l'extérieur de la région.

Une version anglaise, qui sera imprimée en 1000 copies, est actuellement sous presse.

Prix d'excellence en environnement

Dans un même ordre d'idées, M. Piché a invité les entreprises de la région à s'inscrire au concours des Prix d'excellence en environnement et en développement durable, qui seront attribués pour une troisième fois le 17 mars 2005, lors d'un grand gala organisé par le Conseil régional de l'environnement de Montréal.

Pour M. Piché, il s'agit là d'une excellente occasion pour la région d'accroître sa notoriété dans le domaine du développement durable.

La date limite pour les mises en candidature est le 14 janvier. On peut communiquer avec M. Piché, au 592-5901, pour de plus amples informations.

Et pour la même occasion, le commissaire industriel invite également les entreprises intéressées à participer au salon *Americana 2005*, qui aura lieu en avril prochain à Montréal, à communiquer avec lui.

Il s'agit d'un salon spécialisé en technologies environnementales. Ce salon mérite une attention particulière, croit M. Piché, qui a précisé qu'il s'agit du principal événement de ce genre pour l'est de l'Amérique du Nord.

Je suggère aux entreprises de la région une autre façon de faire leur publique sous la bannière «Sorel-Tracy, une région en environnement durable», a-t-il proposé.

M. Piché estime qu'aujourd'hui, le milieu est prêt à s'engager dans une telle action.

8 - LA VOIX - Le 20 novembre 2004



Les 2 Rives , 19 avril 2005

PAR LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

QIT-Fer et Titane et la SADC invitent les PME à accroître leur compétitivité

En présence des représentants de la SADC du Bas-Richelieu, de QIT-Fer et Titane et d'Enviro-Accès, l'honorable Jacques Saada, ministre de Développement économique Canada et ministre responsable de la Francophonie, a annoncé aujourd'hui la mise sur pied de l'Enviroclub Montérégie 2005. Les entreprises de la région sont invitées à se joindre au projet.

Plus tard en journée, une cinquantaine d'entrepreneurs de la Montérégie assisteront au dîner-conférence *Pensez environnement, c'est rentable!* au club de golf Les Dunes (Sorel-Tracy). Différents projets environnementaux implantés par QIT-Fer et Titane seront présentés, ainsi que les bénéfices qui en découlent.

«Chez QIT-Fer et Titane, l'amélioration constante de la performance environnementale et la protection de la qualité de vie des communautés où nous menons nos activités sont des valeurs que nous prônons et des conditions que nous jugeons essentielles à notre réussite à long terme», affirme Jacques Thivierge, directeur du développement durable et des communications de QIT-Fer et Titane.

«Nous souhaitons démontrer que la performance environnementale passe par de petites gestes dans un contexte d'amélioration continue, et que cette approche est aussi avantageuse pour les PME qu'elle peut l'être pour la grande entreprise», souligne M. Thivierge.

Lors de cette rencontre, les entrepreneurs prendront connaissance de l'initiative Enviroclub qui a déjà permis à 124 entreprises québécoises d'accroître leur rentabilité et leur compétitivité par la performance



environnementale.

«Enviroclub Montérégie 2005 aura des retombées financières importantes et récurrentes pour les entreprises participantes. La région et ses collectivités en tireront de nombreux avantages environnementaux», affirme M. Saada. «Je suis fier que cette initiative voit le jour en Montérégie, d'autant plus que je suis résidant de cette région et député de la circonscription de Brossard -

La Prairie. Les gains économiques et environnementaux dont elle est porteuse auront une incidence directe sur la qualité de vie de la population locale», a-t-il ajouté.

Selon Tom Ryan, directeur de la prévention de la pollution à Enviro-Accès, Enviroclub fait profiter les entreprises manufacturières d'un soutien technique et financier afin d'identifier et d'implanter des projets sur mesure et rentables de prévention

entreprise participante, le tout adapté à la réalité des PME manufacturières dans un climat favorisant l'échange avec d'autres entreprises.

«Nous sommes heureux que nos PME de la région puissent bénéficier de l'initiative Enviroclub, car dans un contexte accru de mondialisation des échanges commerciaux, nos entreprises doivent savoir s'adapter rapidement aux nouveaux enjeux et aux nouvelles exigences des marchés mondiaux.

19 Avril / 2005

En 2004-2005 à la SADC du Bas-Richelieu est marquée par la mise en place d'un Enviroclub sur son territoire, dans un contexte accru de mondialisation des échanges commerciaux, les entreprises québécoises et canadiennes doivent s'adapter rapidement aux nouvelles exigences des marchés mondiaux. Enviroclub s'inscrit dans ce contexte, d'abord comme une démarche pratique de sensibilisation à la gestion environnementale, grâce à la réalisation d'un projet concret d'éco-éfficacité en usine, et ensuite comme un apprenantage dynamique, le tout dans un climat favorisant les échanges avec d'autres entreprises participantes, particulièrement dans les domaines environnemental et technologique», souligne madame Pouliot.

Qu'est-ce qu'Enviroclub?

C'est un outil d'innovation attrayant et versatile, fournissant une expérience pratique de gestion d'une activité de prévention de la pollution en induisant une attitude nouvelle à long terme.

Ce programme permet aux dirigeants de PME de mieux comprendre les avantages de la gestion environnementale et de faire de l'expérience d'un projet de prévention de la pollution. «Les nombreux succès des projets réalisés jusqu'à maintenant ont démontré que la prévention de la pollution peut être rentable», précise madame Pouliot.

Enviroclub est un regroupement d'une quinzaine d'entreprises d'une même région ou d'un même secteur d'activités qui ont accès à l'expertise et qui bénéficient d'un financement pour réaliser en usine, avec les conseils et l'accompagnement d'un consul-

tant spécialisé, un projet de prévention de la pollution qui réduit les coûts de production; participer à des ateliers de sensibilisation sur la performance environnementale tout en élargissant son réseau de contacts.

Ce programme a été mis de l'avant par trois organismes du gouvernement du Canada, soit: Développement économique Canada (DEC), Environnement Canada (EC) et le Conseil national de recherches Canada par son programme d'aide à la recherche industrielle (CNRC-PARI). Un partenariat avec le secteur privé a été réalisé pour le concept Enviroclub.

Un soutien technique et financier pour l'exécution des projets en usine est offert par les experts d'Enviroclub qui aident l'entreprise à définir son projet et en évaluer les retombées potentielles.

Une fois le projet accepté, l'entreprise acquiert des frais d'inscription pour participer à l'Enviroclub, ce qui lui donne accès à quatre jours de formation et à 90 heures de consultation et d'accompagnement pour la réalisation du projet en usine.

Des avantages concrets pour l'entreprise: amélioration de la rentabilité et de la position concurrentielle de l'entreprise; amélioration du profil environnemental de l'entreprise; amélioration de la santé et de la sécurité en milieu de travail des employés; atteinte ou surpassement des exigences environnementales des clients et des organismes de réglementation.

La performance environnementale est un élément clé pour bien gérer les ressources de l'entreprise et améliorer sa productivité. Pour en savoir plus sur l'Enviroclub, nous vous invitons à communiquer avec Sylvie Pouliot, directrice générale de la SADC du Bas-Richelieu, au (450) 746-5595, poste 29. Vous pouvez également consulter le site Internet: www.enviroclub.ca. ▲



SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL



VOTRE PARTENAIRE

BULLETIN D'INFORMATION ■ ■ ■ Juin 2005

L'année 2004-2005 à la SADC du Bas-Richelieu : sous le signe d'alliance stratégique et d'innovation

C'est dans cet état d'esprit que l'équipe de la SADC du Bas-Richelieu marque les réalisations de 2004-2005. En effet, la SADC du Bas-Richelieu a tenu son assemblée générale annuelle la semaine dernière, sous le signe d'alliance stratégique et d'innovation.

« L'année a été à la fois stimulante et passionnante par la réalisation de différents projets de développement. Une des réalisations majeures est sans aucun doute la démarche globale d'actualisation du Plan stratégique de développement du Bas-Richelieu qui a permis d'élargir notre vision pour faire du Bas-Richelieu une région d'excellence centrée sur le développement durable », a souligné le président, Gratien LeBel.

Plan stratégique

À ce titre, le plan stratégique proposé fait très bien ressortir l'engagement nécessaire de nombreux acteurs, et particulièrement la contribution majeure des PME pour l'innovation en développement durable.

C'est pourquoi le développement durable est un enjeu de compétitivité pour les PME et nos actions vont dans ce sens.



Françoise Richer, présidente du CLD, Olivier Gravel, préfet de la MRC et Gratien LeBel, président de la SADC du Bas-Richelieu.

Pour assurer son rôle de catalyseur dans le processus de mise à niveau des entreprises au développement durable, la SADC met en place les moyens, les conditions et les ressources stratégiques nécessaires pour accroître la compétitivité par la performance environnementale de nos entreprises.

L'Enviroclub Montérégie 2005

C'est pourquoi nous avons mis sur pied l'Enviroclub Montérégie 2005, et ce, en collaboration avec QIT-Fer et Titane et Enviro-Accès.



L'Enviroclub permet la réalisation d'un projet concret de prévention de la pollution en usine pour chaque entreprise participante, le tout adapté à la réalité des PME manufacturières dans un climat favorisant l'échange avec d'autres entreprises.

L'agent à l'exportation

Par ailleurs, rappelons que le projet pilote Agent à l'exportation entrepris en septembre 2003, a démontré qu'une alliance stratégique entre cinq entreprises du secteur de la sous-traitance industrielle de produits métalliques du Bas-Richelieu, a apporté des résultats plus que significatifs au développement des marchés locaux et étrangers.



Collaborateurs au projet pilote : Marie-Josée Laffeur, DEC, Sylvie Pouliot, SADC, Hugo Courchesne, Climatisation Philémon Courchesne, Denis Comeau, CNC Tracy, Lise Morin, agente à l'exportation, Louis Laperrière, LL, Fondente, Alain Plourde, Coop Techno Laser, Donald Audet, AUC, Nathalie Gamelin, SADC, Réjean Roux, CLD.





Des résultats concrets

La SADC du Bas-Richelieu a contribué à la concrétisation de nombreux projets auprès des PME du secteur manufacturier, technologique et dans le développement touristique.

Les investissements pour l'année 2004-2005 totalisent une aide financière de 469 289 \$ générant plus de 1 468 496 \$ d'investissement pour le maintien et la création de 78 emplois, et ce, pour l'ensemble des capitaux de développement de la SADC du Bas-Richelieu tels que l'initiative régionale stratégique, le Fonds d'investissement, Stratégie jeunesse, et la SOLIDE de la MRC du Bas-Richelieu.

En choisissant de privilégier l'entrepreneuriat dans le Bas-Richelieu, la SADC s'engage à répondre en priorité aux besoins de nos entrepreneurs. Cette année a été ponctuée par la continuité de projets novateurs et rassembleurs pour l'économie régionale.

D'autres faits marquants

La SADC a participé à différents comités de suivi ou a accordé de l'aide financière pour :

- la réalisation d'une étude de localisation pour le Technocentre en écologie industrielle (CTTEI);
- la validation d'une étude de faisabilité pour la plateforme en agroenvironnement;
- le suivi et l'évaluation du projet pilote de l'Agent à l'exportation;
- la réalisation d'une étude de faisabilité pour le projet récréo-touristique majeur l'Ecomonde du Lac Saint-Pierre;
- la recherche de financement et le soutien technique et financier pour la réalisation de la première phase du marché Richelieu;
- la participation à la Table de concertation en agroalimentaire qui a pour but de sensibiliser les producteurs agricoles à la transformation alimentaire.



Membres du comité exécutif : René Lachapelle, Denis Rajotte, Gratiel Lebel, Sylvie Pouliot, absent sur la photo Louise Salvail.

En 2004, dix jumelages ont été réalisés et six jeunes âgées entre 14 et 16 ans ont participé au Camp Je l'étais dernier.



Participantes du Bas-Richelieu au Camp JE 2004 : Laurianne St-Germain, Marilyn Carter, Audrey Arpin, Andréanne Massé Roy, Lisa Gauthier, SADC, Roxanne Plamondon, Jessica Charland.

Également, dans le cadre de nos activités entrepreneuriales, nous utilisons plusieurs outils auprès des jeunes et entrepreneurs de la région tels que le programme du Mentorat d'affaires et camp Je.

À cet effet, afin d'être préparée aux nouveaux défis et devant une demande qui ne cesse de croître, la SADC s'est dotée au cours de la dernière année, d'une nouvelle ressource afin de gérer la croissance du Mentorat d'affaires.



Julie Salvail, conseillère Mentorat d'affaires

Réseautage,



Activité de réseautage du 26 mai 2004 : Les Extincteurs Galler, Reynald Bergeron, conférencier invité, Julie Belisle, CLE, Denis Gauthier, CLE, Lise Gauthier, SADC, Michèle Gauthier, SADC

TOURNEE VERS L'AVENIR
AVEC VOUS!

Campagne Fierté régionale (comité communication, sous-comité Achat local),



De plus, soulignons notre participation à la tenue de diverses activités :

Réseautage,



Lancement brochure : « Sorel-Tracy, région d'excellence en développement durable au Québec » le 25 novembre 2004. Laurent Cournoyer, Publication Page Cournoyer, Gratiel Lebel, président, Sylvie Pouliot, directrice générale, Marie-Josée Lafleur, DEC.

Événements économiques de notre région tels que : le Gala du Mérite économique, Colloque en écologie industrielle, Place aux jeunes, le Concours québécois en entrepreneuriat,



Afin d'apporter des solutions nouvelles qui permettront de construire sur des bases plus efficientes, le développement durable doit compter sur les apports de nouveaux cerveaux créatifs. Ces savoirs sont des moteurs puissants pour tracer de nouvelles voies et modifier certaines de nos vieilles pratiques ».

« Nous sommes convaincus que le type de collaboration que nous avons établi, basé sur les alliances stratégiques, comme celle entre la SADC et CIDEM-Techno est un gage de réussite.



Journée Contact Affaires en Montérégie,



« C'est donc sur une note des plus positives que nous entamons l'année 2005-2006 », mentionne la directrice générale, Sylvie Pouliot.



Nous croyons que l'innovation est un ingrédient crucial et nécessaire dans la mise en place du développement durable.

Notre engagement mutuel à bâtir une région d'excellence en développement durable, fait de nous des complices en matière de développement. Ce que nous entreprenons ensemble peut faire toute la différence dans le développement durable du Bas-Richelieu » a conclu madame Pouliot.





La Voix, 2 avril 2005

Grâce aux programmes offerts par le CLD, la SADC et le CLE 31 nouvelles entreprises ont vu le jour en 2004

Hélène Goulet

En 2004, 31 petites entreprises ont vu le jour grâce aux programmes offerts par le Centre local de développement (CLD), la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC), et le Centre local d'emploi (CLE).

Le mercredi 23 mars dernier, les nouveaux entrepreneurs ont été honorés lors d'une cinquième soirée reconnaissance organisée par les organismes de développement économique de la région.

Le directeur du CLE, Denis Gauthier, a notamment salué ces entrepreneurs pour leur détermination, leur courage et leur persévérance à vouloir monter leur propre entreprise, ce qui n'est pas toujours facile, a-t-il fait remarquer.

De son côté, le directeur du CLD, Yves

Fortin, a rappelé que les entrepreneurs constituent «le sang d'une région». *S'il n'y a pas d'entrepreneurs, une région se dévitalise. Nous avons toutes les raisons d'être très fiers de ces nouvelles entreprises. Vous jouez un rôle très important qui va au-delà de vos entreprises*, a-t-il déclaré, invitant par ailleurs les entrepreneurs à se préoccuper du volet environnemental de leur développement.

Il a également salué l'entreprise *Les Saveurs du Marché*, pour ses préoccupations sociales, en intégrant dans son équipe des personnes qui vivent des difficultés de santé.

Le président de la SADC, Gratien Lebel, a également tenu à féliciter les gens qui réalisent leur rêve de devenir entrepreneur.

Voici la liste des entreprises qui ont été honorées : La Résidence le Maillon d'or, Le Forgeron, Physiothérapie Michèle Joyal, FSM, École de musique Carole Bruneau, A.D. Toilettes, Les Meubles en héritage,

l'Atelier d'usinage Danlap, Les Saveurs du Marché, L'Ami-Jo-T, Atelier ProGranit, Horticulture Marc-André Paquin, Les Volailles fines du Richelieu, Ébénisterie la Vieille France, La Boîte à lunch, la Ferme des Pins verts, Anim Aventure, Tendances Déco, Sablage de planchers Hébert et

Pelletier, Sciage et Forage ST, Stratagème communication marketing, Construction Ri-Marc, Welmec industriel, Remorquages et Transports légers N. D., Art & Décor, iMédiaRt, Les Vêtements de travail LC, Écosac, Rénovation M.C., Stéphanie Charron comptable, et Cargo Import Export.



Photo: Dominic Gauthier

Ils font partie des nouveaux entrepreneurs 2004. À l'avant, à droite, Yves Fortin du CLD et Denis Gauthier du CLE. À l'arrière, à gauche, Lise Gauthier, de la SADC, et à l'extrême droite, Jacques Tremblay, du CLE.

POUR L'EXCELLENCE DE SON PLAN STRATÉGIQUE EN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Bas-Richelieu mérite un prix «Conscientia»

PATRICK TURGEON

Précursor du développement durable au Québec, la MRC, le CLD et la SADC du Bas-Richelieu ont été honorés par le Conseil régional en environnement, il y a une quinzaine, lors du gala de l'excellence montréalaise en développement durable tenu à Saint-Hyacinthe. Ces organismes ont reçu un prix Conscientia dans la catégorie «MRC et municipalités», soulignant l'excellence de leur planification stratégique pour conserver l'environnement et faire la promotion et la mise en œuvre du développement durable.

Ces prix d'excellence Conscientia ont pour but d'offrir une reconnaissance publique aux organismes, municipalités, institutions et entreprises ayant fourni une contribution remarquable à la conservation de l'environnement ou à la promotion et la mise en œuvre du développement durable en Montérégie.

Rejoint au téléphone en fin d'après-midi dimanche, le directeur général du Centre local de développement du Bas-Richelieu, Yves Fortin, s'est dit ravi de constater que les efforts déployés depuis plusieurs années dans la région ont été reconnus par les pairs du secteur de l'environnement. «Ce prix est le fruit de plusieurs années d'efforts à vouloir changer les façons de penser et d'agir du

sieurs grands pas ont été réalisés, ces dernières années, pour mettre en place une approche globale de développement durable, mais qu'il y a encore beaucoup de travail à faire pour y parvenir en société. Trop de gens s'approprient à torts le concept de développement durable sans mettre en œuvre une approche globale des trois pôles indissociables que sont l'économie, le social et l'environnement. «Souvent, il y a une approche binaire. On respecte l'environnement et l'économie mais l'aspect social est mis de côté. Encore, l'environnement et le social sont des éléments considérés par les dirigeants, mais le côté économique n'entre pas en ligne de compte. On doit savoir que chaque fois que l'on pose un geste dans l'approche de développement durable, les trois pôles doivent être pris en considération».

Dans cette lignée, le directeur général du CLD admet que les décideurs devront débloquer des sommes additionnelles pour permettre au Bas-Richelieu de conserver son avance sur les autres régions du Québec. «Il y a de nouvelles pratiques inscrites dans cette démarche, mais pas dans une approche globale. Nous avons obtenu de bons résultats jusqu'ici mais si nous voulons aller plus loin dans notre



Les intervenants bas-richeloiens impliqués dans la démarche du développement durable ont reçu un prix Conscientia, il y a une quinzaine, lors du gala de l'excellence montréalaise en développement durable (Photo: Simon Ménard).



La Voix
Votre hebdo

Région de Sorel-Tracy
Fièrement d'ici!
www.journallavoix.net

BALANÇOIRES SOREL-TRACY
Piscines Unic
Au plaisir de vous rencontrer avec
FÊTE DE PÂQUES
Les Promenades de Sorel

SOREL-TRACY / Le samedi 19 mars 2005
Volume XLVI, N° 12/ 32 pages

Au Gala d'excellence montréalais en développement durable

**LE BAS-RICHELIEU REMPORTE
UN PRIX CONSCIENTIA POUR SON
ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL**

Le préfet de la MRC, Olivier Gravel, et le président de la SADC, Gratiel Label, ont reçu le prix Conscientia de la catégorie «MRC et municipalités» lors du premier Gala de l'excellence montréalaise en développement durable qui s'est tenu jeudi soir à Saint-Hyacinthe.

Page 5

Les 2 Rives, 30 avril 2005

L'innovation: Un guide pour la réussite en affaires

CINQ ENTREPRENEURS ONT DÉVELOPPÉ UNE APPROCHE NOVATRICE

Même en affaires, l'union fait la force de frappe sur les marchés!

PATRICK TURGEON

A lors que le phénomène de la mondialisation fait partie du quotidien des entreprises bas-richelieusaines, cinq dirigeants de celles-ci doivent développer de nouveaux marchés par diverses interventions stratégiques et spécifiques pour mieux se positionner sur les marchés canadiens et américains, cinq entreprises du secteur de la sous-traitance industrielle de produits métalliques du Bas-Richelieu ont innové, il y a 18 mois, en s'engageant dans une démarche de concertation régionale. Une décision qui leur a permis d'obtenir des résultats concrets en entreprise.

Donald Audet, de l'Atelier d'usinage Audet, Denis Comeau, de Sorel-Tracy, Hugo Courchesne, chargé de projet chez Poudre Courchesne, Louis Lapierre, de L.L. Lapierre, et Alain Plourde, de la Coop Techno Laser, ont bénéficié des services de l'agente à l'exportation, Lise Morin, dont le travail visait à favoriser l'accompagnement et la préparation au développement des marchés locaux et étrangers pour ces entreprises. «L'aide reçue de Mme Morin nous a permis d'obtenir une fenêtre sur les marchés de l'exportation», a mentionné M. Courchesne, ajoutant qu'il leur aurait été impensable d'embaucher un employé pour ce travail.

Pour les cinq participants, ce projet pilote mené par la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Bas-Richelieu leur a permis de progresser dans le processus de commercialisation de leur entreprise à l'exportation. Ils y sont parvenus par l'élaboration d'un diagnostic à l'exportation, le renouvellement d'outils de prospection, le développement de nouveaux produits et marchés, la réalisation d'études d'opportunités, une participation à des missions commerciales ou l'obtention de nouveaux contrats. «Nous avons ainsi pu profiter de l'expérience des autres entrepreneurs et effectuer une évaluation afin de savoir si



Sylvie Pouliot est fière des résultats obtenus lors du projet pilote de l'agence à l'exportation

nous étions prêts à l'exportation», a précisé Denis Comeau.

Des alliances stratégiques

Ce projet pilote de l'agente de l'exportation a permis aux entrepreneurs de vivre une démarche stimulante et animée entre plusieurs partenaires régionaux. «Des résultats concrets sont au rendez-vous, car l'un des principaux défis des PME est leur capacité à développer des alliances stratégiques. Lors de ce projet, il y a eu plusieurs partages entre les membres du groupe. Les entrepreneurs ne se voyaient pas

comme des compétiteurs, mais des complémentaires, des partenaires qui n'avaient pas les moyens de réussir sur les marchés internationaux», a affirmé la directrice générale de la SADC du Bas-Richelieu, Sylvie Pouliot.

Elle convient que les entrepreneurs doivent s'associer, entreprendre avec d'autres, s'allier pour permettre une meilleure force de frappe, notamment sur les marchés nord-américains. Pour ce faire, elle souhaite poursuivre les rencontres de groupes et créer un consortium. «La prochaine étape est la formation d'une alliance entre ces entreprises, qui permettrait de poursuivre le partage du savoir-faire, de l'expertise, de la mise en réseau afin qu'elles réussissent en arrivant à faire des affaires ensemble. La richesse des échanges du groupe lors de ce projet a permis une prise de conscience importante des

marchés et un partage d'informations stratégiques».

Des résultats significatifs

Concrètement, ce projet a permis aux entreprises d'obtenir des résultats significatifs. La Coop Techno Laser, par exemple, a obtenu un important contrat de 310 000 \$ avec General Electric pour la production de pièces métalliques destinées à la fabrication d'une turbine pour le marché hydroélectrique. Au total, 340 000 \$ en contrat ont été obtenus lors de ce projet. «Nous voulions, par ce projet pilote, aider nos entreprises à mieux s'outiller pour encore mieux se faire valoir auprès des demandes d'ordres américains et canadiens. Nous constatons que ce projet pilote a apporté des résultats plus que significatifs. C'est clair que les entrepreneurs de la région sont tournés vers l'avenir avec nous».



Cinq entrepreneurs de la région ont participé pendant dix-huit mois au projet pilote leur permettant de compter sur les services de l'agente à l'exportation, Lise Morin

SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL



Les Affaires, 20 septembre 2003

LES AFFAIRES SOREL-TRACY

20 SEPTEMBRE 2003 CAHIER A 3

Cinq PME unissent leurs efforts pour exporter

via Lemieux
©Sorel-Tracy

Cinq entreprises de Sorel-Tracy ont décidé d'unir leurs efforts pour établir une agence à l'exportation qui aidera chacune à poursuivre ses efforts dans le développement du marché international. L'agence de la Coopérative Techno-Laser, de l'Atelier d'usinage Côte-est-Audet, de CNC-Tracy, de L.L. Poudre et de la Poudre Courchesne Chaudhry-Venture, qui œuvrent dans le secteur de la sous-traitance industrielle de produits métalliques.

Pour réaliser ce projet, les PME bénéficiant de l'appui de la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Bas-Richelieu et de ses partenaires du développement économique Canada, le Service d'exportation Industriel et le Comité d'entrepreneuriat du Centre local de développement (CLD) du Bas-Richelieu. «Il s'agit d'un partenariat qui va plus d'un projet visant à déterminer les possibilités d'exportation pour les PME. Cela facilitera les choses pour les entreprises d'ici», dit Sylvie Pouliot, directrice générale de la SADC.

«Dans un premier temps, cette étude nous a permis de constater que le développement international était un véritable défi pour nos entreprises. Nous avons alors décidé de proposer des pratiques courantes d'entreprises américaines ou ses voisines. Un deuxième temps nous pourra établir des contacts avec ces entreprises au moins deux fois par an pour aider les PME à sortir de nos marchés», explique Mme Pouliot.

Le SADC supervisera le travail de l'agence à l'exportation. Lise Morin, une agent commerciale en poste. «L'envoie de cette agente est une réponse à un problème rencontré par les entreprises, souligne Eric Tessier, directeur général du CLD. Les entreprises n'avaient pas les moyens financiers de se débrouiller avec l'exportation alors qu'elles avaient le désir de faire affaires à l'étranger. Cela peut assurer le suivi des contrats avec des clients potentiels et aider les PME à passer à travers tout le processus d'exportation. Cela va aider la liste des fournisseurs des documents d'ordre, par exemple. » Selon M. Tessier, les entreprises suivantes seraient les premières au Québec à avoir pu bénéficier de ce programme. «Ce projet pilote devrait durer un an. D'après les résultats, on verrà si il faut étendre ou non la structure», dit-il.

L'INITIATIVE RÉGIONALE STRATÉGIQUE DU BAS-RICHELIEU

Contribution remboursable de 1 000 000\$ au taux d'intérêt de 0 %

SECTEURS ADMISSEABLES:

- PME de la fabrication, de la transformation et des services à valeur ajoutée;
- Entreprises actives dans le domaine du développement rural et touristique
- maximum de 25% des coûts admissibles pour l'acquisition d'équipements neufs et les immobilisations afférentes;
- maximum de 75% des coûts admissibles reliés aux honoraires de professionnels pour la réalisation d'études, jusqu'à concurrence de 100 000\$;
- maximum de 25% des coûts admissibles pour le développement d'infrastructures touristiques et de produits touristiques novateurs.

L'INITIATIVE RÉGIONALE STRATÉGIQUE DU BAS-RICHELIEU
Plus que du financement : des solutions durables!

SADC du Bas-Richelieu
50, rue du Roi-Buffau, 2, Sorel-Tracy
Téléphone : (450) 746-5595, poste 27
Télécopieur : (450) 746-5521
courriel : sadc@pmbb.qc.ca

mines à Las Vegas
ailleurs, le SADC mène
divers autres projets pour

coopérative Techno-Laser et Atelier d'usinage Côte-est-Audet. Lors de dernière Salut de la région à l'automne 2002, 120 personnes étaient venues rencontrer les entreprises manufacturières du Bas-Richelieu. ■

volet dédié à l'exportation. À

ceste occasion, une vingtaine

d'agents manufacturiers et de

commerciaux de diverses

entreprises de la région ont

confié à l'organisme du

Bas-Richelieu.

La SADC
du Bas-Richelieu,
levier pour les
entreprises
initiatrices d'idées
et de projets!





GRAND RÊVE FOU DE SERGE PÉLOQUIN, IL Y A HUIT ANS

L'ÉcoMonde du lac Saint-Pierre obtient l'appui financier de la région

Ce n'était qu'un grand rêve de Serge Pélquin en 1997. Il voulait réaliser un parc thématique avec diverses attractions. C'est devenu aujourd'hui un beau et grand projet collectif concret en celui de l'ÉcoMonde du lac Saint-Pierre. Animé d'un besoin de renforcer le pouvoir d'attraction touristique régional et de favoriser la relance économique, le regroupement indépendant pour la relance économique de la région de Sorel-Tracy (RIRERST) s'approche grandement de l'étape ultime de la construction du plus important projet récréo-touristique jamais réalisé sur le territoire sorelois: l'ÉcoMonde sera inauguré en 2008, promet-on.

En effet, le président du RIRERST, Serge Pélquin, le comptable François Mizoguchi, de la firme Marcom-DDM, l'architecte Gilles Prud'homme, de la firme Dan S. Hangau, et l'ingénieur Jean Gauthier, du groupe-conseil BPR, ont rencontré les partenaires financiers au projet, mercredi soir, à l'Auberge de la rive, pour leur confirmer la viabilité du projet de quelque 40 millions de dollars. Le projet ÉcoMonde comptera un hôtel quatre étoiles de 1090 chambres, un Centre de congrès pouvant accueillir 1 000 personnes, une agora extérieure, des jardins aquatiques, des chalets sur pilotis, un parc d'interprétation dans les marais habités, un Pavillon des découvertes où enseignement, aquaculture et volière se marieront.

«Il y a encore du travail à faire, mais nous y croyons vraiment, tout comme nos 102 partenaires qui ont accepté de verser 1 000 \$ chacun pour assurer la continuité de cet important

PATRICK TURGEON



Le projet de l'ÉcoMonde du lac Saint-Pierre, évalué à 40 millions de dollars, obtient désormais l'appui de la région. Au-delà de 100 partenaires financiers ont accepté de contribuer à la réussite de ce grandiose projet

projet. Je suis confiant que nous atteindrons notre objectif de 120 partenaires d'ici quelques semaines», a précisé Serge Pélquin, tout en soulignant que certains aspects doivent être validés avant de lancer le projet-pilote à l'été 2005. On envisage d'ailleurs réaliser le plan d'affaires d'ici la fin 2005 pour entreprendre les plans et devis techniques en 2006. Et si tout se déroule comme le souhaite M. Pélquin, la construction du marais pourrait bien débuter en 2006 pour permettre ensuite l'ouverture officielle de l'ÉcoMonde au cours de l'année 2007.

«Je dois rencontrer cette semaine des res-

ponsables d'un Fonds international engagé dans le secteur récréo-touristique pour leur présenter notre projet qui est guidé par des principes de développement durable. Nous allons ensuite créer, d'ici un mois et demi, un comité directeur ÉcoMonde et mettre en place cet été le projet-pilote de valorisation des sédiments de dragage. Et enfin, la dernière phase de la faisabilité par l'évaluation de sites potentiels complémentaires, la caractérisation de projet les retombées économiques», a poursuivi M. Pélquin, confirmant que le projet entier de l'ÉcoMonde sera construit sur le site du parc Poliquin, situé à l'intersection du boulevard Poliquin et du boulevard Fiset, dans le secteur Sorel.

Enfin, le président du RIRERST a profité de l'occasion pour lancer un appel à tous afin de dénicher des forces vives du milieu. «Nous souhaitons intéresser plusieurs personnes à s'engager au projet de l'ÉcoMonde. Ça permettrait de mettre à contribution les personnes allumées pour ce projet unique et mobilisateur. Nous recherchons des passionnés dans les secteurs culturel, économique, environnement, gestion, histoire et patrimoine, ingénierie et architecture et tourisme. Nous espérons aussi entendre des idées nouvelles pour la création d'entreprises qui pourraient venir se greffer à l'ÉcoMonde. La beauté de ce projet, c'est qu'on respecte en totalité la biosphère en plus de lui apporter de nouvelles commodités avec des quais de sécurité et une signalisation dans les îles», a conclu ce grand Sorelois créatif. ▲

Les 2 Rives , 2 juillet 2005

Cinq entreprises du Bas-Richelieu se mettent au vert !

Hélène Goulet

Cinq entreprises du Bas-Richelieu ont décidé de « se mettre au vert » en adhérant au programme Enviroclub Montréal 2005.

Les cinq PME sont : CNC Tracy, Les Forges de Sorel, la Fromagerie Polytechnique, Korhan et Minéraux Mart.

Enviroclub est une initiative visant à accroître la productivité des PME rurales par l'amélioration de leur gestion. Il permet aux dirigeants d'entreprise de mieux comprendre les avantages de la gestion environnementale dans un contexte de développement durable de faire l'expérience d'un projet de prévention de la pollution et d'appréhender la réaction.

Selon la directrice générale de la SADC, Sylvie Pouliot, c'est aussi une solution idéale pour démontrer aux dirigeants de PME que la rentabilité passe désormais par l'environnement.

Ainsi, les représentants des entreprises démontrent cette semaine une formation dédiée à la prévention de la pollution. Les aider à trouver une solution à un problème de pollution vécu dans leur PME. Par la suite, des consultants continueront, sur une période d'environ six mois, à suivre chaque entreprise afin de l'aider à mettre en place un programme de prévention de la pollution.

Selon le directeur - Prévention de la pollution d'Enviro-Accès, Thérèse Ryan, rencontrée cette semaine lors de la formation, le programme Enviroclub, jusqu'à maintenant, a permis des économies substantielles.

Jusqu'à ce jour, 33 PME ont pris part aux Enviroclubs. Ces PME ont pu ainsi réduire leurs coûts de production de 10 à 20 % par an, soit l'équivalent de 772 camions de déchets, tout en économisant sur leurs frais d'élimination. Elles ont également diminué de 37 à 49 % les émissions de gaz à effet de serre, ce qui équivaut aux émissions de 1 594 voitures, a-t-il fait valoir.

Le programme bénéficie d'un partenariat avec Environnement Canada, Développement économique Canada, ainsi que le Conseil national de recherche scientifique.



De gauche à droite, Jean-Pierre Salvas, Denis Comeau, Gilles Lavallée, Hugues L'Espérance, Marc-André Démé de Korhan, Jean Vandal et Myriam Baril de la Fromagerie Polytechnique.

Chaque entreprise doit investir 35 000 \$ pour adhérer au programme. Le gouvernement fédéral verse 15 000 \$. M. Ryan estime toutefois que les économies énergétiques pour chaque entreprise, atteignent rapidement 10 000 à 12 000 \$.

Jean-Pierre Salvas, de la Fromagerie Polytechnique, prévoit une croissance significative pour son entreprise qui, au départ, opérait de façon artisanale. Ainsi, il aimerait que les économies de coûts seraient plus significative. Nous voulons trouver une solution quant à la disposition de nos produits de lavage, ainsi que notre consommation d'eau de lavage et de rinçage.

Gilles Lavallée, des Forges de Sorel, espère que son côté élaborer un projet concret pour éviter le rejet des huiles de coupe, ce qui permet à l'entreprise d'améliorer sa performance, conséquemment, sa rentabilité. Qui plus est, a-t-il appris, certaines pratiques plus modernes vont non seulement aider à régler son problème, mais également augmenter la durée de vie des outils.

Jusqu'à maintenant, nous avons toujours l'habitude d'associer environnement et dépenses, mais ça va avec Denis Comeau de CNC Tracy.

Àvec Enviroclub, M. Comeau découvre que ce sont plutôt des économies substantielles qui pourront être réalisées.

Jean Vandal, de Korhan, trouve important pour les entreprises d'être sensibilisées. Selon lui, ce sont souvent des méthodes anachor-

étiques qui peuvent aider à améliorer l'environnement.

Gilles Lavallée, des Forges de Sorel, espère que son côté élaborer un projet concret pour éviter le rejet des huiles de coupe, ce qui permet à l'entreprise d'améliorer sa performance, conséquemment, sa rentabilité. Qui plus est, a-t-il appris, certaines pratiques plus modernes vont non seulement aider à régler son problème, mais également augmenter la durée de vie des outils.

L'Enviroclub est un bel exemple de ce que nous pouvons réaliser lorsqu'on lie la protection de l'environnement et le développement économique, a fait remarquer Sylvie Pouliot.

Dans ce projet, qui a débuté le printemps dernier, l'organisme travaille en partenariat avec QIT-Fer et Titane qui possède une expertise dans la fabrication de résistances industriels, et Enviro-Accès, qui offre la formation.

En plus des entreprises bas-richelaises, l'Enviroclub Montréal regroupe une dizaine d'autres entreprises de la Admirention-Est.



Enviroclub

Pensez environnement, c'est rentable !

Qu'est-ce
qu'Enviroclub
Montréal 2005 ?



Cinq PME de la grande région de Sorel-Tracy l'ont expérimentées

«Les résultats significatifs des projets réalisés jusqu'à maintenant dans le cadre de l'Enviroclub Montréal 2005 ont démontré qu'un projet concret d'éco-efficacité peut être rentable.»

En effet, cinq PME de la grande région Sorel-Tracy soit ; CNC Tracy, Les Forges de Sorel, La Fromagerie Polytechnique, Korhan, et Minéraux Mart ont accru leur rentabilité et leur compétitivité en prenant le virage du développement durable.



Jean-Pierre Salvas de la Fromagerie Polytechnique, Denis Comeau de CNC Tracy, Gilles Lavallée des Forges Sorel, Hugues L'Espérance de Minéraux Mart, Marc-André Démé de Korhan, Myriam Baril de la Fromagerie Polytechnique

Enviroclub Montréal 2005 est un outil d'innovation attrayant et versatile qui permet à l'entreprise de : gérer sa performance environnementale et améliorer sa compétitivité; réaliser un projet concret d'éco-efficacité en usine tout en réduisant les coûts de production, avec les conseils et l'accompagnement d'un consultant spécialisé; participer à des ateliers de sensibilisation sur la performance environnementale tout en élargissant son réseau de contacts.

«L'Enviroclub est un bel exemple de ce que nous pouvons réaliser lorsqu'on lie la performance environnementale et le développement économique. La SADC du Bas-Richelieu en partenariat avec QIT-Fer et Titane et Enviro-Accès, est fière d'être associée aux cinq entreprises manufacturières de la grande région de Sorel-Tracy qui ont décidé de mettre à profit leur savoir-faire par des initiatives qui les rendent non seulement beaucoup plus compétitives dans leurs créneaux respectifs, mais qui misent aussi sur le développement durable», mentionne Sylvie Pouliot, directrice générale de la SADC du Bas-Richelieu.

Nous vous invitons à découvrir dans les pages qui suivent des résultats significatifs pour l'entreprise, pour l'environnement et pour la collectivité.



Rapport annuel Réseau SADC/CAE 2005-2006



UN RÉSEAU ACTIF

Enviroclub^{MO}

Un accompagnement qui fait toute la différence

L'action des SADC continue de se faire sentir, année après année, dans les régions du Québec. Par les ressources qu'elles savent mettre au service des collectivités, elles aident le milieu à prendre en main son développement et à disposer de moyens pour franchir les étapes d'un projet, de l'idée à la réalité.

Les évaluations récentes révèlent qu'en un an seulement, plus de 1 000 projets de développement local ont bénéficié du soutien d'une SADC ou d'un CAE, et ont entraîné la création de quelque 1 300 emplois au Québec. Chaque année également, au-delà de 9 300 entreprises et 10 200 entrepreneurs font appel aux services de soutien aux entreprises des SADC/CAE. Pour la seule année 2004-2005, ceux-ci ont consenti 1 296 prêts d'une valeur globale de 72 M\$, soit une moyenne de 55 000 \$ par prêt. Ces prêts ont engendré des investissements totaux de 408 M\$, ce qui veut dire que chaque dollar prêté par une SADC/CAE a entraîné un investissement supplémentaire de la part du milieu de l'ordre de 6 \$. Ils se sont également traduits par la création ou le maintien de 15 900 emplois.

Ces chiffres sont autant de résultats des efforts convergents des SADC/CAE et du milieu pour améliorer le climat économique des collectivités du Québec.

Pour le développement durable

En relation avec la priorité des SADC du Québec de promouvoir le développement durable, deux réalisations retiennent particulièrement l'attention.

La SADC du Bas-Richelieu a recruté cinq PME du Bas-Richelieu pour prendre part à l'Enviroclub Montérégie 2005. Pour ces entreprises, il s'agissait d'abord et avant tout d'une première expérience de sensibilisation aux avantages du développement économique vert.

L'Enviroclub se veut une initiative visant à accroître la productivité des PME manufacturières par la prévention de la pollution. Il permet aux chefs d'entreprise de mieux comprendre les avantages d'une saine gestion environnementale.



Atelier de formation, Sorel-Tracy, décembre 2005



DES RÉGIONS EN ACTION

JANVIER 2006

PIIB
URBA

SADC
[En avant
depuis 20 ans]
CAE

Sorel-Tracy se positionne comme région d'excellence en développement durable

Au cours des années 1980, la région de Sorel-Tracy n'avait pas une réputation des plus enviables en matière de respect de l'environnement. On associait plus spontanément ce coin du Québec à la pollution industrielle qu'à la biodiversité. 25 ans plus tard, cette même région fait le pari de devenir *Région d'excellence en développement durable*.

Cet ambitieux virage n'est pas le fruit de l'action d'un groupe environnementaliste. Tant l'administration municipale, des institutions d'enseignement, des agents socioéconomiques que des entrepreneurs ont convenu de mettre l'épaule à la roue et de mettre en place les éléments nécessaires à un équilibre entre les facteurs sociaux, économiques et environnementaux.

La Société d'aide au développement de la collectivité du Bas-Richelieu (SADC) prend part activement à cette mouvance à titre de partenaire, depuis avril dernier, de l'implantation d'un programme Enviroclub sur son territoire. Initié par Développement économique Canada, Environnement Canada et le Programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherches du Canada, Enviroclub consiste à réaliser un projet concret de prévention de la pollution en usine pour chaque entreprise participante, le tout adapté à la réalité des PME manufacturières.

L'Enviroclub Montérégie 2005 permet donc à une quinzaine de dirigeants de PME du territoire de la Montérégie-est de faire l'expérience, avec les conseils et l'accompagnement d'un consultant spécialisé, d'un projet de prévention de la pollution qui réduit les coûts de leur production respective. Ces dirigeants de PME, œuvrant dans un même secteur d'activité, prennent également part à des ateliers sur la performance environnementale tout en élargissant leur réseau de contacts.

En plus de l'amélioration de la rentabilité de l'entreprise qui adhère à l'Enviroclub, le programme permet d'améliorer sa performance environnementale et, du même coup, atteindre, si ce n'est dépasser, les exigences environnementales des clients ou de la réglementation en vigueur. «*Dans le contexte actuel, l'augmentation de la productivité ne peut se faire au détriment de la performance environnementale. Les entreprises doivent aussi garder la rentabilité comme perspective immédiate et éviter l'isolement technologique qui pourrait favoriser leurs compétiteurs*» précise Mme Sylvie Pouliot, directrice générale de la SADC du Bas-Richelieu.



www.reseau-sadc.qc.ca





Les 2 Rives, 28 février 2006

Le Bas-Richelieu invité par l'OCDE à témoigner du partenariat régional

LOUISE GRÉGOIRE-RACICOT

Décrire le partenariat vécu dans le Bas-Richelieu, en développement local et durable, voilà ce à quoi a été convié Gratien Lebel, président de la SADC, à Vienne, en Autriche, la semaine dernière.

C'est l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) - regroupant 30 pays membres - qui lui a lancé cette invitation, désireuse de savoir comment la région a pu en arriver à une telle harmonisation des interventions visant sa relance.

M. Lebel a tout de suite vu dans cette invitation une reconnaissance internationale du travail effectué dans le Bas-Richelieu pour se doter d'une vision commune régionale. Ce que lui a confirmé sa présence en Autriche: «*Cette réunion sur la gouvernance locale et les partenariats organisée dans le cadre de l'International partnership Fair de Vienne, avait pour objectif d'échanger sur l'accroisse-*

ment de l'économie locale et sur le développement de l'emploi en renforçant l'efficacité du marché du travail et des politiques sociales. Deux volets de notre propre démarche.»

C'est ainsi qu'il a partagé et été interrogé tant sur la définition des visions et objectifs, que sur l'élaboration de stratégies, les recommandations, le développement d'outils, la construction de partenariats efficaces et l'établissement d'un réseau professionnel de personnes-ressources.

Des pas franchis à divers moments de la vie régionale de la dernière décennie par différents intervenants dont ceux de la SADC qu'il préside.

«*Cette reconnaissance souligne le savoir-faire de toutes les SADC du Canada - il est président du regroupement québécois - et surtout du Bas-Richelieu.*»

Il a aussi apprécié l'échange des expé-

riences avec les autres partenaires et groupes-ressources sur d'autres façons de faire malgré les contextes et milieux différents, tout en découvrant des similarités dans les problèmes rencontrés.

Cette présence là-bas lui a permis de partager sur la vision régionale du partenariat et son efficacité possible quand on respecte ses interlocuteurs. Voir comment la Bosnie, la Suède ou l'Irlande s'intéressent à nos façons de faire est motivant, a-t-il dit: «*Les problèmes de régions éloignées sont les mêmes partout.*»

Autre compatibilité, dit-il: l'OCDE fait beaucoup de place à la société civile, comme le Bas-Richelieu a su le faire.

Enfin, il attribue aussi au Programme de développement des collectivités le mérite d'avoir alimenté le partenariat bas-richelois «*qu'il faut continuer à nourrir parce qu'on a toujours à apprendre des autres.*», dit-il. 1500



Gratien Lebel a été invité, il y a quelques jours, en Autriche, à décrire le partenariat vécu dans le Bas-Richelieu, en développement local et durable.



Rencontre unique entre Pat Fiore et neuf entrepreneurs du secteur manufacturier

Neuf entrepreneurs du secteur manufacturier ont eu le privilège de participer à une rencontre unique avec Pat Fiore, président de QIT-Fer et Titane, dans le cadre d'une activité de sensibilisation au Mentorat d'affaires.

En effet, lors d'un souper le 13 décembre dernier à Sorel-Tracy, en compagnie de neuf entrepreneurs, monsieur Pat Fiore a partagé avec enthousiasme son parcours en tant qu'individu et entrepreneur.

Monsieur Fiore y est allé d'une courte présentation sur QIT-Fer et Titane et les produits qui y sont fabriqués. Il a également partagé les quatre valeurs qui l'orientent au quotidien dans sa prise de décision dans la gestion de l'entreprise et dans sa propre vie, soit : la santé et sécurité, l'amélioration continue, l'innovation et le respect des collectivités. Par la suite, la discussion s'est poursuivie sur le rôle et les tâches de gestion auxquels doivent faire face les entrepreneurs d'aujourd'hui : la prise de décision, la vision, la gestion des ressources humaines et matérielles et le stress qui accompagne tout cela peu importe la taille de l'entreprise.



Monsieur Pat Fiore a reçu de madame Sylvie Pouliot, directrice générale de la SADC, le titre de « Mentor honoraire » de la cellule du Mentorat d'affaires du Bas-Richelieu. Ce titre souligne l'implication significative de monsieur Fiore auprès de la collectivité entrepreneuriale Bas-Richeloise.

L'un des objectifs de cette activité était de sensibiliser les entrepreneurs à l'importance du Mentorat d'affaires, tout en permettant la rencontre de propriétaires

de PME avec un gestionnaire de la grande entreprise et d'échanger, en toute convivialité, sur l'entrepreneuriat régional, sur leur vision et leur positionnement en tant que partenaires industriels.

Nos entrepreneurs invités se sont dit ravis de leur soirée et invitent les entrepreneurs du Bas-Richelieu à ne pas plus rester seul en affaires.

Cette activité a permis au service de Mentorat d'affaires de la SADC du Bas-Richelieu d'assumer pleinement un de ses rôles, soit le soutien à l'entrepreneuriat.



De gauche à droite debout : Serge Peloquin, mentor, Daniel Girard de SOE Technologies, George Magrescu de Contum, Ramiro Guerrero de TowerTEX, Julie Salvail et Sylvie Pouliot de la SADC, Steve Mandeville de Secours mécanique industrielle, Alain Plourde de la Coopérative Technolaser.
Assis : Michel Chaurette d'Electromoteur Richelieu, Stéphane Laramée de FSM, Pat Fiore de QIT-Fer et Titane, Eric Malloux de Welmech Industriel et Stéphane Gendron de Matrix Évolutions.



Cinq PME prennent le virage du développement durable

En effet, cinq PME du Bas-Richelieu, soit : CNC Tracy, Les Forges de Sorel, La Fromagerie Polyethnique, Korhani et Minéraux Mart prennent le virage du développement durable en acceptant de participer à l'Enviroclub Montérégie 2005.

En décembre dernier avait lieu la présentation d'une douzaine de



Participants au 4^e atelier de l'Enviroclub Montérégie

projets réalisés ou en cours de réalisation de l'Enviroclub Montérégie dont les cinq entreprises du Bas-Richelieu.

« L'Enviroclub est un bel exemple de ce que nous pouvons réaliser lorsque l'on lie la protection de l'environnement et le développement économique. La SADC du Bas-Richelieu, en partenariat avec QIT-Fer et Titane et Enviro-Accès, est fière d'être associée aux cinq entreprises manufacturières du Bas-Richelieu qui ont décidé de mettre à profit leur savoir-faire pour des initiatives qui les rendent non seulement beaucoup plus compétitives dans leurs créneaux respectifs, mais qui misent aussi sur le

*Pensez environnement,
c'est payant!*

Ne restez plus seul en affaires!

Si vous êtes en affaires depuis plus d'un an, que vous avez des décisions d'entreprise difficiles à prendre, que vous souhaitez bénéficier du regard extérieur d'une personne d'expérience, le Mentorat d'affaires s'adresse à vous.

Les gens d'affaires partagent tous un point commun : la passion de leur entreprise. Entre la flamme du démarrage et l'habileté de la gestion au quotidien, il y a le temps et l'expérience que l'équipe de mentors de la cellule du Mentorat d'affaires du Bas-Richelieu est prête à partager. Déjà, près d'une dizaine de mentors sont à pied d'œuvre et disposés à accompagner les entrepreneurs dans leur aventure. Des gens d'expérience



et d'expertise comme Yves Bérard, Nicole L. Bergeron, Réjean Bérault, Lucie Forest Bélisle, Henri-Paul Bouchard, Daniel Gendron, Serge Pélquin, Pierre Verrier et, tout récemment, Camille Courchesne s'impliquent à leur manière tantôt dans le développement global de la personne qu'ils accompagnent, tantôt davantage dans son développement professionnel et celui de son entreprise.

Sous la responsabilité de la SADC

du Bas-Richelieu, en étroite collaboration avec la Fondation de l'entrepreneurship, Développement économique Canada et Emploi Québec, la conseillère, Julie Salvail, accompagne les personnes qui souhaitent être jumelées à un mentor qui répond à leurs objectifs de développement.

**entrepreneur
+ mentor
= succès d'affaires**

Pour en connaître davantage sur le service de Mentorat d'affaires, nous vous invitons à contacter Julie Salvail, conseillère du service de Mentorat d'affaires à la SADC du Bas-Richelieu, au (450) 746-5595, poste 28.

sadcmentorat@bellnet.ca



La SADC branche les entreprises sur le Réseau Innovation



Le « Réseau Innovation », composé d'une dizaine de partenaires œuvrant à différents niveaux de l'innovation, consiste à fournir aux PME et leurs partenaires, les moyens dont ils ont besoin pour devenir plus concurrentiels.

L'objectif du « Réseau Innovation » est de contribuer à faire du Bas-Richelieu un joueur important dans l'innovation technologique et industrielle pour soutenir la croissance et l'économie, confronter les expériences et les idées des différents acteurs privés et publics et développer leurs synergies.

Le type de collaboration que la SADC a établi sous forme d'alliances stratégiques avec CIDEM-Tech, CIMI, CNRC, DEC, IDP, RCT, SEME et Valotech, en plus de tous les organismes économiques œuvrant au développement de notre milieu est un gage de réussite pour tous.

La SADC du Bas-Richelieu, initiatrice du projet de revitalisation du Marché Richelieu, et ses partenaires demeurent animés d'une volonté d'offrir à la population de la grande région de Sorel-Tracy l'expérience de la découverte alimentaire et d'un lieu de rassemblement animé. Pour ce faire, vous y retrouverez fruits et légumes, saucisses maison, poissons et viandes diversifiées, produits spécialisés de la table, restaurant, traiteur, bière artisanales, thé et épices du monde.

Bonne découverte!

Bravo à tous les lauréats de la 1^{re} édition du Gala d'excellence agricole



De gauche à droite : Sophie Paquin du Club d'agriculture La Vallière, Martin Cournoyer, Alain Beaupré, Michel Cournoyer, gagnant dans la catégorie "Innovation" pour les Portes ouvertes sur les fermes du Bas-Richelieu et Maurice Desrosiers, partenaire majeur de l'événement.

Le volet local du 8^e Concours québécois en entrepreneuriat a pris son envol. Les projets doivent être déposés au plus tard le 20 mars 2006.

Pour information :
Lise Gauthier
(450) 746-5595, poste 26

La réussite de votre entreprise, on y croit, on y travaille avec vous!



Participation de la SADC à la grande fête de l'arbre de lumière, organisée par la Chambre de commerce et d'industrie Sorel-Tracy métropolitain.



Journées portes ouvertes de l'UPA à la Ferme des Pins Verts, propriété de Paul Gagné.



Promotion Embellis ta vie - Volet affaires, d'une valeur de plus de 11 000 \$, prix remporté par Éric Béïsle et Brigitte Lauzon de Crétif Concept.

La Voix, juin 2006

Cinq entreprises locales s'unissent pour conquérir le marché extérieur

La SADC remporte un prix pan-canadien pour son projet pilote de l'agent à l'exportation

Hélène Goulet

La Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Bas-Richelieu a remporté le prix de la meilleure initiative du Québec, grâce à son projet pilote de l'agent à l'exportation, à l'occasion du 3e Congrès pan-canadien des SADC qui s'est déroulé à Whistler en Colombie-Britannique, du 28 mai au 1er juin dernier.

L'agente à l'exportation Lise Morin, responsable du projet, a reçu ce prix devant les représentants de 268 SADC provenant

de partout au Canada.

Rappelons que le projet, mis en place il y a environ 18 mois dans le Bas-Richelieu, a réuni cinq entreprises locales du secteur métallurgique: Atelier d'usinage Côté et Audet, CNC Tracy, la Coop Techno Laser, L.L. Fonderie, ainsi que Philémon Courchesne Ventilation.

Au lieu de se considérer comme des entreprises compétitrices oeuvrant dans le même secteur d'activité, le projet a permis à ces entreprises de se tisser en réseau. Les entrepreneurs participant au projet se sont découverts des complémentarités qui leur ont permis de développer une offre plus

complète, a déclaré la présidente de la SADC du Bas-Richelieu Gratien LeBel, lors d'un point de presse tenu cette semaine. Ensemble, ces entreprises peuvent maintenant remplir un contrat qu'individuellement, elles ne pourraient pas honorer a-t-il poursuivi.

Ainsi, ces entreprises peuvent collectivement soumissionner pour des grands donneurs d'ordre américain, tels la compagnie General Electric. Selon Réjean Bériault, administrateur à la SADC, la création d'un tel réseau élargit la capacité de produc-

tion des entreprises qui voient ainsi élargir leur marché : Pour faire face à la mondialisation, c'est ça qu'on doit faire, a-t-il fait remarquer. Ce n'est pas l'entreprise voisine qui est le compétiteur, mais la région qui devient un compétiteur dans un marché mondial. Et ça donne de la place dans le monde à des petites entreprises.

Par ailleurs, a fait remarquer Lise Morin, qui a fait un diagnostic pour chacune des entreprises concernées, certaines d'entre elles ont réalisé qu'elles n'étaient pas encore prêtes à faire le grand saut de l'exportation. L.L. Fonderie et Philémon Courchesne, qui œuvrent de façon plus artisanale, ont décidé de se retirer du projet car ces entreprises ne se sentaient pas encore prêtes à répondre à la demande. Ce n'est pas négatif, car cela a amené ces entreprises plus

loin, et elles n'ont d'ailleurs pas fermé la porte à l'exportation dans l'avenir, a fait remarquer Mme Morin.

Le congrès des SADC a donc permis à l'organisme bas-richeloi de faire valoir le projet qu'il a mis sur pied et qui rapporte déjà des dividendes aux entreprises qu'il a soutenu. Plusieurs personnes, durant le congrès, se sont intéressées à notre projet et nous ont demandé des renseignements à ce sujet, a indiqué M. Lebel.

Avant la présentation du projet de l'agent à l'exportation au concours d'initiatives lancé dans le cadre du 3e Congrès pan-canadien 2006, il nous apparaissait pertinent et tout désigné de mettre en valeur le «savoir-faire» et le «savoir-être» des entrepreneurs d'ici en leur donnant une visibilité nationale, a-t-il conclu.



De gauche à droite, Réjean Bériault, administrateur, Michèle Gauthier, agente de communication à la SADC, Lise Morin, agente à l'exportation et Gratien LeBel, président de la SADC.



Mine de rien

avec Hélène Goulet

Mine de rien, me voilà tranquillement de retour au travail après une pause salutaire.

Vous savez, quand on arrête de travailler pour un petit moment, on pense que tout va avoir été chamboulé au retour.

Erreur.

Je dirais plutôt que plus ça change, plus c'est pareil. L'actualité locale ressemble à celle que j'ai quittée il y a quatre mois.

pislois).

La population allait en décroissant. Tous semblaient fuir comme des rats hors d'un bateau qui coule.

Ça, c'était vraiment une époque déprimante.

Donc, avec le recul, que constatons-nous même si au quotidien, cela ne semble pas bouger ?

J'ai l'impression aujourd'hui que les gens sont un peu plus fiers de leur région : le rearoulement municipal, la création



 *fonds régionaux* FONDS RÉGIONAUX

Les fonds régionaux auraient permis de créer
et maintenir 661 emplois en trois ans

LOUISE GRÉGOIRE-RACICOT

C'est 8 758 584\$ puisés dans divers fonds opérés par la SADC et le CLD en 2003, 2004 et 2005 qui ont générés des investissements privés totaux de 26 128 957 \$ au cours de ces années, créant ou maintenant ainsi quelque 661 emplois.

Ces comptes ont été compilés par Sylvie Pouliot, directrice générale de la SADC et Josée Plamondon du CLD du Bas-Richelieu en mai dernier, à notre demande, donnant ainsi une idée plus juste des résultats générés grâce à l'accès à divers fonds d'aide à l'investissement et au capital de risque.

Ces chiffres peuvent sembler moins élevés qu'on l'aurait pensé à prime abord. Car pour chaque fonds, on rendait des comptes comme il se doit, annuellement, compilant chaque dossier dans lequel il était intervenu, sans tenir compte que plusieurs fonds interviennent désormais dans un même dossier.

Les données publiées cette semaine, au contraire, évitent ces dédoublements et donnent une idée plus réaliste de la situation.

Malheureusement, pour les esprits plus curieux, les montants prêtés ne sont pas toujours divulgués, encore moins leurs bénéficiaires. Comme si c'était honteux d'obtenir un coup de pouce régional pour créer et maintenir des emplois ! Plusieurs entrepreneurs, disent les deux femmes, même s'ils consentent à la divulgation de ces « supports financiers » n'apprécient guère que ces données soient connues par leurs compétiteurs.

Voilà pourtant une décision qui, souvent alimente la méfiance des citoyens à l'égard du monde des affaires et des administrateurs de ces fonds publics en particulier. Et raréfie la fierté régionale qui pourrait s'aligner à la certitude de faire sa petite part - à même les fonds publics - au développement économique régional.

Le match parfait

La région dispose encore de plusieurs millions à avancer à des entrepreneurs qui déposent des plans intéressants d'affaires, dans des domaines ciblés. Ces capitaux varient au fur et à mesure que les prêts consentis sont remboursés. Dans tous les cas, ils sont intéressants, portant de bas taux d'intérêts quand il y en a.

Deux organismes les administrent : la SADC et le CLD.

Un des grands avantages pour les investisseurs est qu'ils peuvent frapper à une seule porte pour avoir accès à tous ces fonds.

«Nous travaillons aussi en étroite collaboration avec le centre local d'emplois et Investissements Québec», ajoute Josée Plamondon, analyste au CLD.

Ce tandem facilite aussi toutes les démarches visant à réaliser études et plan d'affaires - tous les organismes de support et de financement recevant les mêmes informations au même moment. Ce qui assure de meilleurs services aux clients.

Le hic: la rareté des entrepreneurs et gestionnaires

Le directeur général du CLD l'avait déploré en décembre: le Bas-Richelieu manque encore d'entrepreneurs. Mme Pouliot acquiesce : «Il y a deux ans, nous avions encore une bonne cuvée de projets apportés par des entrepreneurs de la région. Mais souvent consacrent-ils beaucoup de temps à gérer leur entreprise et ne vont pas au bout des projets. Aussi devons-nous aller en Montérégie recruter des entrepreneurs innovateurs intéressés à venir s'établir chez-nous en leur offrant des avantages financiers non négligeables qui les intéressent.»

Reste, reconnaît-elle, que mettre en marché un produit innovateur peut prendre jus-

qu'à 7 ans selon la complexité du projet. «Et ce qu'on recherche, c'est la création d'emplois durables. Nous croyons que c'est la conjonction de plus de cerveaux et plus d'innovations qui fera virer le Bas-Richelieu.»

À Développement Économique Canada, on considère la région bien repartie, dit-elle: «La mise au centre-ville dénote aussi l'intérêt du milieu à améliorer sa qualité de vie, un argument qui joue pour attirer de nouveaux investisseurs.»

Au CLD, Josée Plamondon parle aussi du manque de gestionnaires qui savent mener à terme des projets.

Dans tous les cas, analystes et intervenants cherchent à réaliser le match parfait!

Jusqu'à maintenant, la plupart des entrepreneurs étaient des Bas-Richelois. Mais d'autres sont venus de l'extérieur parce qu'ils y ont trouvé un support financier intéressant. C'est le cas de la dernière entreprise installée dans le parc Joseph-Simard, Tower Tex, (voir texte page 11), nous a confirmé son président, Ramiro Guerrero.

«Cela est possible parce qu'on est à opérationnaliser notre plan stratégique de développement. À camper la vision d'avenir de la région née de la réflexion de tous. À s'ouvrir aussi à la diversification qui assurera son avenir.», commente Mme Pouliot.

Des pertes

Des sommes mises à la disposition des entrepreneurs par la SADC, certaines plus risquées ont été perdues. Peut-être 2 à 3 % dans le fonds de Stratégie jeunesse, 9% dans le fonds d'investissement. Dans un cas, Europol, par exemple, la région a mangé ses bas, dit-elle. «Mais avec les mentors qui travaillent avec les nouveaux entrepreneurs, on évite ces écarts.» conclut-elle en rappelant que ces fonds en sont de risque. ▲



Sylvie Pouliot est directrice générale de la SADC



L'Agenda 21 local, un véritable engagement collectif

Hélène Goulet

C'est à l'occasion de la dernière assemblée du conseil municipal, la semaine dernière, que la Ville de Sorel-Tracy a procédé au lancement officiel de son Agenda 21 local.

L'Agenda 21 constitue un programme d'actions et de recommandations pour le 21e siècle adopté par 179 pays, dont le Canada, lors du Sommet de la Terre à Rio en 1992.

Il traite des différentes manières d'envisager l'avenir en respectant le concept de développement durable. Dans ce contexte, le développement est considéré comme un tout, alliant à

la fois les préoccupations sociales, économiques et environnementales.

Le lancement de l'Agenda 21 de Sorel-Tracy est l'aboutissement d'un projet pilote que Sorel-Tracy avait amorcé en février 2005, conjointement avec la municipalité de Saint-Félicien (Lac-Saint-Jean) qui doit, elle aussi, présenter son propre Agenda 21 en janvier prochain.

L'Agenda 21 local de Sorel-Tracy est un des premiers adoptés au Québec. Il vise à doter Sorel-Tracy d'une vision d'avenir et d'un plan d'action qui guidera les élus et les dirigeants municipaux dans leurs prises de décision.

Nous habitons un coin de pays exceptionnel et il est de notre devoir de le mettre en valeur et d'en faire un milieu de vie agréable pour tous, et ce, en assurant la pérennité de notre communauté, a déclaré le maire Marcel Robert à l'occasion du lancement.

Pour la mise en œuvre de cet Agenda 21, le conseil municipal de Sorel-Tracy a mandaté le Technocentre en écologie industrielle en lui octroyant un premier montant de 25 000 \$. Le chargé de projet pour le Technocentre, Yves

Suite à la page 16

Fortin, dirigera le comité de suivi qui travaillera à mettre sur pied des projets concrets touchant les sphères économique, environnementale et sociale.

À titre d'exemple, M. Fortin a fait savoir qu'un des premiers projets à mettre sur pied concernera la réduction des gaz à effet de serre. Pour que ce projet soit efficace, il doit être mis sur pied en collaboration avec les institutions, les organismes et les entreprises, afin que l'impact soit significatif, a-t-il fait remarquer. L'efficience est le mot clé, a-t-il ajouté.

Les citoyens doivent adhérer pour réussir l'Agenda 21, a poursuivi Marcel Robert. Nous devons sensibiliser la population qui, elle, doit être à l'écoute.

Selon Yves Fortin, la mise en œuvre de l'Agenda 21 local constitue un moment «historique». Si la société ne change pas ses façons de faire, on s'en va vers du gros, gros trouble. Ça prend un changement de mentalité profond et on en a pour des années, a-t-il laissé entendre.

Si on ne soutient pas le processus, il y aura des conséquences graves, a également admis M. Robert.

On peut consulter le document à la bibliothèque et sur le site Internet de la municipalité: www.ville.sorel.qc.ca.





VOTRE PARTENAIRE

BULLETIN D'INFORMATION ■ ■ ■ Juin 2006

2005-2006

Bilan positif à la SADC du Bas-Richelieu

... où le plaisir de développer, de construire et de créer à plusieurs!

La SADC investit...

- Aide financière autorisée **664 950 \$**
- **3 521 306 \$** d'investissements générés
- Crédit et maintien de **57** emplois

- La SADC du Bas-Richelieu a contribué à la concrétisation de nombreux projets auprès des PME du secteur manufacturier, technologique et de l'innovation. En choisissant de privilégier l'entrepreneuriat dans le Bas-Richelieu, la SADC s'engage à répondre en priorité aux besoins de nos entrepreneurs.

La SADC initie...

- Marché Richelieu
- Enviroclub
- Réseau Innovation
- Mentorat d'affaires
- Camp Je

- Soutien actif depuis décembre 2002 au projet de revitalisation du marché Richelieu du Vieux-Sorel
- Participation de cinq entreprises manufacturières du Bas-Richelieu à l'initiative Enviroclub
- Promotion et diffusion des services-conseils du « Réseau Innovation » auprès des PME
- Organisation d'une activité-privilège avec Pat Fiore, président de QIT-Fer et Titane, en présence de neuf mentorés potentiels du secteur manufacturier
- Participation de quatre jeunes âgés entre 14 et 16 ans au Camp Je de l'été 2005

La SADC appuie...

- Le Technocentre en écologie industrielle
- L'ÉcoMonde du lac Saint-Pierre
- La Table de concertation en agroalimentaire

- Aide technique et financière pour l'implantation du Technocentre en écologie industrielle
- Aide technique et financière pour la concrétisation du projet récréotouristique l'ÉcoMonde du lac Saint-Pierre
- Participation à la Table de concertation en agroalimentaire et accompagnement des PME dans le développement de leur projet en transformation alimentaire

La SADC participe...

- Gala du Mérite économique
- 8^e Concours québécois en entrepreneuriat
- Entrepreneurs en action
- Campagne Fierté régionale
- Activités de réseautage

- Participation à la réalisation de la 21^e édition du Gala du mérite économique
- Participation à la réalisation de la 8^e édition du Concours québécois en entrepreneuriat
- Participation à la réalisation de la 2^e édition Entrepreneurs en action
- Participation à la campagne Fierté régionale
- Participation à différentes activités de réseautage pour les entrepreneurs

TOURNÉE VERS L'AVENIR
AVEC VOUS!



SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL

Dans le cadre du 3^e Congrès panafrican des SADC

Le projet pilote de l'agent à l'exportation remporte le prix du concours d'initiatives 2006 panafrican des SADC



À l'occasion du 3^e Congrès panafrican des SADC tenu à Whistler en Colombie-Britannique du 28 mai au 1^{er} juin 2006 derniers, le jury du concours d'initiatives du Congrès panafrican 2006 a décerné son prix de meilleure initiative du Québec au projet pilote de l'agent à l'exportation initié par la SADC du Bas-Richelieu.

L'initiative gagnante du Québec s'est vue honorer devant plus de 268 sociétés de développement de partout au Canada. Le projet pilote de l'agent à l'exportation « Une première : cinq entreprises s'allient pour l'exportation » s'est démarqué par son côté innovateur dans son approche du « faire ensemble » dans la réussite de la mise en réseau de cinq entreprises œuvrant dans un même secteur d'activités.



Remise de prix au Congrès panafrican le 31 mai à Whistler : Réjean Béault, administrateur, Michèle Gauthier, agente de communication, Lise Monin, agente à l'exportation et Grégoire Label, président de la SADC du Bas-Richelieu.



Présentation de l'initiative du Québec au 3^e Congrès panafrican 2006 à Whistler en Colombie-Britannique.

Le Congrès panafrican de la SADC constitue, depuis sa création, un forum exceptionnel pour l'échange d'idées sur divers sujets qui ont des retombées directes sur la productivité et l'efficacité de nos organismes.

Conscients que les idées méritent d'être mises en valeur, le Congrès panafrican a mis sur pied un concours national d'initiatives les plus remarquables réalisées par nos organisations au Canada et ainsi leur donner une plateforme pour la mise en valeur de la créativité et de l'innovation dont font preuve les SADC dans tout le pays au moment de remplir leur mission de développement.

Un grand nombre d'initiatives ont été soumises aux juges dans chaque province et territoire. Il ne fait aucun doute que les initiatives gagnantes de chaque province et territoire présentées lors du congrès contribueront à stimuler l'échange d'idées et aideront le développement des SADC du Canada à poursuivre leur mission. Répondant aux divers critères d'évaluation exigés par le jury, le projet du Bas-Richelieu s'est démarqué pour son aspect « exportable » comme façon de faire dans la réalisation du projet.

Avis de nomination



Depuis le 26 juin dernier la SADC compte un nouvel analyste financier et conseiller aux entreprises en la personne de monsieur Guy Pépin, B.A.A.

Détenteur d'un baccalauréat en administration, option finances de l'Université du Québec à Trois-Rivières, il a été lui-même entrepreneur en services-conseils auprès des PME durant huit ans. Oeuvrant à titre d'analyste financier et de conseiller aux entreprises depuis plusieurs années, monsieur Pépin a occupé le poste de conseiller au sein d'une importante société de capital de risque, Fondaction.

TOURNEE VERS L'AVENIR
AVEC VOUS!



SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL

La réussite de votre entreprise, on y croit, on y travaille avec vous!

Édition 2006

Entrepreneurs en action!



8^e édition



LE CONCOURS QUÉBÉCOIS,
en entrepreneuriat

Entrepreneurs en action a été présenté les 10 et 11 mars dernier aux Promenades de Sorel. Cette activité d'envergure visait à faire connaître à la population les nouveaux entrepreneurs de la région de Sorel-Tracy qui ont présenté leurs produits et services. De plus, cet événement a permis aux nombreux visiteurs d'en apprendre un peu plus sur ces entrepreneurs.



Enregistrement de l'émission au Canal Vox



Présentation des entrepreneurs au direct à CTSQ 101.7 FM

Sous le signe de l'entrepreneuriat et du réseautage, l'exposition regroupait près de 30 exposants provenant des programmes suivants : *Soutien au travail autonome*, *Jeunes promoteurs*, *Stratégie jeunesse*, *Fonds d'investissement de la SADC* et *Fonds en économie sociale*.

Reconnaissance pour
deux mentors
du Bas-Richelieu

C'est lors de l'assemblée générale annuelle de la SADC qui s'est tenue le 23 mai dernier que Nicole Laverrière, directrice du Mentorat d'affaires à la Fondation de l'entrepreneuriat, a procédé à la remise d'accréditation auprès de deux mentors bénévoles de la cellule du Bas-Richelieu, soit madame Nicole L. Bergeron et monsieur Henri-Paul Bouchard.



Mis en place par la Fondation, le programme d'accréditation a

Julie Sabrill, conseillère Mentorat d'affaires, Nicole Laverrière de la Fondation de l'entrepreneuriat et Nicole L. Bergeron mentors bénévoles accrédités.



TOURNEE VERS L'AVENIR
AVEC VOUS!

pour but de souligner le travail bénévole des mentors et d'assurer la reconnaissance de leur apport au développement de la relève entrepreneuriale et au développement économique du Québec. L'accréditation d'un mentor vient consacrer sa contribution au développement de l'entrepreneuriat et du mentorat.





LA SADC DU BAS-RICHELIEU

VOTRE PARTENAIRE

BULLETIN D'INFORMATION — Janvier 2007

112 M \$ pour le renouvellement de l'entente avec les SADC, les CAE et le Réseau des SADC

C'est en décembre dernier que le ministre du Travail et ministre de l'Agence de Développement économique Canada, l'honorable Jean-Pierre Blackburn, a annoncé le renouvellement, du Programme de développement des collectivités (PDC) pour une période de quatre ans avec les SADC et CAE du Québec.

Ce sont 112,5 M \$ qui seront injectés dans les régions du Québec, aux 57 Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), aux dix Centres d'aide aux entreprises (CAE) ainsi qu'au Réseau des SADC du Québec.

« Les SADC, les CAE et le Réseau des SADC ont prouvé maintes fois par le passé qu'ils pouvaient concevoir et gérer des initiatives de développement local et régional avec succès. L'appui de Développement économique Canada aux organismes de développement local permettra, notamment, d'élargir l'accès des petites entreprises à des sources de financement pour qu'elles développent et réalisent des projets qui leur assureront un rayonnement local et régional », a déclaré le ministre Blackburn.

Pour M. Gratien LeBel, président du Réseau des SADC : « le ministre Blackburn réitère ainsi sa confiance envers les leaders locaux et je tiens

à le remercier très sincèrement au nom des 1 350 bénévoles et des 400 employés de notre Réseau qui œuvrent quotidiennement au développement des collectivités du Québec. Ces budgets serviront à consolider des initiatives déjà bien implantées et performantes comme la Stratégie jeunesse. »

Cette dernière, a permis en neuf ans de créer 3 533 entreprises par des jeunes de 35 ans et moins. De plus, le programme d'emplois pour les étudiants permet d'offrir près de 130 emplois par année à des jeunes qui veulent s'installer en région.



Gratien LeBel, président du Réseau des SADC du Québec et le ministre du Travail et ministre de l'Agence de Développement économique Canada, l'honorable Jean-Pierre Blackburn.

De plus, de nouvelles initiatives pourront aussi voir le jour grâce à des enveloppes dédiées au développement local et au soutien au démarrage de petites entreprises en milieu rural.

Les résultats passés des SADC sont garants de l'avenir. Un emploi créé par une SADC au Québec coûte 5 400 \$, alors qu'à l'échelle du Canada, il en coûte 10 500 \$. Et pour chaque dollar investi dans une entreprise, six dollars sont générés par les promoteurs et les autres investisseurs. Selon les enquêtes de satisfaction annuelles réalisées auprès de la clientèle depuis bientôt dix ans, 95% des répondants reconnaissent que la SADC ou le CAE répond à leurs besoins.

Rappelons que depuis 25 ans, le développement des régions et le mieux-être des collectivités sont au cœur de la mission du Réseau des SADC du Québec, qui regroupe 67 membres, répartis sur tout le territoire québécois. Pour la SADC, le développement local, l'emploi, la diversification de l'économie, la lutte contre l'exode des jeunes et un service personnalisé d'accompagnement et de financement à chaque entreprise sont nos principaux secteurs d'intervention.



Les 2 Rives , 27 mars 2007

Les acteurs de l'Agenda 21 passent de la parole aux actes

(PT) - Trois mois après que les élus municipaux sorelois eurent apposé leurs signatures à une Déclaration publique et manifesté leur volonté de mettre en oeuvre le cadre d'intervention de l'Agenda 21 pensé et précisé à la suite d'une réflexion

Le Relais pour la vie
pour amasser des fonds pour vaincre le cancer

Sorel - 16 juin - Parc Regard-sur-le-fleuve



VOULEZ-VOUS PASSER LA NUIT AVEC NOUS?

Pour participer, pour s'inscrire au Tour des survivants ou pour acheter des luminaires :

Louise Potvin : 450 746-1873

En collaboration avec :

Norampac **Montebello**

Société canadienne du cancer Canadian Cancer Society

1 888 939-3333 | www.cancer.ca

296203-270307



Huit organisations et/ou entreprises de Sorel-Tracy se sont déjà engagées dans cette démarche en signant la Déclaration de Sorel-Tracy sur l'Agenda 21 local. Sur la photo, on aperçoit les représentants de la CDC du Bas-Richelieu.

commune amorcée en février 2005, huit organisations ou entreprises du territoire de Sorel-Tracy ont accepté, récemment, de s'engager dans cette démarche en signant, à leur tour, la Déclaration de Sorel-Tracy sur l'Agenda 21. En la signant, ils se sont engagés à adopter la vision de ce que devrait devenir la Ville au cours des 20 prochaines années et le chemin à suivre pour y parvenir.

La Corporation de développement communautaire (CDC), le Cégep de Sorel-Tracy, la Commission scolaire de Sorel-Tracy, la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Bas-Richelieu, le Centre local de développement (CLD) du Bas-Richelieu, le Centre de transfert technologique en écologie industrielle (CTTEI), QIT-Fer et Titane et le Centre de santé et de services sociaux de Sorel-Tracy (CSSS) sont ainsi passés de la parole aux actes devant une cinquantaine de personnes réunies dans l'ancienne mairie de Tracy. Projet de développement durable conçu à l'échelle d'un territoire, ce concept a été adopté par 179 pays. La collectivité de Sorel-Tracy a d'ailleurs été l'une des premières à s'être engagée dans un Agenda 21, se dotant ainsi d'une vision d'avenir et d'un plan d'action en développement durable qui guidera les autorités municipales dans leurs prises de décision.

«Il s'agit d'une planification à long terme. Actuellement, il y a une volonté politique dans le processus multissectoriel. Il est essentiel de se doter d'une vision communale et forte», a dit le maire de Sorel-Tracy, Marcel Robert. Pour le premier magistrat de la ville-centre du Bas-Richelieu, tous devront faire des efforts pour changer leurs habitudes de vie, la ville d'abord puis les entreprises et les citoyens, de façon à obtenir un arrimage entre les façons de faire et les pratiques souhaitées. Il cite en exemple des projets de la Ville avec la vision de l'Agenda 21: le réaménagement du site Saint-Maxime, la rampe de mise à l'eau construite dans le secteur Sorel, la plantation d'arbres sur le boulevard Fiset, l'enfouissement de fils électriques rue Fortin et l'acquisition d'un camion électrique qui servira à l'entretien des parcs.



Les 2 Rives , 27 mars 2007



Le CLD, la SADC et le CLE saluent leurs promoteurs
**Vingt-deux nouvelles entreprises démarées en 2006
 ont créé 52 emplois**

C'est pour saluer leur audace, leur passion et leur créativité que le Centre local d'emploi (CLE), le Centre local de développement (CLD) et la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Bas-Richelieu ont réuni, jeudi soir, au Marine Cabaret, les initiateurs et propriétaires de 22 nouvelles entreprises mises au monde en 2006 grâce aux programmes *Soutien au travail autonome, Jeunes Promoteurs et Stratégie Jeunesse*.

Tous ces nouveaux venus dans le monde des affaires ont reçu une plaque commémorative en hommage à la confiance qu'ils mettent dans le Bas-Richelieu où ils ont démarqué leur entreprise. Et tant les porte-parole du CLD que du CLE et de la SADC se sont dits des témoins privilégiés de tous les efforts mis dans la naissance de toutes ces entreprises.

De fait, ces 22 nouvelles entreprises sont fort diversifiées. Elles sont de production (Érablière et Excavation Durocher, Armoires G.L. Junior), de services (Ferme Victory, Ventilation Daniel Verret, Les serres Pierre Villard, Prospec Moisissure, Créatif Concept) de vente et distribution (Distribution Aim'Animaux, Nettoyants écologiques Côté-Lemieux) ou de services conseils (Gestion automatisée Yves Lavoie, Solutions Service d'entretien, Flash Informatique P.V., Aux bois Dormant, Wakiza organisation d'événements, Gestionix, Agence S.B.R., Martel Info+).

LOUISE GRÉGOIRE-RACICOT



La soirée a été l'occasion de saluer plusieurs nouveaux entrepreneurs: en première rangée, de gauche à droite: Philippe Valois, Isabelle Couture, Eric Bélisle, Gérard Lussier Jr et Daniel Verret. En deuxième rangée, dans le même ordre: Lise Gauthier de la SADC, Sylvain Durochers, Marie Lemieux-Deschênes, Yves Lavoie, Dominique Ouellet, Karine Martel, Pascal Morneau, Sophie Bonneville, Jacques Tremblay (CLE), Julie Plamondon et Julie Bélisle (CLD). (Photo:Philippe Manning)

Finalement deux ouvrent dans le secteur primaire, 5 dans le secondaire, 15 dans le tertiaire dont 3 dans des créneaux plus novateurs.

Signe des temps, une dizaine seulement sont installées à Sorel-Tracy, les autres à Sainte-Victoire, Yamaska, Sainte-Anne, Saint-Aimé, Saint-Ours et Saint Gérard.

«Je sais bien», a dit d'entrée de jeu la directrice générale du CLD, Josée Plamondon. «que créer une entreprise est loin d'être banal. Cela demande beaucoup de temps, d'énergie et d'argent. Un geste qui a ses répercussions fort importantes sur l'ensemble de la collectivité et ses acteurs. Parce que cela crée des emplois, freine l'exode des jeunes vers d'autres régions et assure le maintien de tous les services déjà en place pour poursuivre le travail de développement de la région.»

Quant à Denis Gauthier, directeur du CLE, il a souligné comment ces jeunes entrepreneurs croient en leur propre potentiel et ont su, à partir de leur rêve et passion, mettre leurs idées et compétences à profit et plonger pour créer leur emploi, leur entreprise.

Ces entreprises contribuent à la vitalité de la région, a insisté le président de la SADC, Gratien Lebel, en saluant ces entrepreneurs qu'il a qualifiés de «la relève».

Trente des 44 projets d'entreprises acheminés dans les trois programmes ont été acceptés en 2006, portés par 36 promoteurs. Dix-huit ont aussitôt donné naissance à une nouvelle entreprise, générant des investissements de 1,1M\$ et créant 52 nouveaux emplois pendant que quatre autres ont permis des acquisitions ou consolidation d'entreprises existantes, a révélé Josée Bélisle du CLD. Le financement obtenu va de 4 650 \$ à 422 000 \$.



Rencontre privilégiée avec l'innovation pour 41 entrepreneurs de la région

Le RCT et le Réseau Innovation au service des PME

C'est en présence de plus de 75 entrepreneurs et intervenants du Réseau Innovation que la SADC du Bas-Richelieu, en collaboration avec le Réseau canadien de technologie (RCT), a tenu une journée d'ateliers de formation et réseautage pour les PME du Bas-Richelieu, axée sur l'innovation et ayant pour thème « Le RCT et le Réseau Innovation au service des PME ».

Ce rendez-vous d'affaires, qui s'est tenu le 6 juin dernier à Sorel-Tracy, animé par Judith Bergeron du Réseau canadien de technologie, a été l'occasion de découvrir et d'échanger avec des experts sur des thèmes incontournables d'innovation à l'aide de deux cas concrets d'entreprises manufacturières et innovantes du Bas-Richelieu, soit les Turbines éoliennes Vertica et la Fromagerie Polyéthynique, qui ont intégré l'innovation pas seulement dans leurs produits, mais aussi dans leurs procédés.

Également, cette journée a été l'occasion de participer à des ateliers thématiques pertinents et concrets en lien avec la réalité des PME, tels que la stratégie d'entreprise, le marketing, l'agroalimentaire et le financement des entreprises technologiques, et animés par des conseillers du RCT et du CNRC.



« Dès maintenant, les entreprises du Bas-Richelieu doivent intégrer l'innovation non seulement dans leurs produits, mais aussi dans leurs procédés, leurs services, leurs pratiques commerciales et dans l'ensemble de leur organisation.



Cette journée d'activités axées sur l'innovation avait pour objectif d'augmenter la compréhension des entrepreneurs de la région relativement à l'importance de l'innovation et du travail en réseau et ainsi donner aux entreprises des pistes de solutions innovantes pour le développement de stratégies de diversification des marchés.

« Avec cette activité la SADC du Bas-Richelieu voulait créer une occasion unique et privilégiée d'échanger sur diverses questions stratégiques liées aux entreprises innovantes, ou présentant un potentiel innovant, d'établir de nouveaux liens d'affaires et de recevoir des conseils personnels d'experts et de conseillers d'affaires », explique Gratien LeBel, président de la SADC du Bas-Richelieu.

Pour qu'elle soit présente, l'innovation n'a pas besoin d'être ni radicale ni exclusivement technologique. L'innovation touche désormais toutes les fonctions de l'entreprise et elle est vue comme une stratégie de développement globale plutôt qu'une initiative parallèle aux autres activités.

Elles doivent augmenter leur productivité et leur compétitivité, revoir leur organisation du travail et former leur personnel en continu. Pour y arriver, l'entreprise doit connaître et savoir, de là l'importance d'activités comme celle-ci », conclut monsieur LeBel.

Remerciements à Denis Imbleau



La fin de l'Initiative régionale stratégique (IRS) de la SADC du Bas-Richelieu, en mars dernier, marque le départ de Denis Imbleau, agent de développement IRS. En effet, monsieur Imbleau a terminé son mandat avec la SADC depuis juin avec la satisfaction du travail accompli. Depuis les trois dernières années, monsieur Imbleau a su solidifier le réseau stratégique de partenaires économiques dans les secteurs de l'innovation et de l'agroalimentaire. Le conseil d'administration et le personnel s'unissent afin de saluer la contribution de monsieur Imbleau au rayonnement du Bas-Richelieu.





Les 2 Rives, 12 juin 2007

LES AFFAIRES

Une année aux couleurs du développement local à la SADC du Bas-Richelieu

Cette année encore, la SADC a été active quant à l'ampleur, à la quantité et à la diversité des interventions que nous avons effectuées dans le cadre de notre mission. En effet, la SADC du Bas-Richelieu a contribué à la concrétisation de projets auprès des PME avec des investissements totalisant une aide financière de 429 240\$ générant plus de 1 329 985\$ d'investissement pour le maintien et la création de 33 emplois, et ce, pour l'ensemble des capitaux de développement.



Gratien Lebel

Des projets concrets
et rassembleurs

En 2006-2007, la SADC s'est mobi-

lisée pour différents dossiers de développement local. «Nous sommes particulièrement fiers de l'avancée dans le projet de l'ÉcoMonde du lac Saint-Pierre, avec l'annonce en février dernier de l'appui financier de nombreux partenaires qui contribue à la réalisation du plan de développement et à l'embauche d'un chargé de projet. Rappelons que c'est avec le soutien de la SADC du Bas-Richelieu que le Regroupement indépendant pour la relance économique de la région Sorel-Tracy (RIRERST), promoteur de l'ÉcoMonde du lac Saint-Pierre, a procédé à la réalisation des études de préfaisabilité en 2001 et de faisabilité en 2004, qui ont reconnu l'importance de la bonne mise en œuvre de ce projet récréotouristique contribuant au développement économique et touristique régional», précise Gratien LeBel, président de la SADC du Bas-Richelieu.

Renouvellement de l'entente du PDC

L'année 2006-2007 s'est déroulée sous le signe du changement, marquant à la fois fin de l'initiative régionale stratégique (IRS) du Bas-Richelieu et le renouvellement de l'entente du programme de développement des collectivités (PDC).

À cet effet, le renouvellement du PDC a nécessité beaucoup d'énergie de la part de toutes les parties portant une attention particulière au développement local. Les discussions entre Développement économique Canada et les SADC ont permis de mieux cerner certains enjeux, et la signature des ententes a répondu à plusieurs préoccupations concernant la simplification des processus administratifs, la souplesse d'utilisation montants alloués et la préservation de certains produits distinc-

tifs des SADC. C'est dans ce contexte que le Fonds d'investissement de la SADC pourra maintenant offrir une aide financière pouvant atteindre 150 000\$ au lieu de 125 000\$. Également, des sommes plus importantes seront consacrées à des actions de développement local et le programme Stratégie jeunesse poursuivra ses efforts dans le soutien à l'entrepreneur par son aide financière, le développement et l'accompagnement auprès des jeunes de 18 à 35 ans. Il s'agit là de quelques exemples d'outils et d'actions que le nouvellement du PDC, d'une durée de quatre ans, nous permet de maintenir et de créer dans l'optique de nos objectifs d'investissement et de développement.

Un autre des faits marquants de l'année est certainement la fin de l'initiative régionale stratégique (IRS) du Bas-Richelieu. En effet, après six ans d'existence et un investissement global totalisant 5 M\$ sur le territoire de la MRC du Bas-Richelieu, l'IRS se termine en ayant investi la totalité des fonds dans des projets d'affaires propices à la relance et à la diversification économique. Cependant, notre souci de continuité et de création d'emplois, en innovation et en environnement, demeure au cœur des enjeux communs de plusieurs secteurs d'activités de notre région, notamment dans la transformation des métaux, l'agroalimentaire, les nouveaux matériaux et le tourisme.

«Je crois qu'avec un nouvel outil de développement économique comme une Initiative d'innovation en environnement, nous pourrions nous attaquer à ces nouveaux défis en favorisant la création d'un espace intelligent de compétences pou-

vant aider à la transformation de l'économie, basée traditionnellement sur l'exploitation des métaux, en une économie basée sur le savoir», explique Gratien LeBel. «Son rôle serait d'augmenter les performances d'innovation dans les secteurs d'activités, les infrastructures stratégiques et les projets d'entreprises du Bas-Richelieu qui partagent l'environnement comme enjeu commun.»

Activités entrepreneuriales

C'est grâce au réseau formidable du milieu entrepreneurial que nous réussissons à organiser des événements tels que l'activité-privilège réalisée par le Mentorat d'affaires, avec la participation de neuf entrepreneurs du secteur manufacturier et d'innovation qui ont reçu un témoignage de Jean-François Turgeon, président de QIT-Fer et Titane.

Également, notre participation à la 22e édition du Gala du mérite économique avec un taux de participation record de 32 candidatures, au 9e Concours québécois en entrepreneuriat, au Gala d'excellence agricole, à la soirée annuelle de reconnaissance des nouveaux entrepreneurs, à l'activité Place aux jeunes, sans oublier notre participation à la Table de concertation en agroalimentaire (TCA) qui œuvre au développement de l'industrie agroalimentaire ainsi qu'à notre participation à la rédaction du mémoire collectif dans le cadre de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois qui a été déposé en mai dernier. À travers ces activités et les projets d'affaires, les entrepreneurs incarnent l'ambition, la créativité, le dynamisme et la volonté dont le Bas-Richelieu a besoin pour poursuivre son essor.

Les 2 Rives, 8 mai 2007

Bas-Richelieu: une économie qui remonte le courant

Des options existent pour soutenir la relève, rappelle la SADC

Selon de nombreuses analyses économiques, d'ici quelques années, une quantité surprise d'entrepreneurs devront laisser la direction de leur entreprise à un nouveau joueur.

Le transfert de l'entreprise n'est pas une chose facile et soulève bien des questionnements et aussi de l'inquiétude. Car alors, si l'entrepreneur est prêt à la retraite, il existe fréquemment qu'il ne trouve pas la personne à la transmettre tout ce pour quoi il a consacré sa vie professionnelle. La relève est absente, ou bien elle n'est pas mûre pour prendre la direction ou bien elle ne possède pas les compétences et les qualités requises.

Les chiffres sont là pour le prouver: il faut relancer sans tarder le défi de la relève entrepreneuriale.

Au Québec, 89% des entreprises sont des PME et elles représentent 64% des emplois (Statistique Canada, juillet 2006). A l'instar des PME du Québec, les PME font face au vieillissement: plus de 40% des dirigeants(es) de PME québécoises prévoient partir à la retraite d'ici cinq ans et 70% prévoient le faire d'ici 10 ans (Fédération canadienne

de l'entreprise indépendante, juin 2005). De ceux-là, 70% ont indiqué qu'ils n'avaient pas encore d'option de succession.

Pour que les PME du Québec puissent continuer à créer des emplois et générer de la richesse, il importe de prévoir une relève entrepreneuriale.

La présence des jeunes au sein des instances décisionnelles de l'entreprise

doit être encouragée, tant pour le développement des entreprises que la formation des individus en tant que futurs dirigeants. De plus, il faut s'assurer que les dirigeants(es) de PME actuels puissent retirer une partie de leur capital en vue de leur retraite. Il faut également permettre à ceux et celles qui aspirent à prendre la relève de ces PME - membres de la famille des dirigeants(es), employés (es) ou encore acheteurs régionaux - d'avoir accès au capital nécessaire pour s'en porter acquéreur.

Des options

Le Fonds de capitalisation pour la relève en entreprise a été créé afin de remédier à cette situation. Il permet d'appuyer un acquéreur détenant une proposition d'affaires qui a la capacité de mobiliser un capital de risque reconnue sans toutefois posséder des actifs suffisants pour combler le montant financier requis. L'objectif étant de conserver les entreprises et leurs centres décisionnels dans les régions où elles sont localisées, ce Fonds cible les PME situées dans les régions du Québec couvertes par les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC).

«A ce titre à la SADC du Bas-Richelieu, en plus des aspects financiers et de la planification du projet reliés au transfert d'entreprises, nous accompagnons les propriétaires dans la conception, le développement et la mise en œuvre d'un plan dont l'objectif est d'assurer le succès et la croissance de l'entreprise à long terme», explique sa porte-parole, Michèle Gauthier.

Ce fonds de capitalisation créé par Développement économique Canada (DÉC) et piloté par la SADC, avec l'appui de Desjardins Capital de risque, et la Fondation de l'entrepreneuriat vient donc apporter une solution concrète au problème de la disponibilité du capital pour la relève entreprenariale dans les régions.

Le Mentorat d'affaires

Le mentorat d'affaires constitue également une façon efficace et tangible de transmettre l'expertise acquise par les employés et gestionnaires d'expérience pour préparer la relève à assurer la continuité de l'entreprise et maintenir la qualité et l'innovation.

En effet, au sein même des entreprises, le mentorat constitue pour tout nouveau dirigeant, une voie accélérée pour acquérir les connaissances et l'expérience utiles, tout en évitant les tâtonnements et certaines erreurs dues à l'innocence.

De même, le mentorat peut également s'exercer auprès de jeunes entrepreneurs nécessitant un soutien d'appoint et qui pourraient bénéficier de l'apport de gestionnaires plus expérimentés.

Il faut encourager les mesures visant à jumeler les jeunes entrepreneurs avec des gestionnaires expérimentés pour leur partager leurs connaissances, et ce, il faut mettre en place les incitatifs nécessaires pour encourager les gestionnaires plus expérimentés à partager leur compétences.

«À la SADC du Bas-Richelieu nous proposons le service de Mentorat d'affaires depuis 2004. Il s'agit de soutien et d'accompagnement aux PME du Bas-Richelieu. Il est important de souligner qu'il doit, s'il se veut efficace, être structuré, organisé et supporté par la direction de l'entreprise de tel sorte qu'il serve son dessin: assurer la continuité des valeurs et de la culture particulière de l'entreprise. Le service

**Le comité organisateur
du Gala du Mérite
Économique**

2007

Félicite
tous les gagnants et

Remercie
tous ceux qui ont contribué
à la réussite de l'événement

Un remerciement bien spécial aux commanditaires:

MINÉRAUX MART INC.

MINÉRAUX MART INC.

Banque Nationale du Canada

Bell Canada

Desjardins - Secteur des îles de Sorel

Cégep de Sorel-Tracy

Chapdelaine assurances et serv. financiers

financiers

Fabspec

Fournitures de bureau Denis

LUSSIER

Les 2 Rives, 3 juin 2008

AGIR POUR NOTRE ENVIRONNEMENT

Une assemblée générale éco-responsable pour la SADC du Bas-Richelieu

MICHÈLE GAUTHIER

C'est mardi soir dernier que la SADC du Bas-Richelieu a tenu, avec son assemblée générale annuelle, son premier événement éco-responsable. À cette occasion, la directrice générale Sylvie Pouliot, a souligné l'importance pour la SADC d'agir dans un souci de cohérence en posant des gestes concrets en accord avec la vision stratégique régionale en matière de développement durable. C'est avec l'aide de services-conseils du Réseau québécois des femmes en environnement (RQFE) qu'elle a ainsi voulu rendre l'événement de l'assemblée générale annuelle «éco-responsable» en présentant les mesures prises avant, pendant et après l'assemblée générale annuelle.

«Avec cette initiative, nous désirons sensibiliser les membres de ce qui peut résulter en adoptant des pratiques respectant les principes du développement durable tout en considérant les aspects environnementaux, sociaux et économiques. L'organisation de l'AGA a impliqué une réflexion sur chacun des gestes relatifs à sa concrétisation. Par exemple, l'aspect transport, où nous avons calculé les gaz à effets de serre émis pour l'événement afin d'en neutraliser les effets par la plantation d'arbres. L'aspect alimentation où nous avons privilégié les services d'un traiteur local - La porte du passant - entreprise d'économie sociale, qui utilise dans la mesure du possible des produits biologiques, écologiques et locaux. L'aspect communication, où nous avons privilégié la réduction de papier (clé USB), les échanges électroniques et l'utilisation du site Internet. Ce ne sont là que quelques exemples de ce qui a été mis en œuvre pour la tenue de cet événement», a mentionné la directrice générale de l'organisme, Sylvie Pouliot.



Sylvie Pouliot, directrice générale de la SADC



Les 2 Rives, 16 octobre 2007

Une région qui a le souci de ses PME

Deux beaux exemples

Dix ans déjà pour Stratégie jeunesse qui a généré des investissements de 3,5 M\$

MICHELE GAUTHIER, SADC DU BAS-RICHELIEU

On prend votre audace au sérieux !

La relève entrepreneuriale est capitale pour réaliser le plein potentiel économique de notre région, et Stratégie jeunesse y travaille. Depuis sa création en 1997, le programme Stratégie jeunesse de la SADC du Bas-Richelieu n'a cessé de faire la preuve de son efficacité en permettant aux jeunes femmes et aux jeunes hommes de notre région de se bâtir un avenir chez eux.



Lise Gauthier



Luc Tellier propriétaire des Jardins Picoudi

Le programme Stratégie jeunesse est actif quant à la quantité et à la diversité des interventions effectuées dans le cadre de notre mission. En effet, il a contribué dans le Bas-Richelieu, depuis les dix dernières années, à la concrétisation de projets d'entreprises avec des investissements totalisant une aide financière de 703 105\$ générant plus de 3 533 693\$ d'investissement pour le maintien et la création de 181 emplois. Soulignons que le taux de perte historique du fonds est actuellement de 3,73% alors que celui de la Montérégie s'élève à 8,3%, et le national, à 6,5%.

«Stratégie jeunesse favorise la création d'emploi chez les jeunes par le biais de l'entrepreneuriat, tout en valorisant leur engagement social, culturel et économique dans le milieu. Ce qui en fait un outil de développement essentiel pour notre région et de financement flexible aux modalités avantageuses. C'est grâce à lui que depuis dix ans, 55 jeunes du Bas-Richelieu ont fait le choix de vivre et de travailler dans notre région», souligne Lise Gauthier, conseillère Stratégie jeunesse à la SADC du Bas-Richelieu.

Le savoir-faire des entrepreneurs d'ici

La Ferme Victory est un bel exemple de l'effet levier de Stratégie jeunesse. Origininaire de Sainte-Anne-des-Monts en Gaspésie, Sophie Bonneville fait ses premiers pas dès son plus jeune âge dans le monde des chevaux où elle apprend très rapidement à se distinguer. Diplômée de

l'ITA de La Pocatière en technique équine, elle découvre la région en participant à des compétitions de quarter horses et décide de s'y installer avec son conjoint, Jean Bergeron, travailleur autonome et offrant des services de maréchalerie. Elle aussi travailleuse autonome, elle offre les services de location de boxe en écuries et d'entraîneuse-instructrice d'abord à Saint-Ours, ensuite à Contrecoeur. Riches d'une expérience de plus de 20 ans et désirant regrouper toutes leurs activités sous un même toit, ils décident en 2006 d'investir dans leurs propres installations à Sainte-Victoire-de-Sorel sous le nom de Ferme Victory.

La Ferme Victory offre des services d'entraînement de chevaux quarter horse, de coaching auprès des propriétaires des chevaux en compétition, de pension, de cliniques, de transport de chevaux ainsi que des services de maréchalerie de la plus haute qualité avec des infrastructures de haut niveau. Pour l'entreprise Ferme Victory, l'aide financière apportée par Stratégie jeunesse a permis de créer un effet levier, facilitant ainsi l'obtention de financement additionnel provenant des institutions financières traditionnelles pour la construction d'un manège intérieur, l'acquisition de machines et d'équipement permettant l'efficacité dans les services offerts.

Suite à la page 28

Bravo au dynamisme et hommage aux entrepreneurs et aux gens d'action qui ont confiance en l'avenir de notre belle région.



Nettoyage Moderne J.Abbott Inc.
J.ABBOTT et B.BOND PROPRIÉTAIRES
Réparations générales
Services commercial et industriel
À votre service depuis 50 ans

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

Plaza Tracy

450.742.6363

Centre-ville de Sorel 66, Augusta Plaza Tracy 450.742.8587 7000, rue Plaza Tracy 450.742.6363

**Le CARNET
ENTREPRENEURIAL de Sylvie**

Édition juin 2008

Ce carnet est un lieu de réflexion et un regard personnel sur l'entrepreneuriat et ses défis quotidiens, le tout livré à ma façon. Bonne lecture !

Pensez autrement! Think out of the box!

On a tous envie à un moment ou un autre de sortir du cadre établi, de revoir notre façon de faire ou de trouver de nouvelles pistes de solution pour arriver à se démarquer des autres. Vous savez quoi? En commençant à le FAIRE dès maintenant, au lieu de juste y penser, on peut considérablement changer les choses.

De plus en plus d'entreprises de premier plan trouvent des moyens novateurs d'améliorer leur rendement économique. Les mesures qu'elles prennent en développement durable contribuent non seulement à un milieu plus propre, plus sain et plus sûr, mais peuvent aussi se solder par d'intéressantes rebondissances économiques comme une bonification de leur bénéfice à court et à long terme. En d'autres mots, dans le cadre d'un environnement commercial toujours plus concurrentiel, les entreprises qui innoveront et font preuve de leadership en intégrant les principes du développement durable à leurs stratégies et pratiques d'affaires sont récompensées; les autres risquent fortement d'être à la traîne de la concurrence.

Pensez autrement... sortir des sentiers battus... revoir nos paradigmes dans le domaine environnemental grâce à des approches nouvelles telles que l'écoconception, l'écoefficacité et l'analyse du cycle de vie, peuvent grandement stimuler la performance de l'entreprise. À cet effet, nous vous invitons à visiter la rubrique « Coup de chapeau » qui présente les résultats de l'entreprise Korhan, chef de file dans la vente et la fabrication de carpettes décoratives, qui a participé avec trois autres PME de la région à la démarche d'écoconception.

Même les marchés financiers reconnaissent les risques et les possibilités que représentent le développement durable et accordent une attention particulière à la façon dont les entreprises relèvent ces défis.

La résolution du nouvel an du président du Conseil canadien des chefs d'entreprise, prédisait « que l'année 2008 serait davantage sous le signe de l'écologie et du développement durable. » Rappelons que le Conseil canadien des chefs d'entreprise est un regroupement composé de 150 entrepreneurs de premier rang de toutes les régions du pays.

Qu'il s'agisse de transformer un procédé de production pour le rendre plus propre, d'acquérir, d'utiliser et d'adapter des outils spécialisés facilitant, par exemple, une gestion environnementale de l'entreprise ou bien qu'il s'agisse de former le personnel à des techniques et pratiques nouvelles mises en place dans l'entreprise, il y a deux manières de voir les choses, soit que les entreprises vivent la question du développement durable comme une contrainte, soit qu'elles cherchent à comprendre ce que ça peut leur rapporter en termes qualitatifs et financiers. Alors, **Think out of the box!**


Sylvie Paultre
Directrice générale
SADC du Bas-Richelieu
sadcgb@belnet.ca



COUP DE CHAPEAU



INCONTOURNABLES



ARCHIVES

Cette initiative est rendue possible grâce à la contribution financière du Développement économique Canada



**Le CARNET
ENTREPRENEURIAL de Lise**

Édition novembre 2007

Ce carnet est un lieu de réflexion et un regard personnel sur l'entrepreneuriat et ses défis quotidiens, le tout livré à ma façon. Bonne lecture !

Osez le dépassement!

Parmi toutes les valeurs entrepreneuriales, celle qui m'interpelle le plus en ce moment dans ma vie professionnelle est certainement le dépassement de soi. Cette valeur se doit d'être présente plus que jamais dans les décisions que nous avons à prendre en tant qu'entrepreneur. Être soi-même dans un monde qui tente de nous ce que nous ne sommes pas, voilà notre plus grand défi dans cet accomplissement.

Dans le long et laborieux parcours qui conduit à la réalisation du rêve, du projet d'affaires, nous sommes confrontés à plusieurs obstacles et contraintes qui peuvent freiner notre évolution. La vie en comporte plusieurs, mais les barrières les plus redoutables sont certainement celles que nous nous imposons. Trop souvent, nous ne les voyons pas, car elles sont intégrées à notre façon de penser et de voir les choses.

Par exemple, comment réagissons-nous à des propos négatifs tels que « ça ne marchera pas ton affaire! C'est pas un bon moment pour démarquer une entreprise, le contexte économique actuel n'est pas assez bon! ». De là l'importance de placer notre confiance en nous-mêmes et en nos capacités et non dans les événements.

Tout au long de notre cheminement dans le monde des affaires, nous devons examiner les idées, les attitudes et les perceptions qui gèrent notre évolution. La vraie réussite ce n'est pas seulement d'arriver à destination, c'est d'être en route et de réussir à compiler et à nous dépasser à chaque étape. C'est faire face à nos peurs et à nos limites des personnes, qui nous empêchent d'aller plus loin, c'est avoir l'audace de penser un peu plus grand, c'est aller au bout de ce qui nous habite et nous caractérise. Je constate aujourd'hui que c'est par l'apprentissage et l'évolution que le dépassement prend tout son sens. « Un bateau amarré dans un port est en sécurité, mais ce n'est pas à cette fin qu'il a été construit. » Ce qui explique la réussite, c'est de poser les actions pour nous rapprocher de notre rêve et c'est là la véritable mesure du pouvoir que nous avons sur nous-mêmes. Toutes les réponses aux questions que vous vous posez sont à portée de main. Si vous acceptez le cheminement que ça implique, le monde des affaires vous fournira tout ce qui vous est nécessaire pour réussir.

Avoir foi en nos aptitudes, nos habiletés et nos compétences, c'est oser passer à l'action. Alors, se produit et se ressent ce dépassement de soi. Ni vous ni le monde ne sait ce que vous pouvez faire tant que vous n'avez pas essayé. Et lorsque vous tenez les rênes de votre vie, le monde répond en conséquence et l'étoile s'allume. Alors OSEZ le dépassement! Le sujet vous interpelle... écrivez-moi!


Lise Gauthier
Conseillère Stratégie jeunesse
SADC du Bas-Richelieu
sadcsg@belnet.ca



COUP DE CHAPEAU



INCONTOURNABLES

Cette initiative est rendue possible grâce à la contribution financière du Développement économique Canada

**Le CARNET
ENTREPRENEURIAL de Michèle**

Edition septembre 2009

Ce carnet est un lieu de réflexion et un regard personnel sur le développement et ses défis quotidiens, le tout livré à ma façon. Bonne lecture!

Le marketing durable pour les PME...

Le tout écologique est à la mode et le marketing surfe sur la vague... Ainsi, on ne compte plus les nombreuses initiatives réalisées par les différents acteurs économiques, les entreprises manufacturières, les organisations sociaux économiques, tous horizons confondus, en faveur de la mise en place d'action écoresponsables et durable.

« On définit le marketing durable comme étant le processus qui permet de planifier, mettre en œuvre et contrôler le développement, l'élaboration du prix, la promotion et la distribution de produits en vue de satisfaire les trois critères suivants : comblés les besoins de nos clients, atteindre les objectifs de l'organisation et que le processus soit compatible avec les écosystèmes. »

Cela dit, le développement durable n'est pas une stratégie de marketing, c'est une éthique d'affaires. Une promotion verte ne réussira pas à modifier votre image si le reste de votre offre demeure inchangée. Si l'entreprise s'engage vraiment dans le processus, elle devra mesurer l'impact environnemental de toutes ses actions et corriger la situation lorsque nécessaire. Cette démarche peut paraître longue, mais tant que l'engagement est sincère et appuyé par des actions, ce n'est pas problématique.

Les entreprises qui osent poser des gestes illustrent bien ce que le marketing durable peut apporter à l'entreprise. Par exemple, cela permet de différencier sa marque, augmenter la loyauté des consommateurs, créer des opportunités d'affaires, motiver ses employés, devancer une législation contraignante, et innover.

Aujourd'hui, les marchés regorgent de solutions et de produits «verts». Tous les outils sont donc enfin réunis pour faire entrer la communication dans l'ère du développement durable. À cet effet, nous vous proposons une boîte à outils pratiques en marketing durable que vous pouvez dès maintenant consulter pour orienter vos démarches.

1. Évaluation du marketing durable
2. Parlons tactiques!
3. Félinement vert! Vraiment vert?? / Éviter la mascarade écologique « Greenwashing »
4. Les 4 P pour 3 P : personnes, planète, profits
5. Exemple d'un processus de prise de décision

Il y a un temps pour l'observation et un temps pour l'action. Nous vous proposons de passer à l'action avec nous.

Agente de communication et de développement
SADC de Pierre-De Saurel
sadc@bellnet.ca



COUP DE CHAPEAU



INCONTOURNABLES



ARCHIVES

Cette initiative est rendue possible grâce à la contribution financière de Développement économique Canada



BOÎTE À OUTILS PRATIQUES EN MARKETING DURABLE

L'expression
« manque de temps »
a probablement été
inventée par un expert
en marketing qui méditait
sur son rythme de vie.

Or personne ne veut ajouter une autre
tâche sur sa liste de choses à faire.

C'est dans cette optique que cette trousse
d'outils pratiques, en cinq sections, a été créée
afin de vous démontrer à quel point il peut être facile et rapide
d'intégrer les principes du marketing durable à votre routine de travail.

 **SADC**
de Pierre-De Saurel

Source : CEP Europe's Sustainable Marketing Guide, 4Ps for 3 Ps, Environment 2008, Part II, The Sustainable Marketing Toolkit



LA SADC DU BAS-RICHELIEU

VOTRE PARTENAIRE

BULLETIN D'INFORMATION ■ ■ ■ Juin 2008

L'assemblée générale annuelle 2008

Un premier événement écoresponsable pour la SADC du Bas-Richelieu

C'est en mai dernier qu'a eu lieu le premier événement écoresponsable de la SADC du Bas-Richelieu avec la tenue de l'assemblée générale annuelle.

À cette occasion, la directrice générale, Sylvie Pouliot, a souligné l'importance pour la SADC d'agir dans un souci de cohérence en posant des gestes concrets en accord avec la vision stratégique régionale en matière de développement durable.

C'est avec l'aide de services-conseils du Réseau québécois des femmes en environnement (RQFE) que nous avons entrepris la démarche de rendre l'événement de l'assemblée générale annuelle écoresponsable en présentant les mesures prises avant, pendant et après l'assemblée.



TOURNEE VERS L'AVENIR
AVEC VOUS!

« Avec cette initiative, nous désirons sensibiliser les membres de ce qui peut résulter en adoptant des pratiques respectant les principes du développement durable tout en considérant les aspects environnementaux, sociaux et économiques », explique la directrice générale.

L'organisation de l'assemblée a demandé une réflexion sur chacun des gestes relatifs à sa concrétisation, par exemple : l'aspect *transport*, où nous avons calculé les GES générés par l'événement afin d'en neutraliser les effets par la plantation d'arbres;

l'aspect *alimentation*, où nous avons favorisé les services d'un traiteur local, *La porte du passant*, entreprise d'économie sociale, qui devait utiliser dans la mesure du possible des produits biologiques, écologiques et locaux;

l'aspect *communication*, où nous avons privilégié la réduction de papier en réalisant la production du rapport annuel sur support USB au lieu de produire 75 documents papier contenant une centaine de pages imprimées recto verso.



De plus, tous les documents présentés lors de l'événement étaient disponibles sur le site Internet de la SADC dès le lendemain.



Ce sont là que quelques exemples de ce qui a été mis en œuvre pour la tenue de cet événement. Afin de permettre un suivi des diverses mesures écoresponsables réalisées lors de l'événement, un bilan d'activités a été rédigé. Il vous est possible d'en prendre connaissance aux endroits suivants :

www.soreltraceyregion.net/sadc
— section Publication

Bilan du premier événement écoresponsable de la SADC du Bas-Richelieu

www.evenementecoresponsable.com
— section Les événements

 événement éco responsable

VOTRE PARTENAIRE | PAGE 1



SADC
Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL

La SADC du Bas-Richelieu fait un pas VERT de plus dans la bonne direction

La SADC du Bas-Richelieu rendra dorénavant tous ses déplacements en voiture carboneutres. Notre organisation veut de cette manière attirer l'attention sur l'empreinte écologique des déplacements en voiture effectués par les organismes du Bas-Richelieu. Nos actes quotidiens (transport, consommation d'énergie, etc.) sont à l'origine d'émissions de gaz à effet de serre, responsable du changement climatique.

Un constat, c'est inévitable

L'effet de serre étouffe la planète et les biens ou les services que nous achetons en tant qu'individu. Les déplacements sur route ou par avion. Qu'il s'agisse de livraisons, d'interventions sur le terrain, de participations à des colloques et conférences, d'envois de collaborateurs, ou du simple trajet quotidien, toutes ces activités génèrent des émissions de gaz à effet de serre (éq.CO2), et en particulier du CO2. Aujourd'hui, le niveau maximal d'émissions que la terre peut supporter pour stabiliser l'effet de serre est inférieur à 1,8 tonne éq.CO2 par personne et par an.

Après un simple calcul de kilométrage, la SADC a effectué des déplacements en voiture totalisant plus de 3,3 tonnes éq.CO2* au cours de la dernière année. * source : www.actioncarbone.org/calculateur.htm

L'idée
Donner une compensation financière qui va « neutraliser » l'impact de nos déplacements sur l'effet de serre et le changement climatique.

Pour calculer plus précisément notre production de carbone, nous avons utilisé des outils sur certains des sites Internet ci-dessous.

<http://www.zerofootprint.net>
<http://www.co2solidaires.org>
<http://www.actioncarbone.org>

Notre projet Carboneutre :

Notre première action a été l'évaluation de nos activités nécessitant des déplacements en voiture de tout le personnel de la SADC au cours des trois dernières années (2005, 2006, 2007) sur le territoire couvrant Sorel-Tracy, la MRC et hors de la MRC du Bas-Richelieu. Par la suite, à partir de quelques données simples, nous avons calculé les émissions de gaz à effet de serre par année dont nous sommes responsables, ce qui nous a permis d'établir le montant financier de la compensation s'y rapportant (http://www.actioncarbone.org/main_tracbe).

Maintenant, à quoi décidons-nous d'apporter le montant financier de la compensation obtenue?

Pour déterminer le nombre d'arbres à planter, nous avons évalué notre quantité de papier utilisé au cours des trois dernières années. Cette fois encore, nous avons eu recours à un calculateur (www.actioncarbone.org/calculateur.htm) avec lequel nous avons évalué à combien d'arbres correspond notre consommation.

www.actioncarbone.org/calculateur.htm

Joinnez-vous à nous!

TOURNEE VERS L'AVENIR
AVEC VOUS!

PAGE 2 VOTRE PARTENAIRE

Les 2 Rives, 1^{er} juillet 2008

Une action terrain: planter 119 arbres sur l'île du Moine

LOUISE GRÉGOIRE-RACICOT

Planter des arbres est devenu une façon pour plusieurs organismes et personnes de compenser les torts qu'ils font à l'environnement.

C'est ainsi que la SADC et la MRC plantaient, il y a trois semaines, quelque 119 arbres nobles sur l'île du moine, à Sainte-Anne de Sorel, sur une superficie de 900 mètres histoire de prévenir l'érosion de ses berges observée depuis plusieurs années. Ils y ont constitué une haie brise-vent et des bosquets.

Pour le faire, elles se sont acquises le travail de 26 jeunes élèves de sixième année de l'école de Sainte-Anne-les-Îles, de huit participants au Projet Vert de Carrefour jeunesse emploi du Bas-Richelieu et de partenaires collaborateurs au projet. «Ce projet concret et mobilisateur correspond tout à fait aux orientations du plan stratégique régional de développement. De plus avec lui, nous respectons nos engagements de plantation d'arbres évalués par le projet Carboneutre de la SADC qui avait comme objectif de neutraliser l'impact des déplacements en voiture des employés de l'organisme depuis les trois dernières années ainsi que lors de la tenue de l'assemblée générale annuelle de 2008. À la suite d'un calcul rapide des gaz carboniques produits par nos déplacements d'affaires et une évaluation de notre consommation de papier, nous nous sommes engagés à planter un total de 26 arbres sur le territoire du bas-Richelieu», a précisé son président Gratien Lebel.

Soulignant la dimension intégrée du projet, Geneviève Mathieu, une de ses instigatrices résume: «D'un point de vue environnemental, la plantation de Sorel de frênes de Pennsylvanie, de chênes à gros fruits et de cerisiers tardifs sur une superficie totale de 900 m² permettra de confrer à long terme d'érosion des berges de l'île du Moine, d'augmenter la biodiversité de cette île et d'en préserver le patrimoine naturel, de créer de l'ombre et une barrière contre le temps pour le vent pour le bien-être des animaux présents sur la commune et de respecter l'habitat faunique du bruant de Nelson, espèce d'oiseau en voie de disparition.»

Ce projet colle aussi en tout point à la nouvelle réglementation visant à augmenter le couvert forestier de la région et à préserver ses boisés, a souligné le directeur général de la MRC, Denis Boisvert.

natrices du projet. Mais il aurait été vain sans la collaboration de Conservation de la nature Canada, de Canards illimités Canada, du Syndic de la commune de l'île du Moine dont quelqu'un verra à arroser les nouvelles plantations, de la Société d'aménagement de la baie Lavallière et du ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du Québec».

Oui, le site a compliqué la logistique du projet ont reconnu ses instigatrices mais il a rempli tous ses objectifs et permis à ces élèves de vivre une journée riche dans un décor enchanteur, où ils ont pu découvrir le canot Rabaska et son histoire. Une façon concrète de faire sa part dans le développement durable.



SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL



Les 2 Rives, 1^{er} juillet 2008

Éduquer en même temps

Par ailleurs cette activité a permis de mobiliser et d'agir sur le terrain tout en offrant aux jeunes et aux adultes un apprentissage pratique, éducatif, amusant et surtout avantagé pour l'environnement. «Nous sommes heureux d'avoir sensibilisé les jeunes au rôle de l'arbre en milieu insulaire en favorisant l'apprentissage des meilleures techniques de plantation d'arbres pour assurer la survie des espèces et en leur offrant à une randonnée en canot la basta en plus d'une capsule sur l'histoire de ce moyen de transport écologique», a rajouté Mme Gauthier de la SADC.

Il a fallu, pour le réaliser, la collaboration de plusieurs partenaires dont le ministère des Ressources naturelles et de la faune qui a fourni les arbres, les accompagnateurs qui ont permis que ce projet voit le jour. Éloïse Paquin qui a travaillé avec les jeunes du Projet Vert pour aménager le site et s'assurer que la plantation des arbres soit effectuée selon les règles de l'art. «Comme nous avions la préoccupation de faire de cette activité de plantation un événement éco-responsable en expliquant la fragilité du milieu, nous avons fait appel à Gérald Desfossés des Excursions expéditions canot Ranaska pour assurer les déplacements terrestres en minibus plutôt qu'en voiture de pour réaliser les randonnées nautiques jusqu'au site de plantation de l'île du Moine en Rabaska afin de limiter l'émission des gaz à effet de serre ont rappelé enfin les coordon-





Projet concret de plantation de 119 arbres par des jeunes sur l'île du Moine

La MRC et la SADC du Bas-Richelieu dressent un bilan positif de leur activité de plantation de 119 arbres qui s'est déroulé sous le thème *Ô si près... de ma nature*. En effet, c'est le 9 juin dernier sur l'île du Moine à Sainte-Anne-de-Sorel en compagnie de 28 jeunes de 6^e année de l'école de Sainte-Anne-les-Îles, de huit participants au Projet Vert du Carrefour jeunesse-emploi du Bas-Richelieu, des partenaires et des collaborateurs qu'a eu lieu la réalisation de ce projet intégré.

Multiples objectifs

Tout d'abord, la plantation de frênes de Pennsylvanie, de chênes à gros fruits et de cerisiers tardifs sur une

superficie totale de 900 m² permettra de contrer à long terme l'érosion des berges de l'île du Moine, d'augmenter la biodiversité de cette île et d'en préserver le patrimoine naturel, de créer de l'ombre et une barrière contre le vent pour le bien-être des animaux présents sur la commune et de respecter l'habitat faunique du bruant de Nelson.

De plus, cette activité a permis de sensibiliser, de mobiliser et surtout d'agir sur le terrain tout en offrant aux jeunes et aux adultes présents un apprentissage pratique, éducatif, amusant et surtout avantageux pour l'environnement.



Projet carboneutre de la SADC

Le président, Monsieur Gratien LeBel, mentionne que la SADC du Bas-Richelieu est très fière d'avoir participé à la réalisation de ce projet concret et mobilisateur qui correspond tout à fait aux orientations que s'est données le Plan stratégique de développement du Bas-Richelieu.

Avec ce projet, nous respectons nos engagements de plantation d'arbres évalués par le projet carboneutre de la SADC. Ce projet avait comme objectif de neutraliser l'impact des déplacements en voiture des employés de la SADC produites depuis les trois dernières années (2005-2007) ainsi que lors de la tenue de l'assemblée générale annuelle 2008. À la suite d'un calcul rapide des gaz carboniques produits par nos déplacements d'affaires et une évaluation de notre consommation de papier, nous nous sommes engagés à planter un total de 26 arbres sur le territoire du Bas-Richelieu. Mission accomplie!

10^e édition



Le 10e Concours québécois en entrepreneuriat a comme mission de favoriser le développement de l'entrepreneuriat au Québec en récompensant les initiatives entrepreneuriales en milieu scolaire ainsi que la création d'entreprises.

L'organisation de ce concours dans le Bas-Richelieu est le résultat d'une concertation entre le réseau de l'entrepreneuriat, le réseau de l'éducation et le réseau des affaires. La SADC est très heureuse de souligner la participation de deux jeunes entreprises qui ont bénéficié du programme Stratégie jeunesse et qui se sont distinguées dans leur catégorie respective soit :



Création d'entreprise
Catégorie : Bioalimentaire
Champignons Advitam, Saint-Ours

Originaire Dorval et Marie-Claude Héroux, propriétaires de l'entreprise Champignons Advitam, St-Ours

Prix Coup de cœur offert par la SADC du Bas-Richelieu dans la catégorie création d'entreprise. Ce prix est décerné au projet d'entreprise s'étant démarqué par le fort potentiel de son promoteur.

Les jardins Picoudi



Gratien LeBel, président de la SADC, Luc Tellier, propriétaire, Lise Cauchier, conseillère Stratégie jeunesse

TOURNEE VERS L'AVENIR
AVEC VOUS!



Les 2 Rives, 21 octobre 2008



MICHÈLE GAUTHIER - SADC du Bas-Richelieu

On ne naît pas chef d'entreprise, on le devient. On passe ainsi du statut d'étudiant, d'employé, d'homme ou de femme au foyer à celui d'un entrepreneur. Seul ou entouré, le nouvel entrepreneur doit concentrer toutes ses forces dans cet acte majeur. Dès le tout début, le soutien des proches est primordial.

De plus, avoir un réseau professionnel étendu est un élément majeur d'aide à l'atteinte des résultats car, près de 30 000 entreprises sont créées chaque année au Québec. De ce nombre, le quart n'atteindra pas sa deuxième année d'existence pour toutes sortes de raisons.

De là l'importance de connaître les embûches juridiques, les contraintes commerciales et d'anticiper la voie que l'on va emprunter pour limiter les imprévus. Afin de bien identifier et prioriser ces enjeux, il est primordial d'être bien accompagné par des gens possédant une solide expertise des affaires.

La SADC, un partenaire solide

Dans le Bas-Richelieu, la SADC, par l'entremise du programme Stratégie jeunesse, ne cesse de faire la preuve de son efficacité en permettant aux jeunes femmes et aux jeunes hommes entrepreneurs de notre région de se bâtir un avenir chez eux en prenant leur audace au sérieux. «Depuis sa création en 1997, Stratégie jeunesse a permis à 61 jeunes du Bas-Richelieu âgés entre 18 et 35 ans, de vivre et de travailler dans leur région», souligne Lise Gauthier, conseillère Stratégie jeunesse à la SADC du Bas-Richelieu. «En effet, depuis ces dix dernières années, Stratégie jeunesse a contribué à la concrétisation de projets d'entreprises avec des investissements totalisant une

aide financière de 793 105\$ générant plus de 4 381 157\$ d'investissements pour la création et le maintien d'emplois.»

Visant à contrer l'exode des jeunes en région, le programme Stratégie jeunesse encourage et accompagne dans l'acquisition d'entreprises par la relève, dans le démarrage, la modernisation et l'expansion reliée aux nouvelles économies ou à fort potentiel de rentabilité ainsi que par de nouvelles approches innovantes. De plus, la SADC vous ouvre l'accès à tout un réseau d'expertises et de partenaires et vous accompagne dans votre désir d'implication et de participation dans des activités telles: le Concours québécois en entrepreneuriat, la Journée nationale de la culture entrepreneuriale, Place aux jeunes et le Camp Je qui permettent de promouvoir et de développer une culture entrepreneuriale, et ce, à tout âge.

Stratégie jeunesse agit sous trois volets: aide financière, développement et animation de l'entrepreneuriat. Les secteurs priorisés sont l'agroalimentaire, l'environnement, le manufacturier et le tourisme. De plus, il offre des mesures avantageuses pour ceux et celles qui désirent se lancer ou croître en affaires par l'octroi d'une aide financière sous forme de prêt personnel, pouvant varier entre 5 000\$ et 15 000\$ avec un privilège de congé d'intérêts pour les 24 premiers mois.

Alors, vous êtes de ceux qui aiment leur région, qui veulent y rester et créer leur propre emploi et leur entreprise et en ce sens la SADC du Bas-Richelieu est bien outillée pour vous accompagner dans la concrétisation de votre projet d'entreprise. Après tout, c'est bel et bien avec des jeunes gens engagés que nous créons des collectivités où l'avenir est prometteur.



Lise Gauthier, conseillère Stratégie jeunesse à la SADC du Bas-Richelieu.

Les 2 Rives, 9 décembre 2008

LES AFFAIRES

Soirée reconnaissance aux entrepreneurs

Quarante-quatre nouveaux entrepreneurs reçoivent une reconnaissance !

Le 19 novembre dernier, à la brasserie artisanale le *Loup rouge*, le Centre local de développement (CLD) du Bas-Richelieu, la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Bas-Richelieu et le Centre local d'emploi (CLE) de Sorel ont voulu souligner les efforts soutenus et l'énergie investie de 44 nouveaux entrepreneurs de la région dans l'accomplissement de leur projet d'affaires en leur remettant une plaque honoraire.

De janvier 2007 à juillet 2008, les programmes *Soutien au travail autonome* (STA), *Jeunes promoteurs* (JP) et *Stratégie Jeunesse* (SJ) ont permis à 88 entrepreneurs de déposer 80 projets d'entreprises. Suite à l'analyse de ces projets, 57 furent acceptés, impliquant 67 entrepreneurs. Des 57 projets acceptés au départ, 42 entreprises sont en opération aujourd'hui.

Investissements et création d'emplois

Chaque entreprise soutenue représente, en moyenne, plus de 58 658\$ d'investissement, ces derniers variant entre 2 000\$ et 370 000\$. Au total, ils auront entraîné la création de 79 emplois.

Pour les 44 entreprises qui ont débuté leurs opérations entre janvier 2007 et juillet 2008, les investissements totaux, incluant la mise de fonds des promoteurs ainsi que l'apport des programmes *Soutien au travail autonome* (STA), *Jeunes Promoteurs* (JP) et *Stratégie Jeunesse* (SJ), totalisent 3 003 618\$.

Cette soirée reconnaissance fut une belle occasion de célébrer ensemble la créativité, la persévérance et la réussite de nos entrepreneurs d'ici. Elle aura permis de les connaître davantage, en plus de favoriser des échanges intéressants et profitables sur leur expérience entrepreneuriale.



DERNIÈRE CHANCE

LES 2 RIVES

LE PREMIER CHOIX DU BAS-RICHELIEU

présente son traditionnel

Concours



2008, une année bien remplie pour la campagne de Fierté régionale!

Vaste campagne de promotion de la grande région de Sorel-Tracy, la Fierté régionale met à contribution des partenaires locaux – tant du secteur privé que public et institutionnel – qui croient en notre région et qui agissent concrètement pour en favoriser la croissance, convaincus que c'est en travaillant ensemble à favoriser le sentiment de fierté à l'égard de la région que chacun d'entre nous peut jouer pleinement son rôle d'ambassadeur dans son propre réseau.

Une présence média diversifiée à l'échelle nationale

Ce printemps, la campagne de promotion télévisuelle portée par l'équipe de la Fierté régionale est revenue sur les ondes de Radio-Canada, du Réseau de l'information (RDI) et de ARTV. Deux messages publicitaires ont ainsi été diffusés dans des émissions ciblées correspondant à des heures de grande écoute.

Avec l'objectif d'obtenir le meilleur équilibre entre la fréquence de diffusion et le plus grand nombre d'auditeurs rejoint, la grille horaire comprenait des émissions telles que *Tout le monde en parle*, *Perdus, Découverte* et *La petite séduction* pour nommer que celles-là. Rappelons que l'objectif principal de cette campagne est de rehausser l'image de la région et de permettre aux gens de la Rive-Sud, de Montréal et de Laval de la situer géographiquement.

Cette année, la campagne s'est également déployée à la radio sur les ondes du 98,5 FM, lors de l'émission matinale *Puisqu'il faut se lever* animée par Paul Arcand, une émission qui se classe au premier rang des émissions montréalaises avec une moyenne au quart d'heure de 117 800 auditeurs durant le bloc de grande écoute de 6 h à 9 h.



Parallèlement, la région a aussi été mise en valeur par le biais de cinq banderoles parus dans *La Presse*, quotidien tiré à 200 000 exemplaires par semaine en moyenne. Enfin, une page Internet a été créée : osipres.ca



Région de Sorel-Tracy
Fièrement d'ici!

www.SorelTracyRegion.net

B MRC du Bas-Richelieu

CD
CABINET D'ASSURANCES
DU BAS-RICHELIEU

LUSSIER
CABINET D'ASSURANCES
DU BAS-RICHELIEU

S VILLE DE
SOREL-TRACY

QIT-Fer et Titane | Cégep de Sorel-Tracy | SADC du Bas-Richelieu | Centre local d'emploi (CLE) de Sorel | Commission scolaire de Sorel-Tracy | Laiterie Chalifoux | Gersol Construction | Sylvain Simard, député de Richelieu | CJSO 101,7 FM | Journal La Voix | Journal Les 2 Rives | Page Courmoyer | SorelTracyRegion.net | Daniel Vincent Communications | Les Promenades de Sorel |

279638-revue08

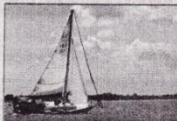


Une nouvelle campagne de promotion locale

Une nouvelle série de publicités sous le thème *La grande région de Sorel-Tracy c'est aussi...* a été mise en place localement. Faisant ressortir les éléments positifs de la région, ces publicités ont, tour à tour, mis en valeur la construction domiciliaire et l'arrivée de nouveaux citoyens, la réussite des élèves d'ici, le programme ICI on récupère, les emplois de qualité disponibles dans la région, le dynamisme du milieu agricole et les nouveaux commerces.

La région rayonne jusqu'en France!

Dans le cadre des fêtes du 400^e anniversaire de la fondation de la ville de Québec, un équipage sorelois a pris place à bord du voilier *Kandace Rose*, et a participé, avec 27 autres voiliers, à la traversée de l'Atlantique en flottille entre Québec et La Rochelle, en France. La Fierté a donc profité de l'occasion pour afficher le logo *Ô si près, la région de Sorel-Tracy*, sur la coque du bateau, permettant ainsi à la région de rayonner jusqu'en France ainsi que lors des événements médiatiques entourant la traversée.



Les 2 Rives, 9 décembre 2008

René Lachapelle, nouveau président de la SADC

LOUISE GRÉGOIRE-RACICOT

Membre du c.a de la SADC depuis 1988, René Lachapelle, organisateur communautaire au CLSC, en assumera la présidence, le temps de terminer le mandat de Gratien LeBel, décédé récemment. Il avait été pressenti par ses collègues de la table pour assumer ce poste, M. LeBel ayant avisé, au début de l'automne, qu'il quitterait cette fonction en mai.

M. Lachapelle sollicitera probablement un mandat de trois ans lors de la prochaine assemblée générale de la société.

«C'est un honneur et un défi de succéder à M. LeBel, un président rassembleur aussi au niveau national. Je suis conscient que j'entre ici dans une lignée de présidents qui ont fait démarrer la concertation et que j'arrive à un moment où on franchit une étape nouvelle de cette dernière - celle de la continuité dans le développement d'une vision commune de développement.» Il faut pour ce, arrimer les plans stratégiques que chacun s'est donné pour revitaliser la région dans un milieu où l'Agenda 21 donne le ton à des orientations de développement durable. Un développement qu'il voudrait concerté et dans la volonté de faire vert. «Nous avons appris à travailler de façon concertée et développé un savoir-faire qu'on nous envie. Au cours des prochains mois, nous aurons à relever le défi d'associer tout le milieu à la révision de notre plan stratégique, d'y associer économique et social. Il n'est pas toujours simple de trouver le comment faire, d'intégrer toutes les dimensions du développement durable tout en respectant la diversité des interventions, nous donner les moyens d'y arriver afin d'établir des priorités qui mobilisent la population», a-t-il précisé.

Même si la SADC dispose d'un financement de base raisonnable, comme les autres SADC, elle manque désormais de leviers pour développer des secteurs de pointe. Ce qui sera à négocier dans la prochaine entente avec Ottawa, a-t-il spécifié.



LA SADC DE PIERRE-DE SAUREL

VOTRE PARTENAIRE

BULLETIN D'INFORMATION ■ ■ ■ Juillet 2009

La SADC du Bas-Richelieu change son nom pour « SADC de Pierre-De Saurel »

C'est lors d'une assemblée extraordinaire tenue le 28 mai dernier, que les membres de la SADC ont entériné la nouvelle appellation de la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Bas-Richelieu pour la SADC de Pierre-De Saurel.

C'est dans un souci d'appui et de cohérence avec le changement de nom, en janvier 2009, de la Municipalité régionale de comté (MRC) de Pierre-De Saurel et de nombreux autres organismes du milieu que la SADC a débuté des procédures officielles de changement de nom.

Avec cette nouvelle toponymie dédicatoire « de Pierre-De Saurel », nous sommes convaincus que nous reflétons encore mieux notre situation géographique et notre territoire d'appartenance.



BILAN 2008-2009 de la SADC de Pierre-De Saurel
Construisons ensemble
l'écocollectivité de Pierre-De Saurel!

**Tournée vers l'avenir
avec vous!**



La SADC investit...

- ▶ Aide financière autorisée de **286 500\$**
- ▶ **2 463 051\$** d'investissements générés
- ▶ Crédit et maintien de **36 emplois**

La SADC contribue...

- ▶ Nouveau plan stratégique de développement de Pierre-De Saurel 2010 - 2015
- ▶ Réseau Innovation
- ▶ Projet agroécologique
- ▶ Projet d'élevage de brebis laitières
- ▶ Événement écoresponsable

La SADC participe...

- ▶ Technocentre en écologie industrielle
- ▶ L'Economie du lac Saint-Pierre
- ▶ Centre de valorisation de déchets d'équipements électriques, électroniques et électroménagers (DEEE)
- ▶ Agenda 21
- ▶ Route bleue du lac Saint-Pierre
- ▶ ID on récupère
- ▶ Selon Entrepreneurs en action

TOURNEE VERS L'AVENIR
AVEC VOUS!

VOTRE PARTENAIRE PAGE 1



SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL

BULLETIN D'INFORMATION
DE LA SADC DE PIERRE-DE SAUREL ■ ■ ■

Construisons ensemble l'Écocollectivité de Pierre-De Saurel

Lors de l'assemblée générale annuelle de la SADC, le président, René Lachapelle, a proposé une démarche d'orientation collective vers un nouveau modèle de développement soit l'écocollectivité.



René Lachapelle,
président de la SADC de
Pierre-De Saurel

Après s'être donné une vision collective d'une région d'excellence en développement durable, la communauté fait face au défi de franchir le pas suivant soit de construire l'écocollectivité.

Un plan stratégique rassembleur

Le plan stratégique de développement 2010-2015 constituera le cadre pour atteindre l'objectif fixé, en réunissant tous les plans d'action qui seront mis en place par chaque secteur d'activités. Ainsi, nous tirerons tous dans la bonne direction et le plus efficacement possible pour que la MRC de Pierre-De Saurel devienne une collectivité qui met en valeur de façon durable sa population et son milieu.



La vigueur que démontre le secteur de la récupération et du recyclage des matières résiduelles est un autre signe de réussite, avec les 1 500 tonnes récupérées annuellement par Recyclo-Centre, le développement de technologies en écologie industrielle du Centre de transfert technologique en écologie industrielle (CTTE) et le plan de compostage des déchets résiduels qui est présentement sur la planche à dessin de la MRC. La mise en place du Technocentre en écologie industrielle et la diversification de notre industrie agroalimentaire, selon des normes environnementales, sont d'autres indicateurs qui démontrent clairement que la région de Sorel-Tracy est en train de devenir une technopole en écologie industrielle, une des composantes de l'écocollectivité. La revitalisation du Vieux-Sorel, le projet des habitations Saint-Maxime, un nouveau concept de logements sociaux unique au Québec, le secteur communautaire en pleine croissance, l'essor du transport en commun avec le CIT, le projet de l'Économie... il y a de l'action sur tous les fronts.



Des indicateurs dans la bonne direction

Les indicateurs démontrant un avenir prometteur sont nombreux. L'établissement du département d'ingénierie d'Alstom Hydro Canada ouvre des horizons sur de nouveaux créneaux de développement, tout comme le projet, encore à confirmer, de construire des nacelles d'éoliennes. QIT-Fer et Titane reste, malgré une fermeture annoncée cet été, un solide vaisseau amiral enraciné dans la région qui a pris un virage vert et qui mise beaucoup sur la recherche et développement. L'émergence de firmes développant de nouvelles technologies comme « les éoliennes Vertica » concrétise le virage vers les productions reliées à l'environnement.



Nicolas Vendette, M. environnement,
Université de Sherbrooke, qui a présenté
des stratégies pour le développement

Comportant des dimensions économiques, sociales et environnementales, l'écocollectivité vise à créer une communauté viable et plus équitable socialement, qui sera capable d'intégrer tous les citoyens pour leur assurer la meilleure qualité de vie, en pleine capacité de leur potentiel. Nous voici maintenant devant le défi de franchir un pas de plus dans la solidarité pour l'avenir. C'est un projet collectif très stimulant et nous vous invitons à y participer.

TOURNEE VERS L'AVENIR
AVEC VOUS!

PAGE 2 VOTRE PARTENAIRE

Les 2 Rives, 1^{er} juin 2010



CÉLÉBROS LA VIE SUR LA TERRE

L'ÉcoMarché sorelois, une façon d'encourager les producteurs locaux!

Louise Grégoire-Racicot

Vingt-cinq producteurs locaux de légumes, viandes, œufs, fromage, fines herbes, miel, sirop d'érable et produits préparés livreront désormais leurs produits *Chez Isabelle*, 241 boulevard Fiset à Sorel-Tracy, tous les vendredis, entre 15 et 19 heures, desservant ainsi des clients inscrits à l'ÉcoMarché solidaire de Sorel-Tracy qui débute ses activités.

Ces produits auront été commandés à l'avance par Internet au www.ecomarchesolidaire.org. Le paiement se fait sur place en argent ou par carte débit.

Un marché virtuel avec livraison hebdomadaire, voilà ce que proposent ces producteurs réunis par *Nature Action Québec* qui initie ainsi un 4^e ÉcoMarché dont on peut devenir membre en souscrivant 20\$. Cela donnera l'occasion aux consommateurs de se procurer des produits frais de chez eux, à proximité et à prix abordable. «

Ce ne sera pas comme en épicerie où les produits prennent plus de temps pour arriver sur les tablettes. Ils auront un maximum de fraîcheur et de qualité, seront à pleine maturité car préparés juste avant la livraison, sans agents de conservation et d'emballage», a fait valoir Marie-Claude Héroux, une des instigatrices du projet qui a précisé que «les viandes seront livrées congelées de la ferme. On y voit une belle vitrine pour nos produits».

Ainsi l'ÉcoMarché permettra d'encourager les gens d'ici et leur savoir-faire en offrant de nouveaux débouchés aux producteurs, de favoriser l'économie locale, de réduire les émissions de gaz à effet de serre produites par le transport des aliments et de créer un sentiment d'appartenance envers votre région, rappelle Gérardo Barrios de *Nature Action Québec* qui débute ses activités.

Des clients libres de leurs achats

Contrairement aux paniers Équiterre proposés les années passées, les consommateurs n'ont pas à acheter chaque semaine des produits. Et leur panier n'en n'est pas un imposé. Ils peuvent choisir chacun des produits commandés de même que la quantité voulue et ce, à l'année longue. Aucun achat minimum ni une fréquence régulière d'achats sont requis.

Une dégustation le 9 juin

Producteurs participants et des représentants de *Nature Action Québec* seront présents le mercredi 9 juin, à 17 heures, au Loup Rouge où les gens sont invités à déguster les produits proposés. Le projet est novateur, mis sur pied grâce à l'initiative de producteurs de la région - Marie-Claude Héroux, de Champignons *Advitam* de St-Ours, José Broussot de la ferme Renaissance de Saint-Gérard-Majella et Martine Cormier



Les instigateurs du marché sorelois: José Broussot (*Ferme Renaissance*), Martine Cormier (*Jardin Bourgeois*), Marie-Claude Héroux (*Champignons Advitam*) et Gérardo Barrios (*Nature Action Québec*).

du *Jardin Bourgeois* de Saint-Bernard, avec l'aide financière de la SADC.

Pour une, sa directrice générale, Sylvie Pouliot y voit la concrétisation d'un dossier auquel la SADC a consacré beaucoup d'efforts - renaissance du marché Richelieu, formation d'une coop de producteurs. «*Mais cette fois c'est la bonne, je crois, car la formule est intéressante pour tous et non coercitive. C'est un modèle de distribution léger où l'on consacre peu d'énergie à l'infrastruture et qui avantage tout le monde.*»

Béloëil, Sainte-Julie et Chambly ont déjà leur marché depuis quelques années et ils vont grandissant, a spécifié M. Barrios. Un avantage pour les consommateurs et pour les petits producteurs, qui ne peuvent vendre dans les grandes chaînes d'alimentation parce que leur volume produit n'est pas assez important.

Pour devenir membre de l'ÉcoMarché, communiquez par courriel à gerardo.barrios@nature-action.qc.ca ou par téléphone au 450 446-4441 poste 303.



LA SADC DE PIERRE-DE SAUREL

VOTRE PARTENAIRE

BULLETIN D'INFORMATION ■ ■ ■ Juillet 2010

En route vers l'écocollectivité de Pierre-De Saurel

Notre rapport de l'an dernier annonçait l'engagement à développer l'écocollectivité de Pierre-De Saurel. Cette année a été sous le signe du développement durable des communautés de la MRC de Pierre-De Saurel et celle qui vient, s'annonce en continuité pour faire un pas de plus dans cette direction.

Depuis plus de vingt ans, nous avons réalisé tout un parcours de concertation locale pour le développement. L'obtention, en 1988, d'une subvention du Programme de développement des collectivités du gouvernement fédéral, nous a permis de créer le Comité d'aide au développement des collectivités. Ce fut un moment structurant dans notre apprentissage collectif des processus complexes sur lesquels repose la prise en charge du développement local. **« Suite à la page 2 »**

René Lachapelle, président et Sylvie Pouliot, directrice générale



BILAN 2009-2010 de la SADC de Pierre-De Saurel

En route vers l'écocollectivité de Pierre-De Saurel!

Tournée vers l'avenir avec vous!

La SADC investit...

- Aide financière autorisée de 905 000\$
- 7 585 326\$ d'investissements générés
- Création et maintien de 51 emplois

La SADC contribue...

- Nouveau plan stratégique de développement de la Pierre-De Saurel 2010-2015
- Programme d'innovation
- Solutions Développement Durable (SDD)
- L'ÉcoMarché de Sorel-Tracy
- 12^e édition du Concours québécois en entrepreneuriat - Volet Local

La SADC participe...

- Tourisme et développement industriel
- L'Ecomonde du lac Saint-Pierre
- Centre de valorisation de déchets d'équipements électriques, électroniques et électroménagers (DEEE)
- Station nautique du lac Saint-Pierre
- Projet Symbiose industrielle
- Campagne Il le meilleure JOB D'ÉTÉ au monde

Cette édition est rendue possible grâce à la contribution financière de Bévéco et le soutien économique Canada.

TÉL : 450 746-5595
www.soreltracyregion.net/sadc

TOURNEE VERS L'AVENIR AVEC VOUS!

VOTRE PARTENAIRE ■ ■ ■ PAGE 1



BULLETIN D'INFORMATION
DE LA SADC DE PIERRE-DE SAUREL

L'ÉcoMarché de Sorel-Tracy maintenant OUVERT



Des produits locaux au bout des doigts

L'ÉcoMarché de Sorel-Tracy, initié en partenariat avec Nature-Action Québec, offre aux consommateurs une panoplie de produits de qualité, naturels ou biologiques, frais ou transformés, provenant directement de producteurs de la région.

Plus de 27 producteurs artisans offrent de nombreux produits chaque semaine : des fruits et des légumes, des viandes de qualité, plusieurs choix de saucisses, des fromages artisanaux de vaches, des pâtés sans agents de conservation, du miel, des confitures, des produits de l'érablière... etc.

Manger des produits locaux n'a jamais été aussi facile.

www.ecomarchedesolidarite.org

En s'approvisionnant localement, la population encourage les fermes et dynamise l'économie locale. En achetant des produits directement chez le producteur, non seulement les aliments sont plus frais et plus savoureux, mais en plus, ils sont généralement offerts à meilleur prix.

Comment ça fonctionne ?

Le client commande via le site Internet www.ecomarchedesolidarite.org des produits des différents producteurs de la région et va chercher sa commande au lieu de distribution soit « Chez Isabelle » au 241, boulevard Fiset, Sorel-Tracy.

La liste des produits, les producteurs locaux, le calendrier de distribution et beaucoup plus d'information sont également disponibles sur le site.

www.ecomarchedesolidarite.org

Le coût d'adhésion annuelle est de 20 \$ à l'ÉcoMarché permet aussi aux consommateurs de se nourrir avec des produits frais et de meilleure qualité provenant d'une distance de moins de 50 km du point de distribution. Bref, de quoi satisfaire les fines bouches... et tous les budgets!

Le CAMP JE provincial est de retour pour une 2^e édition

Deux jeunes de Sorel-Tracy à la 2^e édition du Camp Je provincial.



Ce camp, qui forme des jeunes à l'entrepreneuriat, rassemblera une trentaine de jeunes de différentes régions du Québec.



Les 2 Rives, 30 mars 2010

La région investit 900 000\$ avec SDD qui injectera 18M\$ dans l'ex-usine de Conporec



Les présidents de la SADC, René Lachapelle, du FIER, Françoise Richer et de SDD Solutions durables, Jean Shoiry

Louise Grégoire-Racicot

Tant la SADC que le FIER de la région voient dans l'arrivée de SDD Solutions développement durable une solution réelle au traitement des déchets de la région en contrant l'important problème des odeurs soulevé à maintes reprises par des citoyens. Et après moults rencontres, ils ont décidé d'investir respectivement 600 000\$ et 300 000\$ dans la relance de l'ex-usine de Conporec revue et corrigée, contribuant à créer 40 emplois, générant 18M\$ d'investissements en 24 mois de la part des promoteurs.

Président de la SADC - qui consent là le plus important prêt de son histoire - René Lachapelle a précisé : «Notre premières rencontres avec le promoteur ont été centrées sur la question de savoir s'il était possible de lui faire confiance. Accompagné par ceux qui s'y connaissent dans la région en matière de traitement des matières résiduelles, nous avons questionné, étudié, investigué le projet de Jean Shoiry (son président). Nous avons aussi validé auprès d'experts, à l'extérieur de notre territoire, son modèle d'affaires. La transparence, l'attitude, l'expérience et la réputation du promoteur nous ont incités à miser sur sa proposition: aucune prétention à garantir à 100% que le traitement des matières résiduelles ne dégagera jamais d'odeurs mais des investissements significatifs. Presque le tiers de 18M\$, soit 5.3M\$ sont dédiés à contrôler le problème et surtout un engagement ferme à aborder ouvertement la question et à trouver des solutions avec les partenaires du milieu.»

Des technologies différentes

SDD réalise ainsi un développement industriel tant par la qualité du projet que son importance pour l'économie locale, a-

t-il ajouté. «Une autre source de fierté est que l'équipement industriel que nous avons déjà abondamment payé et que la faillite de Conporec voulait à une pure perte va connaître une seconde vie avec un sérieux recyclage du site. Le compostage industriel ne sera plus une solution unique. Il s'y ajoute le recyclage de multimatières et la biométhanisation produisant de l'énergie. Toutes les matières résiduelles des entreprises, commerces et institutions y seront traitées. Ce site industriel de nouvelle génération fera faire à notre région un pas de plus vers une écocollectivité. En investissant dans SDD nous récupérons une partie de notre mise!»

Des retombées

Françoise Richer, présidente du FIER, est aussi loquace parce que les technologies que SDD emploie constituent dit-elle une garantie de réussite tant sociale qu'environnementale et financière. «Elle permettra la création de 40 emplois directs sans compter les nombreux emplois créés par les autres entreprises sous-traitantes qui font déjà le bonheur des entrepreneurs locaux. Elle permettra le détournement d'au moins 65% des matières résiduelles actuellement enfouies tout en sauvegardant de manière appréciable des coûts de transport inhérents à l'ancienne procédure. Elle permettra de créer du compost de haute qualité, des matières recyclées et des énergies renouvelables. Cela promet des revenus récurrents de 10 millions sur 30 ans sans compter l'apport de taxes de 300 000\$ par année...La confiance s'est installée vite entre SDD et les investisseurs et nous voulons, en tant que gens d'affaires, affirmer notre appui total à cette entreprise qui correspond en tous points à notre stratégie de relance économique régionale et à la sauvegarde de notre patrimoine environnemental.»



Dossier

Développement durable : La région recule

Textes de Louise Grégoire-Racicot

Alors que la Ville de Sorel-Tracy demandait un moratoire sur le démarrage des opérations de SDD (ex-Coporex), certains élus de la région, que, pour les prochaines années, tous les déchets domestiques seraient envoiés.

Ainsi les élus vont-ils à l'encontre du Plan de gestion des matières résiduelles

dont les premières lignes des grandes orientations sont « de réduire l'enfouissement au strict minimum, de maximiser la réutilisation et la valorisation, la récupération, la valorisation (réemploi), le compostage et la valorisation, d'élaborer des scénarios de gestion des matières résiduelles qui sont viables, tant au niveau social, écono-

mique qu'environnemental... »

Plus précisément, la MRC priviliege deux modes de gestion des matières résiduelles : « orienter les résidus vers une usine de valorisation en vue de produire du compost et les résidus recyclables vers des centres de récupération et de conditionnement, puis de recyclage. »

Ce faisant les maires posaient le « non-enfouissement » comme pierre angulaire du développement durable, mot d'ordre régional né d'un consensus et objectif ultime du plan de développement stratégique de la région qui vise devenir région par excellence en cette matière. Les élus d'aujourd'hui sont-ils en train d'enterrer tout cela ?

Les présidents de la SADC et du CLD commentent

Désolant!, disent René Lachapelle et Daniel Gendron

Enfouir les déchets. Un moratoire sur l'avancement du dossier SDD. Voilà des décisions que le président de la SADC, René Lachapelle, tout comme celui du CLD, Daniel Gendron, trouvent désolantes.

« On recule par rapport à des progrès que nous nous avions faits. Est-ce que les difficultés que nous avons connues avec Coporex font que nous devions tout remettre en question ? Je ne le crois pas. Nous avons avec SDD la volonté de remettre à jour des actifs et de régler les problèmes que Coporex a déjà causés. Nous assistons plutôt à une remise en question rapide, sans

base sérieuse, de toute une orientation. Cette décision compromet la possibilité de se développer comme leader en développement durable. Il y a des technologies disponibles de technologies qui permettraient de maintenir cette position. La SADC lui a consenti le plus important prêt de son histoire parce qu'après études et examen serré de l'entreprise, nous avons déterminé qu'elle pouvait contribuer à ce que le positif a été fait pour mettre de l'avant un pis-aller. »

Il reconnaît cependant qu'il faut absolument régler ce problème des odeurs, mais dit-il que les solutions sont possibles dans ce secteur sont près d'un parc industriel où il y a déjà des odeurs de mazout lourd dont ils ne se plaignent pas. « Voilà

trouvé toute cette situation triste, car, au-delà du politique, on recule sans en avoir les moyens. Je trouve aussi que l'attitude de Sorel-Tracy est de faire la promotion de la compétitivité face aux entrepreneurs qui pourraient s'y installer. Désolant que l'on ne soit pas capable de développer un leadership municipal constant. On déflaté plutôt ce qui a été fait pour mettre de l'avant un pis-aller. »

Il reconnaît cependant qu'il faut absolument régler ce problème des odeurs, mais dit-il que les solutions sont possibles dans ce secteur sont près d'un parc industriel où il y a déjà des odeurs de mazout lourd dont ils ne se plaignent pas. « Voilà

Et de poursuivre : « Elle va nous coûter cher cette idéologie d'économie des élus car elle aura certainement des conséquences sur les coûts dont ils devront rendre compte. Je



Que cherchent les élus? demande SDD

Page 10 LES 2 RIVES | Le vendredi 14 septembre 2010

Le directeur général de SDD, François Gourdeau, se demande ce que les élus cherchent vraiment. « On doit savoir ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas, dans notre plan, tant pour la municipalité que pour l'MRCC. On ne l'explique pas clairement, tant en rencontrant les élus que lors des assemblées publiques. Est-ce qu'ils ne veulent plus traiter le putréfiable ni faire de compost? Est-ce qu'ils veulent qu'en partie? Pour le moment, prend acte des résolutions. »

Il a aussi expliqué que si SDD a acheté Coporex et a commencé sa mise à niveau, c'est que la MRC avait déjà un plan de gestion des matières résiduelles (PCMR) qui

établit le tri compostage comme la pierre angulaire de son plan de développement durable. « Dans un secteur en développement, comme celui du traitement des matières résiduelles, il faut se fier aux grandes orientations que les régions se donnent. Il faut évidemment que les élus soient aussi acceptables pour l'organisme. C'est un projet viable pour l'entreprise. Si non, la municipalité devra prendre ses responsabilités. »

Ici à cause du PGMR

Il a aussi expliqué que si SDD a acheté Coporex et a commencé sa mise à niveau, c'est que la MRC avait déjà un plan de gestion des matières résiduelles (PCMR) qui

définissait le tri compostage comme la pierre angulaire de son plan de développement durable. « Dans un secteur en développement, comme celui du traitement des matières résiduelles, il faut se fier aux grandes orientations que les régions se donnent. Il faut évidemment que les élus soient aussi acceptables pour l'organisme. C'est un projet viable pour l'entreprise. Si non, la municipalité devra prendre ses responsabilités. »

Il a aussi expliqué que si SDD a acheté Coporex et a commencé sa mise à niveau, c'est que la MRC avait déjà un plan de gestion des matières résiduelles (PCMR) qui

Des coûts additionnels

Cette décision des maires d'enfouir les déchets vient à un bien mauvais moment, à cause des coûts estimés pesant sur l'ordre de 10 millions d'euros. Pour maintenir les municipalités à ne plus enfouir leurs déchets, une redevance de 9,50\$ qui s'ajoute à celle de 10,53\$ qui existe déjà. Comme la région enfouit 19000 tonnes de résidus, il lui en coûtera 180 500\$ de plus qu'en 2009.

Ensuite, la MRC recevra des subventions de 1,73\$ habitant selon le tonnage récupéré. Cette subvention à la performance tombera nettement pour les 5 prochaines années encore, même si ce dernier chiffre peut encore changer car les unions municipales tentent de la négocier à la hausse.

Reste que cela représentera au bas

mot des coûts de plus d'un million en 5 ans.





LE SORELTRACY MAGAZINE • Dernière mise à jour : vendredi 08 octobre 2010 23:13 14 000 pages par jour NÉCROLOGIE NOUS JOINDRE

SorelTracy magazine 10 ans

ME GORDON MILLEN, AVOCAT
71, rue Turcotte, Sorel-Tracy,
Québec J3P 3X3 (450) 743-9987

Accueil Nouvelles Chroniques Arts & Spectacles Sports Calendrier Activités Opinions Nécrologie Multimédia

vendredi 08 octobre 2010

La SADC est inquiète
Des décisions qui compromettent l'avenir de la région

Suite à l'annonce de la démission de Raymond Arel du poste de préfet de la MRC de Pierre-De Saurel et de Denis Marion du comité de planification stratégique de la MRC, la SADC de Pierre-De Saurel tient à exprimer sa vive inquiétude pour l'avenir de la région. La SADC veut d'abord rendre hommage à ces deux hommes pour leur contribution et ils viennent aussi à lancer un appel pressant à conserver la vision que la région s'est donnée en matière de développement durable et à maintenir la capacité de concertation développée depuis vingt ans pour y arriver.

Reconnaissons des engagements significatifs
Nous perdons deux leaders dont les contributions au conseil d'administration de la SADC pour Raymond Arel et au comité de planification stratégique pour Denis Marion ont été très significatives. Messieurs Arel et Marion, en justifiant leur décision, placent les intérêts régionaux avant leur intérêt personnel et c'est digne de mention. Cela doit interroger ceux qui seront appelés à leur succéder.

Un recul majeur sur le plan du développement durable
Depuis maintenant 30 ans, nous travaillons comme région à mettre en place un plan stratégique qui nous permet de sortir de la décroissance et nous avons fait des gains. Cette démarche nous a conduits à investir dans des stratégies de développement durable dont le Plan de gestion des matières résiduelles fait partie. « Il est essentiel, affirme René Lachapelle, de conserver notre vision de développement durable et de respecter la démarche de planification stratégique adoptée conjointement par le CLD, la MRC et la SADC en 2005. »

Ce choix nous a permis de développer des ressources locales dont l'expertise est reconnue en écologie industrielle. Le Plan de gestion des matières résiduelles adopté par le Conseil de la MRC et entériné par le ministère de l'Environnement s'inscrit dans une véritable démarche concertée de développement durable. Élaboré en consultation avec le milieu, il propose une approche équilibrée entre la protection de l'environnement, le progrès social et le développement économique.

Ce Plan nous permet de récupérer au profit la population des investissements significatifs dans le compostage des matières résiduelles, de faire de notre MRC un pôle de référence dans la région et de créer des emplois qui contribuent au renouveau en territoire. La démarche d'un partenariat avec SDD pourrait maintenir localement les opérations de traitement des matières résiduelles et d'en tirer des revenus significatifs, réduisant d'autant nos frais de gestion des déchets. Le choix de l'enfouissement entraîne plutôt des dépenses importantes. En remettant en question ce plan, le conseil de la MRC freine littéralement le développement local.

Un appel à maintenir notre capacité d'agir
Il faut rappeler que ce sont nos échecs à travailler en rangs dispersés qui nous ont appris à agir de façon concertée. Il nous a fallu vingt ans pour bâtir notre capacité de rallier les préoccupations légitimes des citoyens et des différentes instances de l'éducation, la santé, l'économie, le développement local, l'industrie, l'environnement, le

20^e ANNIVERSAIRE
Théâtre du Canal-du-Moine

Martin Petit 9 octobre

LeMondeAgricole.ca

Le nouveau média des agriculteurs de Pierre-De-Saurel!

GRILLADES • CÔTES LEVÉES • STEAKS
GESTO'S Hooligan BAR 450.743.2601 40, RUE DU PRINCE, CENTRE VILLE

DOSSIER

Nourrir la fibre entrepreneuriale

Textes: Louise Grégoire-Racicot



Au Forum de la communauté entrepreneuriale

Le fait est connu : Le Bas-Richelieu n'est pas la Beauce. Longtemps attirés par les grandes entreprises et les conditions lucratives d'emploi qu'elles y offraient, les Sorelois ont peu considéré, dès leur plus jeune âge, la possibilité de démarquer leur propre entreprise. Il y a quelques décennies déjà que les meilleurs des affaires et des intervenants socioéconomiques et de l'éducation travaillent à éveiller la fibre entrepreneuriale bas-richelieuse. Mais pas avec le succès escompté. Et ce malgré la réputation enviable qu'ont gagnée plusieurs entrepreneurs de la région, ici, à l'extérieur de la région voire même à l'étranger.

Que faire de plus? se sont demandés une centaine d'intervenants et de jeunes, le 19 novembre dernier à l'occasion d'un *Forum de la communauté entrepreneuriale*. Pierre-De Saurel, à la recherche de moyens pour dépister les entrepreneurs potentiels – jeunes et moins jeunes – pour développer leurs goûts, attitudes, valeurs et compétences à devenir. Et comment impliquer la population dans ce développement?

Ils ont travaillé dans quatre ateliers et mis en commun, en pleine, les voies retenues, les suggestions d'actions, les idées et approches, les bonnes

intentions et intérêts pour inciter à entreprendre seul ou en collectif.

Favoriser les rencontres jeunes et entrepreneurs

Rien de tel que de créer des contacts entre les entrepreneurs et ceux qui voudraient le devenir, ont dit les participants. Même avec ceux qui n'ont jamais pensé le devenir. Parce qu'ils n'ont pas pu de modèle d'entrepreneur qui leur inspirerait ce choix. Pas plus qu'ils ne savent ce qui se passe dans les entreprises mêmes.

Il faudrait donc faciliter des visites de ces milieux de travail, voire la tenue de stages de quelques heures ou de quelques jours.

Mais cette fibre doit aussi s'éveiller chez les moins jeunes. On a souvent vu naître ici des entreprises, particulièrement en métallurgie parce que des travailleurs de la grande entreprise, maîtrisaient parfaitement leur métier, en ont eu marre de travailler pour un employeur et ont décidé de fonder leur propre entreprise. Ils en ont fait un « success story » sans s'y avoir consacré de très nombreuses heures et d'y apprivoiser tous les aspects de la saine gestion. « Cette fibre », a dit Marie-France Carra, la pré-

idente de la Chambre de commerce, « pourraient très bien se développer à l'occasion d'une opération conjointe collectifs entrepreneurs-population ».

Souligner les bons coups

Une des façons idéales d'éveiller une fibre est certes de faire connaître les bons coups des entrepreneurs, ont dit à l'unisson les participants. Dans les médias. Lors de conférences ou de rencontres. « Le spot doit être sur ceux qui bougent », ont-ils résumé.

Il faut aussi en parler 12 mois par année, pas seulement à l'occasion d'un Gala. Tant dans les médias traditionnels que sociaux. Là où les gens sont.

Ouvrir les portes

Pour ouvrir les esprits à ce parcours, il faut d'abord ouvrir les portes de ces milieux de travail. Jumeler l'économie au scolaire. Faire connaître les grands domaines d'activité du milieu et ce dès le secondaire. Au cégep, on pourrait demander aux étudiants d'analyser des cas concrets de situation vécue en entreprise et leur permettre de travailler sur les solutions à apporter.

Mais pour Jacques Patenaude, il faut aussi investir d'autres réseaux dont celui des clubs de sports. « Il est vrai que le

scolaire est important mais si les entrepreneurs et les jeunes pratiquent un sport ensemble, ils pourraient créer d'importants liens efficaces pour alimenter la culture entrepreneuriale. Il est trop facile de tout remettre entre les mains de l'école! »

La fierté

Mais ils sont aussi revenus sur la fierté qui stimule les choix. Les assortis sur du solide: mettre les jeunes en actions au primaire, les faire rêver au secondaire, leur faire visiter les entreprises au cégep. Creuser progressivement le sillon de la fierté qui est à la base de la confiance en soi essentielle au goût d'entreprendre.

Si unanime cette approche que la proposition que ce soit les jeunes qui préparent le prochain forum, appuyés en cela par les intervenants à être avancée. Laissez-nous la place, disent les jeunes!

Vingt-cinq participants ont signifié leur désir de travailler en petits groupes à des projets soulevés! Ce forum était une initiative du comité pour une communauté entrepreneuriale dont le Carrefour jeunesse-emploi, le Cégep, la Chambre de commerce, le CLD, le CLE, la Commission scolaire, la MRC et la SADC sont membres.

Incubateur et école entrepreneuriale

Le Bas-Richelieu cherche à s'inspirer de modèles d'actions qui marchent ailleurs. Comme des incubateurs industriels – où monter des projets de façon encadrée – et des condos industriels – locaux où ces jeunes entreprises peuvent s'y installer et y côtoyer des plus expérimentés.

Un exemple d'incubateur? Celui de l'École des arts de la scène, à Joliette, qui s'adresse aux décrocheurs, auquel on a jumelé un volet cuisine – chef, service de table etc. Il a permis d'accrocher 50 % des jeunes qui quittent le secondaire avant d'y avoir décroché un diplôme. Un

incubateur du monde agricole pourrait faire découvrir les possibilités qu'elle offre, a dit Alain Beaudin.

Une école entrepreneuriale

À Saint-Georges de Beauce, on a créé une école ou des entrepreneurs, entrepreneurs chevronnés – Alain Lemire, de Cascade, en tête – forment de futurs entrepreneurs débutants triés sur le volet après auditions. Ce gens reçoivent une formation d'une semaine suivie de cinq semaines dans leur entreprise et ce pendant un an. « Si on ne peut ouvrir une branche de cette école ici, on devra trouver

comment mettre nos institutions à contribution pour s'inspirer de cette démarche et bien l'adapter à notre réalité. Nos entrepreneurs qui partent à la retraite ont beaucoup à apprendre aux plus jeunes. Et on a tellement besoin de divers modèles d'entrepreneurs ici qu'avec la Chambre, le secteur agricole et la formation professionnelle, on cherchera une formule qui convient bien à tous », conclut Mme Doyon qui pense que ce serait là une excellente façon d'ajouter aux éléments manquants de gestion et qui pourraient aider à mieux développer les attitudes et aptitudes individuelles à l'entrepreneuriat gagnant.

Relève recherchée

Sept entreprises sur 10 disparaîtront d'ici à 5 ans, faute de relève. C'est le cri d'alarme lancé par Alain Chalifoux, soulignant que plusieurs baby-boomers sont à la veille de prendre leur retraite et n'ont personne à qui confier « leur bébé ». « Il faut voir ces entreprises, coacher les entrepreneurs pour qu'elles survivent au lieu d'être vendues à des gens d'ailleurs qui les démoliront peut-être. » Le Bas-Richelieu comptait en 2008-2009, 477 entreprises de plus de 5 employés.

Rachel Doyon, directrice générale de la Chambre de commerce abonde dans le même sens. « On est à la croisée des chemins. Les aînés, plus fatigués, sont prêts à passer leur entreprise qui va très bien à des jeunes. Certains l'ont fait bien réussi comme les Tissier. Chalifoux ou Labatère en préparant fort bien leurs enfants à la relève. Parce que leurs jeunes ont ce profil entrepreneuriel de leader nécessaire pour assumer la suite des choses. Il a pu vivre en entreprise, établir son réseau etc. Mais trop souvent encore, des membres nous font part qu'ils sont prêts à vendre leur entreprise, mais ne le croient pas sur le toit mais cherchent aisément qui pourraient leur succéder. Sans succès. C'est dramatique! » Même chose dans l'agriculture confirmait Alain Beaudin.



Un environnement stratégique pour les affaires



Le Centre de transfert technologique en écologie industrielle : point de départ d'une économie verte

DIANE GAGNON

Quelle serait la meilleure façon d'aider les entreprises à adopter de meilleures pratiques environnementales ? La réponse à cette question a été résolue avec la création du **Centre de transfert technologique en écologie industrielle**, une idée qui allait révolutionner les pratiques en matière d'écologie.

« Le CTTÉI est un centre de recherche dont la mission est d'accompagner

les entreprises dans l'application du développement durable, explique **Hélène Gignac**, directrice générale de l'organisme. On les accompagne à plusieurs niveaux notamment en les aidant à améliorer leurs procédés, à remplacer certains produits utilisés par d'autres moins dommageables pour l'environnement, à développer des produits à partir des matières résiduelles.

» Après 11 ans d'existence, l'organisme a triplé son équipe qui est formée actuellement de 10 employés permanents, en plus de 2 professeurs-chercheurs du collège de Sorel et embauche de 3 à 4 étudiants par année. CTTÉI a doublé le nombre de projets, c'est dire l'intérêt de la part des entreprises.

« Nous avons axé sur des projets de synergie et, pour ce faire, en 2005, nous avons créé la bourse des résidus industriels, poursuit Hélène Gignac. Cet outil représente une bourse d'échange des matières, en vue de trouver des utilisés à ces matières. L'idée, c'est de sortir les matières de l'enfouissement, de faire du déchet une ressource puis trouver un preneur pour une matière qui en priori n'aurait pas nécessairement de valeur. Dans un deuxième temps, pour les matières plus complexes, la bourse crée une masse critique qui peut donc intéresser un recycleur et trouver une entreprise qui serait prête à valoriser cette matière là, en tant que matière pre-

mière ou développer des produits à partir de ces résidus. On travaille sur des matières comme le polystyrène, le granit, etc. Nous avons un projet de fabrication d'éco-matériaux à partir de matière résiduelle. »

Dans le cadre de leur nouvelle planification stratégique, mise en œuvre en juillet et s'étendant jusqu'à 2015, l'organisme prévoit un axe qui permet de poursuivre le développement d'éco-matériaux et la chimie verte (les fluides super-critiques provenant d'une technologie qui permet de fabriquer des composés sans solvant).



Hélène Gignac, directrice générale du CTTÉI

Métro de Montréal : de bonnes nouvelles pour Alstom

Le Syndicat des employé-es de bureau et celui des employé-es horaires d'Alstom énergie et transport de Sorel-Tracy se réjouissaient de la volonté du gouvernement Charest de permettre à la STM de négocier de gré à gré avec le consortium **Alstom-Bombardier** pour le renouvellement des wagons du métro de Montréal.

« C'est une très bonne nouvelle pour la région si ça se concrétise », déclare **Jean Déziel**, président du syndicat des employé-es de bureau. « Ça viendrait créer de 50 à 70 emplois de qualité. Pour notre économie régionale c'est très important ! » ajoute **Richard Piché**, président du syndicat des employé-es horaires.



Entrepreneurs d'ici



ENTREPRENEURS D'ICI



ENTREPRENEURS D'ICI



ENTREPRENEURS D'ICI



ENTREPRENEURS D'ICI



ENTREPRENEURS D'ICI



ENTREPRENEURS D'ICI



ENTREPRENEURS D'ICI



ENTREPRENEURS D'ICI



ENTREPRENEURS D'ICI



ENTREPRENEURS D'ICI



ENTREPRENEURS D'ICI



ENTREPRENEURS D'ICI



ENTREPRENEURS D'ICI

SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL



2011 – La SADC mise sur l'écocollectivité de Pierre-De Saurel

Louise Grégoire-Racicot

Président de la SADC, René Lachapelle, consacrera ses efforts à faire avancer les projets qui naissent de l'écocollectivité sur le territoire de la MRC de Pierre-De Sorel. « 2010 n'a pas été vraiment stimulant pour nous et il nous faudra puiser ailleurs que dans la politique l'énergie de construire. L'écocollectivité est un projet rassembleur car des gens ont fait le choix d'avancer. Les

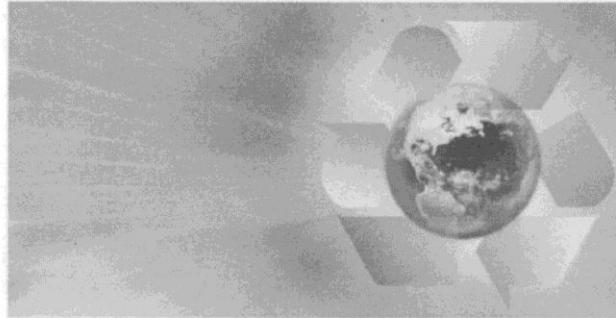


René Lachapelle est président de la SADC

deux forums tenus en 2010 en ont dit long sur ce potentiel. Ça ne sera pas facile mais intéressant », affirme-t-il, cependant confiant dans les gens.

Innover n'est jamais facile et demande du temps et de la créativité. « L'exemple de *Ferruvio* en est un qui rencontre continuellement des embûches auxquelles nous devrons trouver des solutions. On a commencé à parler de développement local il y a 25 ans. On a établi un plan de revitalisation à long terme pour faire avancer les choses et les collectivités ouvrent de même. Ce que je vois aujourd'hui c'est qu'on a fait des choix ensemble mais ces choix ont probablement été mal compris. Le cas des matières résiduelles en est l'exemple flagrant: on a mis des années de consultation à monter ce projet qui a été défaill alors même qu'on arrivait à le réaliser. Les élus ont choisi de tout recommencer. Si des citoyens plus mobilisés le veulent, on arrivera à quelque chose. Mais on devra aussi payer pour le retard pris dans ce dossier. »

Le défi à relever est donc d'accroître la participation des citoyens partout, dit-il. Mais ingrédient essentiel à cette participation, est l'enthousiasme des initiateurs qui aura son effet d'entraînement. « Pour le moment, on ne connaît pas de porteurs de projet collectif qui enthousiasment. Les avancés de l'écocollectivité permettront un progrès. En avril, on aura à faire des choix collectifs. Je mise là-dessus pour la suite des choses.



Car je suis convaincu que lorsque les citoyens comprennent bien les enjeux, ils embarqueront le pas. Soyons réalistes. Je souhaite qu'en 2011 nous ayons encore à cœur la relance économique. Une relance qui mise sur la diversité. »

Ne jamais être pris au dépourvu

Pour ce, il faut apprendre d'expériences malheureuses comme celle d'Electrolux qui, parce qu'on lui a offert 130 M\$ en cadeau s'installera aux États-Unis alors que son usine québécoise était rentable, croit-il. « On peut penser la même chose du chantier naval de Marine industrie qui a été déménagé au Nouveau-Brunswick quand le fédéral l'a décidé. Il ne faut pas mettre de l'avant des projets par peur des cata-

strophes mais il faut agir pour ne jamais être pris au dépourvu. Et pour cela, il faut comprendre la situation et les enjeux. Valoriser les enjeux qu'on a. Je suis optimiste parce que je pense qu'on peut préparer l'avenir en tenant compte de ce qui se passe ailleurs. Comme intervenants, on voit venir des choses et cela donne de l' espoir. Un espoir dont on ne peut pas toujours parler sur la place publique tant que les projets ne sont pas certains. Mais il faudrait arriver à plus de transparence et pouvoir au moins laisser entendre ce sur quoi on travaille et ce sans mettre en péril les projets. Le défi à relever est de se donner une responsabilité plus grande qu'avant. Et assurer le développement local en travaillant plus fort encore, en évitant le cynisme qui maintient dans l'immobilisme. »



LA SADC DE PIERRE-DE SAUREL

VOTRE PARTENAIRE

BULLETIN D'INFORMATION ■ ■ ■ Janvier 2011

L'Écocollectivité de Pierre-De Saurel...de la concertation à l'action

C'est plus de 95 intervenants provenant de 52 organisations de divers milieux (agriculture, art et culture, éducation, économie, environnement, communautaire, communication, grande industrie, municipal, politique et santé) qui ont répondu à l'invitation des organisateurs de ce 2^e forum sur l'Écocollectivité.

Sous le thème « Se donner les moyens de réussir », ce 2^e forum visait à permettre aux participants d'échanger sur leur compréhension des enjeux régionaux et de les prioriser en fonction de leur potentiel de résultats concrets ainsi que leur capacité à susciter la collaboration de plusieurs partenaires.

Tous les participants se sont retrouvés autour d'une des douze tables regroupant huit participants et un animateur et ont eu à énoncer, de façon individuelle, trois enjeux à prioriser. Par la suite, les participants devaient atteindre un consensus sur trois enjeux à chacune des tables parmi tous les enjeux présentés. Plus de 21 enjeux ont été définis par l'ensemble des participants. Nous vous présentons les trois premières en tête de liste qui ont fait consensus.



Construire ensemble et autrement

La principale priorité identifiée est la valorisation des matières résiduelles. La valorisation est même considérée comme une partie de la solution pour relever d'autres enjeux identifiés tels que de permettre à la MRC de devenir un pôle majeur de développement durable, de diversifier notre économie et de créer de l'emploi.

La deuxième priorité concerne la mobilisation des acteurs et la participation citoyenne. La mobilisation des acteurs est sans contredit un incontournable pour relever les défis régionaux. Que ce soit pour encourager l'entrepreneuriat, améliorer la qualité de vie des citoyens ou stimuler une occupation dynamique du territoire, la mobilisation d'intervenants est essentielle.

L'augmentation du sentiment d'appartenance et l'implication citoyenne dans notre milieu de vie (comme par exemple d'encourager les comportements responsables en terme d'achats locaux, de transport en commun, de protection de l'environnement) sont des leviers importants pour améliorer la qualité de vie sur notre territoire.



En troisième place, les participants ont retenu le grand volet de l'éducation, afin de créer une main-d'œuvre compétente, de développer l'entrepreneuriat, d'encourager les comportements responsables (consommation, participation citoyenne), de combattre le décrochage scolaire et d'améliorer la qualité de vie.

Le projet de l'Écocollectivité de Pierre-De Saurel

Dans la mouvance de l'expérience de l'Agenda 21 local de la Ville de Sorel-Tracy, la MRC de Pierre-De Saurel a opté pour étendre cette démarche à l'ensemble du territoire sous la nomination l'Écocollectivité.

C'est quoi une Écocollectivité?

C'est une collectivité dynamique qui a une vision de son devenir, désireuse de penser et de faire autrement, de susciter l'engagement des citoyens au bénéfice de l'ensemble de sa population et la protection de l'environnement. Il est maintenant le temps de se mettre en marche, d'apporter sa contribution, chacun à sa mesure, dans un esprit de coopération en passant à l'action. Joignez-vous à nous!

TOURNÉE VERS L'AVENIR
AVEC VOUS!

VOTRE PARTENAIRE | PAGE 1



BULLETIN D'INFORMATION
DE LA SADC DE PIERRE-DE SAUREL

La réussite de votre entreprise, on y croit, on y travaille avec vous!

 CIRCA

CIRCA est une entreprise qui se spécialise dans la production et la réalisation de vidéos commerciales, industrielles ou artistiques. Fort bien connu dans notre région, Julie Gratton et Serge Capistran, copropriétaires de Circa, ont joint leurs forces, pour offrir des produits créatifs, conçus sur mesure, selon les besoins du client.

C'est avec le soutien de la SADC, par le biais de son Fonds Stratégie jeunesse et le suivi personnalisé de la conseillère Lise Gauthier, que Julie et Serge concrétisent leur rêve. Avec une solide expérience sur les plateaux de tournage et sa passion pour l'image vidéo combinée à la formation musicale et aux nombreuses années d'expérience de Serge. Circa apporte aux productions un volet sonore original et une créativité qui sauront vous ravir.
Circaproduction.com 450 782-2439

 Vertsaillant
Paysages

Situé dans la municipalité de Saint-Bernard-De-Michaudville, Vertsaillant Paysages, propriété de Lionel Gauthier, offre à sa clientèle un service de conception, de réalisation et d'entretien d'aménagements paysagers.

Cela comprend notamment la conception de plans et d'esquisses (3D), l'excavation, la pose de pavé, la création de murets, la plantation de végétaux, l'installation de tourbe, la taille de haies, arbres et arbustes. Pour cette entreprise en affaires depuis 2008, l'aide financière apportée par Stratégie jeunesse et le suivi personnalisé de la conseillère Lise Gauthier, ont permis à Vertsaillant Paysages l'acquisition d'équipement ainsi que la création d'un fond de roulement permettant l'augmentation de production et d'efficacité dans la réalisation des projets personnalisés et uniques. Faites-leur part de vos projets! Vertsaillant Paysages 514 917-3054

L'Écomarché de Sorel-Tracy...compte de plus en plus d'adeptes

Depuis sa création en juin 2010 par des producteurs régionaux et Nature Action Québec, l'Écomarché de Sorel-Tracy n'a cessé de gagner des adeptes de ce nouveau concept d'achat de produit régional. En juin dernier, afin de poursuivre les efforts déjà en marche et ainsi accroître le rayonnement de l'Écomarché de Sorel-Tracy, les partenaires dont Desjardins, Nature-Action Québec, la MRC et la SADC de Pierre-De Saurel ont contribué financièrement à un plan de communication qui s'est déroulé du mois de juin à décembre 2011.

Un des principaux objectifs de ce plan vise l'accroissement et l'amélioration des ventes ainsi que la diffusion de ce nouveau mode d'achat.

ÉCOMARCHÉ
DE SOLIDARITÉ RÉGIONALE

PAGE 2 | VOTRE PARTENAIRE

Les résultats de la campagne
• Augmentation significative de 105 % pour la période de juin à décembre 2011 par rapport à la première moitié de l'année du nombre de visites sur le site Internet de l'Écomarché.

• Augmentation de l'adhésion des producteurs et leurs offres aux consommateurs en passant de 14 producteurs (en 2010) à 30 (en 2011), ce qui a contribué à l'augmentation de l'achat moyen qui est passé de 36 \$ à 49 \$, soit une augmentation de 36 %.

• Le nombre de membres est passé de 62 à 70 pour la même période, ce qui nous permet de confirmer une augmentation de fréquence dans les achats des membres pour une même période.

Le renouvellement et la venue des nouveaux clients à l'Écomarché sont le résultat de diverses activités et d'actions. Pour certains, c'est la publicité avec les producteurs qui les ont interpellés tandis que pour d'autres, c'est le « bouche à oreille ».

La promotion et le soutien des activités de l'Écomarché s'inscrivent parfaitement dans l'optique de développement durable de la région. Chaque fois que les gens choisissent un produit alimentaire local à l'épicerie, au restaurant ou à l'Écomarché de Sorel-Tracy, ce geste contribue à conserver des emplois et à faire croître l'économie de la région, tout en soutenant les gens d'ici.



Gerardo Barrios, chargé de projet Nature action Québec, Sylvie Pouliot, directrice générale de la SADC de Pierre-De Saurel, Claude Desjardins, chef de la Caisse Desjardins Centre, Bas-Richelieu, Lorraine Duosse, Saveurs du marché lieu de distribution de l'Écomarché, Micheline Lamoureux, productrice Pommes, raisins et Cie, Manuel Lévesque, Confort chef et client de l'Écomarché, Pascal Bisgas, directeur général Nature-Action Québec

TOURNÉE VERS L'AVENIR
AVEC VOUS!



BULLETIN D'INFORMATION
DE LA SADC DE PIERRE-DE SAUREL

De la belle relève aux Gourmandises du Roi

 Promenade
du Roi

Fonds Stratégie jeunesse et différents partenaires financiers que Marie-Pierre a pu concrétiser son rêve de devenir propriétaire de sa propre pâtisserie. Lors de votre prochaine visite au centre-ville de Sorel-Tracy, faites un arrêt aux Gourmandises du Roi et savourez les délicieuses pâtisseries avec un bon café!! 450 743-6325

C'est en octobre dernier que Marie-Pierre Boucher, nouvellement établie dans la région, procéda à l'inauguration officielle de la pâtisserie aux Gourmandises du Roi, située au 88, rue du Roi, à Sorel-Tracy en compagnie de nombreux invités.

Avec un main solide bagage d'expériences en pâtisserie, Marie-Pierre a pris la relève de ce commerce qui est établie à Sorel-Tracy depuis plus de 30 ans.

C'est avec le soutien de la SADC de Pierre-De Saurel, par le biais de son

Un comité assurera le suivi de ce rapport, formé du CLD, de la SADC, de représentants de la Ville et de la Chambre de commerce et les Promenades de Sorel. Le rapport devrait être terminé au printemps –été 2012.

**JOURNÉE NATIONALE
DE LA CULTURE
ENTREPRENEURIALE**



Une journée nationale de la culture entrepreneuriale pour Shayla Richer hors de l'ordinaire

Dans le cadre de la journée nationale de la culture entrepreneuriale (JNCE) du 16 novembre dernier, Shayla Richer participante au Camp Jeune entrepreneur (JE) 2011 de la SADC a réalisé une capsule entrepreneuriale d'une durée de 5 minutes avec le journaliste Jean Marc Lebeau de la radio 101.7 FM.

Diffusée sur les ondes du 101.7 FM les 15 et 16 novembre dernier, Shayla nous a parlé de son expérience lors de sa participation au Camp JE qui s'est déroulé à Baie-Comeau en présence de 23 jeunes de partout au Québec. Elle a raconté son expérience de travail en équipe et des qualités entrepreneuriales dont elle a dû faire preuve et qu'elle ne soupçonnait pas avoir. Voilà une vraie expérience de valorisation à l'entrepreneuriat jeunesse pour Shayla.

Rappelons que la JNCE est dédiée à la valorisation de l'entrepreneuriat jeunesse et a pour but d'éclairer et de souligner l'importance de la culture entrepreneuriale dans le développement de notre société dans tous les milieux.

**TOURNÉE VERS L'AVENIR
AVEC VOUS!**

VOTRE PARTENAIRE | PAGE 3



Une consultation des citoyens qui se poursuit pour améliorer la qualité de vie en milieu rural

Louise Grégoire-Racicot

Le monde rural est en pleine période de consultation depuis la mi-février qui appelle les citoyens à dire comment ils rêvent leur milieu de vie, leur municipalité.

Cette consultation est organisée par Le CLD et la MRC, en collaboration avec le Centre de santé et de services sociaux (CSSS) et la Corporation de développement communautaire.

Tout cela dans le cadre du programme de l'Écocollectivité Pierre-De Saurel. Les propos recueillis serviront à étoffer la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité et la planification stratégique de la MRC, ont expliqué ses instigateurs.

« L'important dans cette démarche », explique Guy Leroux, coordinateur du développement rural au CLD, c'est d'impliquer le plus de citoyens possible dans la démarche, leur laisser toute la place pour dire ce qu'ils veulent dans leurs milieux respectifs. Qu'ils s'approprient les approches et projets qu'ils contribueront à réaliser ne laissant plus l'avenir de la région entre les seules mains des élus. »

Rien d'une ratification!

Ces rencontres ne sont surtout pas des occasions pour ratifier des projets déjà sur la table ou approuver des données, insiste-t-il « mais bien des lieux d'échange où les citoyens discutent de projets, d'approches, d'idées, d'enjeux. Ils se concentrent sur leur vécu. »

Les prochaines rencontres auront lieu le 22 mars, à la salle communautaire du Centre récréatif de Saint-David pour ceux

de Saint-David et de Saint-Gérard-Majella et le 28 mars, au centre paroissial Léoc-Cloutier à Saint-Ours, pour ceux de Saint-Ours. On tiendra des rencontres à Sorel-Tracy en avril, mais leur date n'est pas fixée.

Ces rencontres sont fort stimulantes, dit M. Leroux. Celle de la veille de l' entrevue, à Saint-Roch, dit-il, a permis de réunir une cinquantaine de personnes qui ont largement partagé sur l'avenir de leur municipalité, son développement pour, en améliorer la qualité de vie. « Et elles ont avancé de beaux projets à mettre en place », dit-il visiblement excité de cette perspective de les soutenir dans leur réalisation.

Encore des sous

Enfin il rappelle qu'il reste quelque 1,125 000\$ dans les coffres du pacte rural de la région pour réaliser des projets dans les municipalités rurales. Ces projets peuvent être déposés par des individus, des organismes ou des coop et peuvent aller dans beaucoup de directions, souligne-t-il. Aussi bien dans les services aux personnes âgées, que dans la culture ou les loisirs de façon à animer les villages et donner le goût aux gens d'y rester, peu importe leur âge. Selon les milieux et leurs besoins. On peut certes penser à des habitations adaptées pour eux, à du service de soins à domicile par exemple, dit-il. Il y a plein de formules à inventer. L'important est, conclut-il, de constituer des réseaux pour y arriver plus aisément.

**Écocollectivité
Pierre-De Saurel**
Construire ensemble et autrement

Le mardi 26 avril 2011 | LES 2 RIVES | Page 31

**Écocollectivité
Pierre-De Saurel**
Construire ensemble et autrement

ÉCODCOLLECTIVITÉ

Construire ensemble et autrement !

Hélène Goulet
Agente de communication MRC
de Pierre-De Saurel

En avril 2010, le Conseil de la MRC de Pierre-De Saurel a adopté avec enthousiasme un projet d'Écocollectivité présenté par le Technocentre en écologie industrielle.

« Inspiré de l'Agenda 21 local de la Ville de Sorel-Tracy, le concept choisi pour construire notre avenir repose sur les principes du développement durable. Je crois sincèrement que les intervenants régionaux et la population seront heureux de prendre connaissance de la démarche structurée qui nous y guidera », déclarait alors le préfet de la MRC, M. Gilles Salvas.

Ce plan de développement, qui a débuté en juillet 2010 et qui s'échelonne sur deux ans, s'applique à l'ensemble des douze municipalités de la MRC et intègre également les responsabilités dévolues à la MRC. À l'intérieur du contrat qui la lie avec le gouvernement provincial pour assurer la diversification de l'économie dans le cadre du Fonds de soutien aux territoires dévitalisés. Ainsi, une attention particulière sera portée aux municipalités de Saint-Joseph-



Des dizaines de personnes ont participé à la consultation publique à Saint-Ours.

de-Sorel et de Massueville. Il s'agit d'un plan d'accompagnement qui vise une démarche de développement durable appliquée aux administrations municipales et à la communauté en général.

La première année du plan a permis au Technocentre, responsable du projet, de planifier les interventions, de consulter la population et d'analyser le résultat de ces consultations publiques. Les résultats préliminaires ont été présentés la semaine dernière dans le cadre de la Semaine de l'Écocollectivité Pierre-De Saurel.

La prochaine année permettra aux membres du comité de coordination de l'Écocollectivité, alimentés par les résultats des consultations publiques, de développer des pistes d'action et de favoriser la mise en œuvre de certaines des idées et projets qui ont été soulevés par leurs concitoyens. Les membres du Conseil de la MRC, en tant que responsables de l'Écocollectivité Pierre-De Saurel, auront, entre autres, à se positionner sur les priorités identifiées et à approuver les projets qui en découlent en plus de déterminer leur caractère local ou régional.



Pour une meilleure planification du développement commercial

Fondation Rues principales procédera à la caractérisation des secteurs commerciaux de la MRC de Pierre-De Saurel

■ SÉBASTIEN LACROIX

SAUREL-TRACYEXPRESS@FRANCETELEVISION.FR

À cours des prochains mois, Fondation Rues principales sondera les commerces et la population afin de doter les intervenants socio-économiques de la région d'un outil visant à mieux planifier le développement commercial de la région.

Concrètement, l'organisme fera l'inventaire et la mise à jour de tous les commerces existants, en plus de répertorier tous les locaux et les terrains commerciaux disponibles sur le territoire de la MRC de Pierre-De Saurel.

Il identifiera aussi les différents pôles d'attraction, réalisera une étude de provenance afin de cerner d'où viennent les acheteurs en plus d'évaluer les fuites commerciales en vue de développer une stratégie de développement et de recrutement de commerces. « C'est un outil qui pourrait servir à un éventuel Commissariat au commerce, convient la directrice générale du Centre local de développement (CLD), Josée Plamondon. C'est aussi un outil que nous pourrons nous servir lorsque nous aurons des demandes pour mieux les orienter. »

« La caractérisation de l'offre et de la demande va nous permettre de savoir qui est notre clientèle, mais aussi celle qui s'envient, pour savoir qui elle sera et ce dont elle aura besoin », renchérit la directrice générale de la Société d'aide au développement des collectivités (SADC), Sylvie Pouliot, qui affectera des enveloppes supplémentaires pour le développement des critères identifiés.

La caractérisation des secteurs commerciaux

de la MRC coûtera 37 000 \$, dont 25 000 \$ sont assumés par le CLD, 12 500 \$ par la Ville de Sorel-Tracy et 2 500 \$ par la SADC.

Fondation Rues principales prévoit avoir complété son étude au printemps de 2012. Dans un premier temps, l'organisme fera la tour des commerces. Après les Fêtes, elle sondera la population. « Nous espérons que les gens vont collaborer. Autant les commerçants que les citoyens. Ne sacrosoient pas », ajoute la conseillère Corina Bastien. C'est dans leur intérêt de collaborer, parce que c'est pour eux qu'on le fait. »

Les recommandations qui pourraient sortir de l'étude sont nombreuses. « Ce peut être d'avoir tel type de commerce dans tel pôle plutôt qu'un autre parce qu'il vient davantage en complémentarité avec ce qui existe déjà. Ce peut aussi être de tenir compte de l'environnement et de favoriser des aménagements permettant de se rendre aux commerces que ce soit à pied ou autre », explique le chargé de projet de Fondation Rues principales, Virgile Lautier.

« Le succès d'une telle démarche est la volonté d'assurer un suivi et de réaliser les recommandations. Elle est là, assure Mme Bastien. Nous souhaitons aussi que l'étude fasse compte du projet du village des spectacles et de tous les autres qui s'en viennent. »

« Évidemment, la grande majorité de l'offre commerciale de la MRC se trouve à Sorel, indique Josée Plamondon. Nous voulons que l'étude porte aussi sur les milieux ruraux pour favoriser des services de proximité afin que ces municipalités deviennent plus attractives. »



Sylvie Pouliot de la SADC, la conseillère municipale Corina Bastien, Virgile Lautier, de la Fondation Rues principales et Josée Plamondon du CLD. photo : Sébastien Lacroix





BULLETIN D'INFORMATION ■ ■ ■ Août 2011

La plus haute distinction du programme ICI ON RECYCLE pour la SADC

Trois organismes locaux dont le CLD, la MRC et la SADC de Pierre-De Saurel ont reçu la plus haute distinction, soit la certification de niveau 3 « Performance » du programme ICI ON RECYCLE. Avec l'objectif de reconnaître et de promouvoir les organisations qui adoptent de bonnes pratiques de réduction, de réemploi, de recyclage ou de valorisation des matières résiduelles (3RV), ce programme offre trois niveaux, soit engagement, mise en œuvre et performance. Le niveau 3 vise à reconnaître les établissements qui ont atteint de hautes performances de mise en valeur des matières résiduelles et qui ont effectué des activités d'information et de sensibilisation sur la gestion des matières résiduelles au cœur de leur organisation.



ENGAGEMENT → MISE EN ŒUVRE → PERFORMANCE

« Que ce soit par l'implantation d'une cinquantaine d'initiatives au bureau, la réalisation d'un projet carboneutre de plantation de 128 arbres à l'île du Moine, la tenue d'événements écoresponsables et tout dernièrement, par l'adoption de sa politique de développement durable, la SADC de Pierre-De Saurel est fière de s'ajouter aux 281 organisations et entreprises québécoises déjà certifiées au niveau 3 « Performance » du programme ICI on recycle! » souligne pour sa part René Lachapelle, président de la SADC de Pierre-De Saurel.

Une aide financière bonifiée à 25 000 \$ pour le programme Stratégie jeunesse

Le programme Stratégie jeunesse visant à donner à nos jeunes le goût des régions et de contrer leur exode vers les grands centres, a été bonifié à 25 000 \$ depuis le 1^{er} avril dernier favorisant ainsi l'acquisition, la mise sur pied, l'expansion ou la modernisation d'une entreprise par un ou des jeunes.



Lise Gauthier, conseillère Stratégie jeunesse

Grâce à Stratégie jeunesse, ils peuvent obtenir un prêt personnel variant entre 5 000 \$ et 25 000 \$ avec un privilège de congé d'intérêts pour les 24 premiers mois.

C'est d'ailleurs ce qui fait l'originalité de ce programme : le prêt personnel obtenu peut ensuite être utilisé comme mise de fonds personnelle dans l'entreprise, ouvrant ainsi la possibilité d'obtention de financement d'autres institutions financières.

Stratégie jeunesse a été élaborée afin d'encourager les jeunes à concrétiser leur projet d'entreprise tout en favorisant leur employabilité et leur engagement social, culturel et économique dans leur milieu.

Les jeunes, lorsqu'ils choisissent de se lancer en affaires, éprouvent souvent des difficultés de financement. En plus des modalités souples associées à ce financement et de l'aide personnalisée, les professionnels de la SADC offrent un suivi rigoureux pour la durée du prêt.

Depuis sa création en 1997, le programme a permis à plus de 68 jeunes de faire le choix de vivre et de travailler dans notre région. Pour plus de détails, communiquez avec la conseillère Stratégie jeunesse, Lise Gauthier, au 450 746-5595 poste 26 ou par courriel sadcsj@bellnet.ca.

TOURNÉE VERS L'AVENIR
AVEC VOUS!

VOTRE PARTENAIRE PAGE 1

SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL





Manger frais et local en un clic... avec l'Écomarché de Sorel-Tracy

L'ÉcoMarché de Sorel-Tracy, initié par Nature-Action Québec, offre aux consommateurs de nombreux produits de qualité, naturels ou biologiques, frais ou transformés, provenant directement de producteurs de la région.

Produits frais et de qualité de producteurs locaux
www.ecomarchedesolidarite.org

Des producteurs artisans offrent de nombreux produits chaque semaine : des fruits et des légumes, des viandes de qualité, plusieurs choix de saucisses, des fromages artisanaux de vaches, des pâtes, sans agents de conservation, du miel, des confitures, des produits de l'étable... etc. En s'approvisionnant localement, la population encourage les fermes et dynamise l'économie locale. En achetant des produits directement chez le producteur, non seulement les aliments sont plus frais et plus savoureux, mais en plus, ils sont généralement offerts à meilleur prix.

À mon CPE, je mange local!



Marie-Claude Héroux, agente de développement pour l'Écomarché de Sorel-Tracy annonçait en juillet un partenariat ÉCOen-thousiasme avec le centre de la petite enfance (CPE) de La Petite Marine proposant une formule d'achat hebdomadaire adaptée aux besoins des CPE. L'Écomarché permet d'avoir accès à différentes variétés de produits frais et de qualité en provenance de fermes situées à moins de 50 km de Sorel-Tracy. Madame Nathalie Nadeau, directrice générale du CPE de La Petite Marine s'est dit enchantée de la formule puisqu'elle répondait à deux

La SADC en collaboration avec les partenaires financiers Desjardins, la MRC de Pierre-De Saurel et Nature-Action Québec présente une campagne promotionnelle ayant pour objectif de faire connaître la grande variété de produits et les producteurs de notre région tout en augmentant le nombre de membres et d'achats à l'Écomarché de Sorel-Tracy.

Publicité dans les journaux en juillet, août et septembre.



La liste des produits, des producteurs locaux, des recettes, le calendrier de distribution et beaucoup plus d'informations sont également disponibles sur le site.

Le coût d'adhésion est de 20 \$ annuellement et permet aux consommateurs de se nourrir avec des produits frais et de meilleure qualité provenant d'une distance de moins de 50 km du point de distribution. Bref, de quoi satisfaire les fines bouches...et tous les budgets!

www.ecomarchedesolidarite.org

de ses préoccupations soit la variété et la qualité ainsi que le coût des produits offerts. « Pour nous c'est une occasion unique d'expérimenter une formule simple et de goûter le savoir-faire de nos producteurs » a-t-elle souligné.

Projet pilote avec les CPE

Ce partenariat s'inscrit dans le cadre du projet pilote d'approvisionnement en produits locaux de cinq CPE lancé par Nature-Action Québec visant à fortifier le réseau d'agriculteurs et de transformateurs locaux. Également, le projet permet aux CPE de s'approvisionner d'aliments plus frais et de meilleure qualité tout en répondant à leurs besoins spécifiques dans un respect des montants alloués à ce poste budgétaire.



Genaro Berrios de l'Écomarché, Sylvie Pouliot de la SADC, Nathalie Nadeau du CPE de La Petite Marine et Marie-Claude Héroux, agente de développement et productrice.

TOURNEE VERS L'AVENIR AVEC VOUS!

PAGE 2 | VOTRE PARTENAIRE



Vidéos de Portrait d'entrepreneurs de la région, à voir et revoir

Depuis février dernier, la SADC par l'entremise de son Carnet entrepreneurial vous a présenté trois portraits d'entrepreneurs de notre région.

Cette première série de vidéo d'une durée de 3 minutes chacune présente des entrepreneurs évoluant dans différents secteurs d'activités de la région de Pierre-De Saurel.



Chacun se présente à travers les moments marquants de leur entreprise ou par des réalisations et préoccupations en développement durable ou par les défis à venir pour leur entreprise. Apprenez en un peu plus sur ce qui les animent et leur passion.

Une prochaine série de trois vidéos est en production et vous sera présentée à l'automne.



Nous vous invitons à les voir ou les revoir sur YouTube.com dans l'onglet Recherche en inscrivant :

Portrait d'entrepreneurs, Coop Techno Laser

Portrait d'entrepreneurs, Ferme Victory

Portrait d'entrepreneurs, Champignons Advitam

Bon visionnement!



Suite au 2^e forum de la communauté entrepreneuriale en novembre 2010, une brigade entrepreneuriale s'est formée en février dernier avec l'appui de la Chambre de commerce de Sorel-Tracy et de la SADC. Cette brigade composée de quatre entrepreneurs provenant de différents secteurs d'activités s'est donnée comme mission principal de : donner le goût aux jeunes d'entreprendre.

Actions de la brigade :

- Rencontre entre trois brigadiers et plus de 140 étudiants en orientation (PPO) de l'école secondaire Farnand-Lebel et leur professeur Patrick Lamotte.



Rencontre privilégiée avec plus de 140 étudiants du Centre de formation professionnelle (CFP) Formation générale



Actions à venir :

- Recrutement d'entrepreneurs brigadiers
- Développement d'un outil d'évaluation du profil entrepreneuriale auprès de la clientèle du secondaire, formation professionnelle et collégiale.
- Planification d'un calendrier d'actions pour la prochaine année



Diner privilégié avec trois brigadiers et six étudiants de la Formation professionnelle



Rencontre entre trois brigadiers et le groupe de 27 étudiants du Projet personnel en orientation (PPO) de l'école secondaire Farnand-Lebel et leur professeur Patrick Lamotte.



René Rousset, directeur des centres de formation professionnelle, entouré des entrepreneurs participant à la brigade, André Lussier, Marcel Robert et Jacqueline Stros.



Patrick Lamotte, professeur responsable du PPO à l'école secondaire Farnand-Lebel, entouré de Marcel Robert, Roger Bibeau et Jacqueline Stros, entrepreneurs participant à la brigade.



Page 46 | LES 2 RIVES | Le mardi 18 octobre 2011



Une aide financière bonifiée à 25 000 \$ pour Stratégie jeunesse

Depuis le 1^{er} avril dernier, le montant maximum de prêt personnel de Stratégie jeunesse a été bonifié de façon significative passant ainsi de 15 000 \$ à 25 000 \$. Ce programme destiné aux 18-35 ans permet d'obtenir un prêt personnel pouvant varier entre 5 000 \$ et 25 000 \$ avec un privilège de congé d'intérêts pour les 24 premiers mois.

Stratégie jeunesse propose aux jeunes un outil financier et d'accompagnement favorisant les projets de démarrage, d'acquisition, d'expansion ou de modernisation d'entreprise. C'est d'ailleurs ce qui fait l'originalité de ce programme : le prêt personnel obtenu peut ensuite être utilisé comme mise de fonds personnelle dans l'entreprise, ouvrant ainsi la possibilité d'avoir un financement auprès d'autres institutions financières.

En plus des modalités souples associées à ce financement et à une aide personnalisée, les professionnels de la SADC offrent un

suivi rigoureux et adapté aux particularités du projet et du promoteur ainsi que diverses activités de soutien telles que la conception de plan d'affaires, l'encadrement, la R-D, la précommercialisation et la gestion.

Des entrepreneurs d'ici

Afin de mieux faire connaître le métier de quelques entrepreneurs, la SADC a réalisé de courtes vidéos présentant leur parcours ainsi que leurs valeurs entrepreneuriales. Vous pouvez y avoir accès sous la rubrique Portraits d'entrepreneurs du site Internet de la SADC : www.soreltracy-region.net/sadc sous l'onglet images/vidéos - Portrait d'entrepreneurs.

Susciter le désir de démarquer ou d'acquérir une entreprise chez un jeune constitue toujours un défi important sans compter que le développement éco-

nomique des régions passe sans contredit par la mise sur pied de nouvelles entreprises, mais aussi par le transfert de celles existantes. Stratégie jeunesse aura, au cours des prochaines années, à jouer un rôle déterminant auprès des jeunes afin de les inciter à choisir le métier d'entrepreneur, mais aussi de les informer sur la possibilité d'acquérir une entreprise existante. Bien ancré au sein de notre collectivité, le programme est un tremplin qui aidera les jeunes à passer du rêve à la réalité.

À la SADC, nous prenons votre audace au sérieux!

Pour plus de détails, communiquez avec la conseillère Stratégie jeunesse, Lise Gauthier, au 450 746-5595, poste 26 ou par courriel sadcsgj@bellnet.ca



Lise Gauthier, conseillère Stratégie jeunesse.

AFFAIRES

Forum de l'écocollectivité

Vers un développement régional durable

Louise Grégoire-Racicot

Plus de 80 personnes ont consacré la journée du 25 novembre dernier à discuter des projets que le Bas-Richelieu devrait tenir afin de mieux répondre aux besoins de ses résidents.

Ils provenaient de tous les coins de la région, des mondes économique, social, communautaire et environnemental, ainsi que des élus. Et les 35 projets qui ont été tenus avaient été recensés, suite à des assemblées de consultations tenues en cours d'année dans toutes les municipalités de la MRC. Quatre cents personnes y avaient alors donné leurs idées et visions d'une région dynamique.

«Dans tous les cas, il faut s'assurer que les projets font consensus chez les partenaires. Par exemple dans le cadre de la brigade de sensibilisation en environnement, le cégep, la Ville et la MRC peuvent y travailler ensemble pour mettre en œuvre une meilleure participation des industries, commerces et institutions au développement durable. Le temps de philosopher est terminé. On passe à l'action», plique Joanne Otis, une des coordonnées de la démarche.

Les conclusions de ce Forum de l'écocollectivité permettent à ses animateurs du Technocentre en écologie industrielle de

compléter le plan stratégique de développement de la région. «Surtout d'identifier les projets à réaliser. D'autant que cette fois-ci, leurs porteurs sont clairement identifiés de même que les partenaires avec lesquels ils travailleront pour les concrétiser. On est désormais non plus en mode concertation mais en mode coopération».

En ce sens, ce forum a été intéressant, évalue-t-elle. Parce que des projets ont désormais des parrains, parfois même de l'argent pour leur réalisation.

Attirer les gens d'ici

Des stratégies ont été abordées qui touchent notamment la recherche d'une meilleure qualité de vie (services de proximité: offre de loisir, saines habitudes de vie).

Pour valoriser l'accès à l'emploi (formation de la main-d'œuvre; encouragement de l'entrepreneuriat). Pour respecter la hiérarchie des 6 RV-E et contribuer à l'application de l'écologie industrielle et du développement durable. On parle aussi d'aménagement des berges et de la revitalisation de vieux quartiers et municipalités.

«Autant d'aspects qui sauront attirer les gens ici. Qu'ils y travaillent et aient le goût d'y vivre», commente-t-elle.

Souvent l'exercice a permis de constater que les projets identifiés ont un



lien avec plus d'une stratégie. «Par exemple, pour revitaliser un vieux quartier, les projets à caractère commercial doivent contribuer au développement social en permettant aux gens qui habitent un lieu de pouvoir y demeurer tout en bénéficiant, entre autres, d'une amélioration de leurs conditions de logement et de leur environnement (verdissement, accès aux berges, emploi, etc.). Tous les projets doivent être

autres. L'implication des citoyens, incluant les jeunes, est primordiale», conclut-elle.

Le défi est maintenant de passer à l'action tout le monde ensemble. Les outils expérimentés lors du forum permettront de comprendre les enjeux et les attentes des parties prenantes pour en arriver à construire des projets collectifs cohérents et surtout à tendre vers un développement régional durable.





LA SADC DE PIERRE-DE SAUREL

VOTRE PARTENAIRE

BULLETIN D'INFORMATION ■ ■ ■ Février 2012

Un grande participation du milieu au 2^e forum de l'Écocollectivité

Le 24 novembre dernier avait lieu le 2^e forum de l'Écocollectivité de Pierre-De Saurel. C'est plus de 81 intervenants provenant de 34 organisations de divers milieux (agriculture, art et culture, éducation, économie, environnement, communautaire, commerces, grande industrie, municipalités, politique et santé) qui ont répondu à l'invitation des organisateurs.

Les objectifs de cette rencontre étaient dédiés à la réalisation de la planification stratégique dynamique et tournée vers l'action. La formule d'animation mise en place lors de ce forum a favorisé la coopération des organismes interpellés et la réalisation d'actions structurantes.

Tous les participants se sont regroupés à la table de leur choix qui présentait une des treize stratégies et priorités locales identifiées lors de la tournée des municipalités, ainsi que les priorités régionales du premier forum 2011.

Construire l'Écocollectivité ensemble et autrement

Communauté entrepreneuriale ICI on entreprend, construction des infrastructures de développement en entrepreneuriat, mise sur pied d'un comité permanent pour l'application des recommandations de l'étude sur le transport collectif, mise en place d'un marché public itinérant et d'un service de répit pour les familles en milieu rural, l'Écomonde du lac-Saint-Pierre, etc.

Que ce soit pour encourager l'entrepreneuriat, améliorer la qualité de vie des citoyens ou stimuler une occupation dynamique du territoire, la mobilisation d'intervenants est essentielle. L'augmentation du sentiment d'appartenance et l'implication citoyenne dans notre milieu de vie sont des leviers importants pour l'amélioration de la qualité de vie sur notre territoire.

Sémaine de l'Écocollectivité 2012

Du 30 avril au 5 mai se déroulera la semaine de l'Écocollectivité durant laquelle les entreprises, les organisations, les municipalités, les intervenants, les groupes de citoyens et le milieu scolaire sont invités à mettre en lumière leurs actions, initiatives ou réalisations en développement durable.

Rassemblement populaire le samedi 5 mai aux Promenades de Sorel La semaine se terminera avec un grand rassemblement aux Promenades de Sorel le samedi 5 mai où toute la population sera invitée à s'impliquer dans leur milieu et à prendre connaissance des projets ou initiatives qui se font sur le territoire.

TOURNÉE VERS L'AVENIR AVEC VOUS!

VOTRE PARTENAIRE | PAGE 1



Discussion en atelier le 24 novembre dernier





La réussite de votre entreprise, on y croit, on y travaille avec vous!



CIRCA est une entreprise qui se spécialise dans la production et la réalisation de vidéos commerciales, industrielles ou artistiques. Fort bien connu dans notre région, Julie Gratton et Serge Capistran, copropriétaires de Circa, ont joint leurs forces, pour offrir des produits créatifs, conçus sur mesure, selon les besoins du client.

C'est avec le soutien de la SADC, par le biais de son Fonds Stratégie jeunesse et le suivi personnalisé de la conseillère Lise Gauthier, que Julie et Serge concrétisent leur rêve. Avec une solide expérience sur les plateaux de tournage et sa passion pour l'image vidéo combinée à la formation musicale et aux nombreuses années d'expérience de Serge, Circa apporte aux productions un volet sonore original et une créativité qui sauront vous ravir. Circaproduction.com 450 782-2439

Vertsaillant Paysages
Situé dans la municipalité de Saint-Bernard-De-Michaudville, Vertsaillant Paysages, propriété de Lionel Gauthier, offre à sa clientèle un service de conception, de réalisation et d'entretien d'aménagements paysagers.

Cela comprend notamment la conception de plans et d'esquisses (3D), l'excavation, la pose de pavé, la création de murets, la plantation de végétaux, l'installation de tourbe, la taille de haies, arbres et arbustes. Pour cette entreprise en affaires depuis 2006, l'aide financière apportée par Stratégie jeunesse et le suivi personnalisé de la conseillère Lise Gauthier, ont permis à Vertsaillant Paysages l'acquisition d'équipement ainsi que la création d'un fond de roulement permettant l'augmentation de production et d'efficacité dans la réalisation des projets personnalisés et uniques. Faites leur part de vos projets! Vertsaillant Paysages 514 917-3054

L'Écomarché de Sorel-Tracy...compte de plus en plus d'adeptes

Depuis sa création en juin 2010 par des producteurs régionaux et Nature Action Québec, l'Écomarché de Sorel-Tracy n'a cessé de gagner des adeptes de ce nouveau concept d'achat de produit régional. En juin dernier, afin de poursuivre les efforts déjà en marche et ainsi accroître le rayonnement de l'Écomarché de Sorel-Tracy, les partenaires dont Desjardins, Nature-Action Québec, la MRC et la SADC de Pierre-De Saurel ont contribué financièrement à un plan de communication qui s'est déroulé du mois de juin à décembre 2011.

Un des principaux objectifs de ce plan vise l'accroissement et l'amélioration des ventes ainsi que la diffusion de ce nouveau mode d'achat.

ÉCOMARCHÉ
DE SOLIDARITÉ RÉGIONALE

PAGE 2 | VOTRE PARTENAIRE

Les résultats de la campagne

- Augmentation significative de 105 % pour la période de juin à décembre 2011 par rapport à la première moitié de l'année du nombre de visites sur le site Internet de l'Écomarché.
- Augmentation de l'adhésion des producteurs et leurs offres aux consommateurs en passant de 14 producteurs (en 2010) à 30 (en 2011), ce qui a contribué à l'augmentation de l'achat moyen qui est passé de 36 \$ à 49 \$, soit une augmentation de 38 %.
- Le nombre de membres est passé de 62 à 70 pour la même période, ce qui nous permet de confirmer une augmentation de fréquence dans les achats des membres pour une même période.

Le renouvellement et la venue des nouveaux clients à l'Écomarché sont le résultat de diverses activités et d'actions. Pour certains, c'est la publicité avec les producteurs qui les ont intéressés tandis que pour d'autres, c'est le « bouche à oreille ».

La promotion et le soutien des activités de l'Écomarché s'inscrivent parfaitement dans l'optique de développement durable de la région. Chaque fois que les gens choisissent un produit alimentaire local à l'épicerie, au restaurant ou à l'Écomarché de Sorel-Tracy, ce geste contribue à conserver des emplois et à faire croître l'économie de la région, tout en soutenant les gens d'ici...



Gérardo Barrios, chargé de projet Nature Action Québec, Sylvie Pouliot, directrice générale de la SADC, Yves Blouin, président de la Société Départementale de Baie-Rouge, Loraine Duosse, Saveurs du marché lieu de distribution de l'Écomarché, Micheline Lamoureux, propriétaire Pomme rosine et Cie, Manuel Lamoureux, chef et client de l'Écomarché, Pascal Bligras, directeur général Nature-Action Québec

TOURNEE VERS L'AVENIR
AVEC VOUS!

De la belle relève aux Gourmandises du Roi



C'est en octobre dernier que Marie-Pierre Boucher, nouvellement établie dans la région, procéda à l'inauguration officielle de la pâtisserie aux Gourmandises du Roi, située au 88, rue du Roi, à Sorel-Tracy en compagnie de nombreux invités.

Avec en main un solide bagage d'expériences en pâtisserie, Marie-Pierre a pris la relève de ce commerce qui est établi à Sorel-Tracy depuis plus de 30 ans.

C'est avec le soutien de la SADC de Pierre-De Saurel, par le biais de son

Caractérisation des artères commerciales

La SADC en partenariat avec le CLD et la Ville de Sorel-Tracy a mandaté la Fondation Rues Principales de réaliser un rapport de caractérisation des artères commerciales. Cette recherche consistera à faire l'inventaire et la mise à jour de tous les commerces existants sur le territoire de la MRC, à identifier les pôles d'attraction, à réaliser une étude de provenance afin de cerner d'où viennent les acheteurs et à évaluer les fuites commerciales en vue de développer une stratégie de développement et de recrutement de commerces.

Un comité assurera le suivi de ce rapport, formé du CLD, de la SADC, de représentants de la Ville et de la Chambre de commerce et les Promenades de Sorel. Le rapport devrait être terminé au printemps -été 2012.

**JOURNÉE NATIONALE
DE LA CULTURE
ENTREPRENEURIALE**



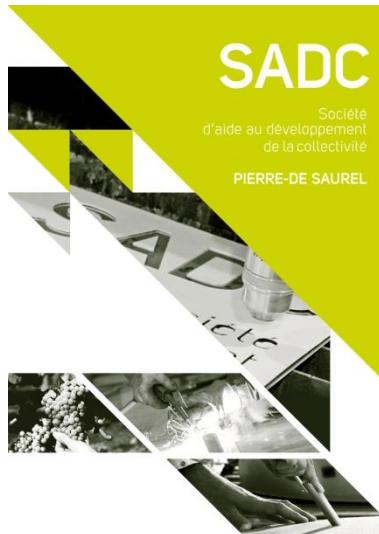
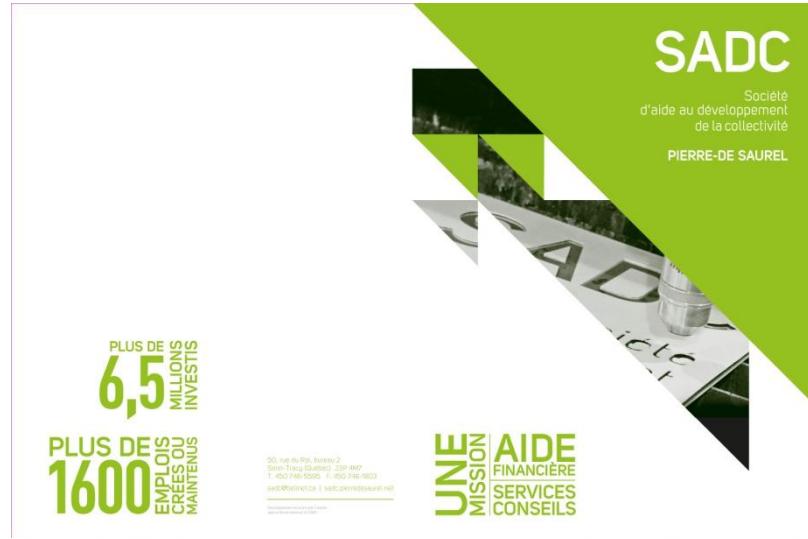
Une journée nationale de la culture entrepreneuriale pour Shayla Richer hors de l'ordinaire

Dans le cadre de la journée nationale de la culture entrepreneuriale (JNCE) le 16 novembre dernier, Shayla Richer participant au Camp Jeune entrepreneur (JE) 2011 de la SADC a réalisé une capsule entrepreneuriale d'une durée de 5 minutes avec le journaliste Jean Marc Lebeau de la radio 101.7 FM.

Diffusée sur les ondes du 101.7 FM les 15 et 16 novembre dernier, Shayla nous a parlé de son expérience lors de sa participation au Camp JE qui s'est déroulé à Baie-Comeau en présence de 23 jeunes de partout au Québec. Elle a raconté son expérience de travail en équipe et des qualités entrepreneuriales dont elle a dû faire preuve et qu'elle ne soupçonnait pas avoir. Voilà une vraie expérience de valorisation à l'entrepreneurat jeunesse pour Shayla.

Rappelons que la JNCE est dédiée à la valorisation de l'entrepreneurat jeunesse et a pour but d'éclairer et de souligner l'importance de la culture entrepreneuriale dans le développement de notre société dans tous les milieux.

Nouvelle image pour la SADC



sadc@bellnet.ca | sadc.pierredesaurel.net
Développement économique Canada appuie financièrement la SADC

SADC
Société
d'aide au développement
de la collectivité
PIERRE-DE SAUREL

Une brigade pour sensibiliser la jeunesse à l'entrepreneuriat

MARILYNE CHAMPAGNE

MARILYNECHAMPAGNE@TCI.CA

Donner le goût aux jeunes d'entreprendre : voilà le défi que se sont lancé les brigadiers de la Brigade entrepreneuriale Pierre-De Saurel, lors de la création des cellules en février 2012. Ces dernières, qui regroupent plus de 221 élèves d'enseignement secondaire et collégial dans le cadre d'activités de rencontres qui mises en l'interaction dynamique d'entrepreneurs avec les étudiants, afin de les sensibiliser à l'importance d'une culture entrepreneuriale. Et les rangs de la brigade ne cessent de grandir, comptant à ce jour 32 entrepreneurs.



Marcel Robert, Philippe Perreault, Élaine Trempe, Michèle Gauthier, Roger Bibeau et André Lussier de la Brigade entrepreneuriale Pierre-De Saurel. (Photo: Marilyne Champagne)

Un travail d'équipe

Pour la reconnaissance de la Technopole en écologie industrielle

MARILYNE CHAMPAGNE

MARILYNECHAMPAGNE@TCI.CA

C'est le 27 juin dernier qu'avait lieu la cérémonie hommage de la reconnaissance de la région comme Technopole en écologie industrielle. Cet événement se voulait l'occasion de faire reconnaître le travail et l'action des entreprises, des partenaires et des organisations qui ont permis cette reconnaissance de la région de Sorel-Tracy et qui ont appuyé le Technocentre en écologie industrielle – l'organisme responsable de l'obtention de la reconnaissance et gestionnaire de la nouvelle Technopole – dans ses démarches de mise en place.

Pour Hélène Gignac, présidente du Technocentre en écologie industrielle, le travail ne s'arrête pas à l'obtention de la reconnaissance. « La tâche qui nous attend est énorme. Plusieurs personnes nous ont déjà manifesté leur intérêt à devenir membre. C'est incroyable l'enthousiasme que ça soulève », a-t-elle souligné le soir de la cérémonie.

Son collègue Normand Garépy, directeur général du Technocentre en écologie industrielle, a laissé savoir qu'en juillet, à l'épouse est prévue cette année au cours duquel seront discutés les critères de sélection des membres et la procédure de nomination. « Il y a le statut de membre à travers lequel on peut faire une nécessité et accompagner les entreprises », explique Mme Gignac, qui rappelle que contrairement à l'ensemble des technopôles, la région a innové en faisant reconnaître un territoire (Sorel-Tracy) comme technopôle, une reconnaissance habituellement réservée aux parcs. « Le défi, ajoute-t-elle, c'est d'élargir le territoire à l'ensemble des municipalités de la MRC de Pierre-De Saurel, et ce, dans toutes les sphères d'activités. »

La région de Sorel-Tracy, par la reconnaissance de la Technopole en écologie industrielle, est maintenant membre de l'Association internationale des parcs scientifiques (AISP), laquelle regroupe plus de 370 membres à travers le monde.

Le Centre de transfert technologique en écologie industrielle (CTTE), le

Parmi les élèves rencontrés, ceux du cours Projet personnel en orientation (PPO) de l'École secondaire Fernand-Lefebvre ont pu échanger avec les brigadiers lors de dîners organisés au restaurant spécialement pour eux. La coordonnatrice de la brigade, Michèle Gauthier (SADC de Pierre-De Saurel), indique : « Cela nous permet de les faire découvrir au monde des métiers et leur présenter des gens d'affaires. Cela a permis de créer une dynamique et des échanges intéressants de part et d'autre. Les étudiants sont dès lors considérés, écoutés et renforcés dans leur potentiel de croire en leur rêve et en leurs ambitions. » De son côté, le chef brigadier, André Lussier (Lussier, Cabinet d'assurances et services financiers

inc.), estime que la nouvelle usine de Rio Tinto, qui a échappé à la région, prouve qu'il ne faut plus attendre après la grande industrie pour soutenir la relève d'ici. « D'où l'importance de miser sur le développement de petite et de moyennes entreprises, qui représentent 92 % », a-t-il précisé.

Marcel Robert (Chambre de commerce et d'industrie Sorel-Tracy métropolitain), abonde en ce sens : « Les régions qui s'ont le mieux économiquement sont celles qui ont le secteur entrepreneurial fort. Il faut faire rayonner les jeunes dans leurs rêves et insculper au milieux ce rêve », affirme-t-il. Selon lui, il faut, encore, en 2012, démontrer le rôle de l'entrepreneur, qui n'a pas toujours bonne presse et qui anecdoté beaucoup de préjugés.

De son côté, Roger Bibeau (Centre TechnoZen) a également aimer à faire savoir que les jeunes débouchés qui suivent le secteur d'écologie et d'entrepreneuriat sont de déterminante importance. Ce fait a contribué au déclin de l'écologie industrielle. « Ce qui est intéressant, c'est que les initiatives générées déjà appliquées et faire le lien entre les projets de recherche universitaires et les applications concrètes dans les entreprises.

Pour informations complémentaires, on visite le site www.technopole-ei.com.



Sur la photo : Peinture Style SOL'DÉ de peinture extérieure jusqu'au 15 juillet



SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL





mardi 20 novembre 2012

La persévérance de 36 nouveaux entrepreneurs soulignée!

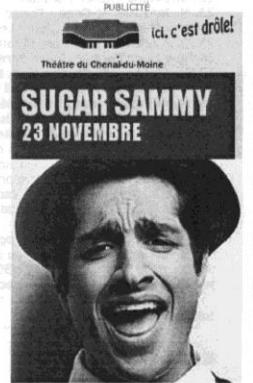
Sorel-Tracy, le 20 novembre 2012 – C'est le jeudi 15 novembre que le Centre local d'emploi (CLE) de Sorel, le Centre local de développement (CLD) de Pierre-De Saurel et la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Pierre-De Saurel organisaient un « 5 à 7 » hommage pour souligner la création des nouvelles entreprises issues des programmes de Soutien au travail autonome (STA) – subventionné par Emploi-Québec – et de Jeunes Promoteurs (JP), gérés par le CLD, ou de Stratégie jeunesse (SJ), programme géré par la SADC, et ce, entre les mois de mai 2011 et septembre 2012.

Des plaques commémoratives ont été remises aux 36 nouveaux entrepreneurs afin de souligner leurs efforts soutenus et l'énergie investie. Les intervenants désiraient ainsi saluer leur créativité et leur persévérance tout en souhaitant une longue vie aux nouvelles entreprises. « C'est avec joie, fierté et honneur que nous faisons une place de choix aux femmes et aux hommes qui s'investissent dans leur rêve devenu réalité. Notre région a grandement besoin de gens comme eux pour poursuivre son développement », déclare monsieur Denis Gauthier, directeur du CLE de Sorel.

Notons que du 1er mai 2011 au 30 septembre 2012, les programmes STA, JP et SJ ont accepté 41 projets qui ont entraîné la création de 53 emplois et le maintien de 72 autres, en plus de représenter en moyenne plus de 117 000 \$ d'investissements chacun.



© Philippe Manning, 2012



26

LA VOIX, le vendredi 8 juin 2012

journalalavoix.net

L'importance de bien planifier sa relève

Un fonds pour leur venir en aide

70% des entreprises disparaissent, faute de relève

La Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Pierre-De Saurel tient à lancer un cri d'alarme aux entreprises: préparez votre relève.

Au Québec, 70% des entreprises n'ont pas de relève. Seulement 30% des propriétaires vont réussir à transmettre les guides de leur compagnie à un nouveau patron. De ce 30%, seulement 10% des sociétés réussiront à se rendre à une troisième génération de dirigeants.

«En raison de l'absence de relève, les entreprises déjà existantes ne vivent pas très longtemps. Cela représente de 2 à 2,5 millions d'emplois au Québec. Plus de 50% des entrepreneurs prendront leur retraite dans cinq ou dix ans, la situation devient donc critique», lance la conseillère en stratégie jeunesse de la SADC de Pierre-De Saurel, Lise Gauthier.

Selon elle, il est important de travailler avec l'entrepreneur sur des bases déjà existantes et ainsi miser sur la continuité de l'entreprise. «Il faut promouvoir l'entrepreneur afin d'assurer l'émergence et la pérennité de l'entreprise», explique-t-elle.

Le Fonds Relève est avantageux

Créé depuis environ un an, le Fonds Relève de la SADC s'avère une bonne option pour les

entrepreneurs. Il a pour objectif d'effectuer le transfert du contrôle juridique et opérationnel d'une entreprise afin de conserver les emplois et de maintenir la pérennité de l'entreprise.

Depuis sa création, la SADC n'a pas encore eu à piger dans ce fonds pour une transmission d'entreprise. Deux entrepreneurs ont cependant utilisé le Prêt Stratégie jeunesse.

«Je suis certaine que le Fonds Relève sera en demande très prochainement», mentionne Lise Gauthier. Les entrepreneurs sont conscients qu'une entreprise est fragile sans relève, et la SADC est là pour les aider.»

L'aide financière du Fonds Relève se situe entre 5 000\$ et 150 000\$ par entreprise avec un taux d'intérêt préférentiel du Mouvement Desjardins +2%. La période de remboursement est entre un et cinq ans.

«En adhérant au Fonds Relève, la SADC s'engage à donner un suivi et un support technique, d'accompagner l'entrepreneur au amont. Une transmission d'entreprise, ça se planifie. Parfois, ça peut prendre deux, cinq ou même dix ans», conclut Mme Gauthier.

Le territoire de la MRC de Pierre-De Saurel compte 1 435 PME.



Lise Gauthier de la SADC.

LE SORELTRACY MAGAZINE • Dernière mise à jour : vendredi 15 avril 2011 14:46 14 000 pages par jour NÉCROLOGIE NOUS JOINDRE

SorelTracy magazine

Frank Parenteau 5 musiciens
Marine-Cabaret Samedi 23 mai Présente 155
22h30 Nicole Chauvette

Accueil Nouvelles Chroniques Arts & Spectacles Sports Calendrier Activités Opinions Nécrologie Multimédia

vendredi 15 avril 2011

Nouveau prêt pour aider les entreprises à devenir plus vertes

(Sorel-Tracy Magazine) Les entreprises qui désirent investir pour augmenter leur efficacité énergétique, réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, améliorer leur gestion des matières résiduelles ou concevoir un « écoprotot » pourraient bénéficier d'un nouveau prêt variant de 5 000\$ à 150 000\$.

Jeudi, la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Pierre-De Saurel a lancé l'**«EcoPrêt»**, un levier financier destiné aux entreprises désireuses d'entrer dans l'ère du développement durable.

«Très souvent, le manque d'accompagnement et de financement est un obstacle pour les entrepreneurs qui hésitent encore à prendre le virage vert. Nous avons donc décidé de participer à notre façon», a déclaré Sylvie Pouliot, directrice générale de la SADC de Pierre-De Saurel, en point de presse.

Que se soit dans le secteur commercial ou industriel, en passant par les PME, ce prêt s'adresse à tous les types d'entreprises, a précisé Mme Pouliot. Elle a cité en exemple la Fromagerie Polythymie et Korhani, deux entreprises bas-riochelaises qui ont respectivement investi dans l'amélioration de l'efficacité énergétique ainsi que dans des écoproduits.

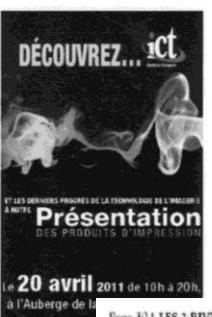
Le développement durable est un concept qui est toujours très abstrait pour plusieurs citoyens et entreprises. Les retombées économiques engendrées par les nouvelles technologies vertes commencent cependant à convaincre le portefeuille des gens d'affaires. « Les entrepreneurs voient bien aujourd'hui qu'ils peuvent renabiliser les investissements verts. Le développement durable était une « bille » auparavant, mais ce n'est plus aujourd'hui », a commenté Mme Pouliot.

La directrice générale a aussi fait valoir que la région est souvent citée comme exemple pour la mobilisation des acteurs sociaux au développement durable : « Nous avons pris ce virage et nous avons des outils concrets pour aider les entreprises ! »

Le taux d'intérêt de ce prêt est de 2% et un comité d'analyse a le mandat d'étudier les



Sylvie Pouliot, directrice générale de la SADC de Pierre-De Saurel et Jean-Pierre Riverin, analyste financier et conseiller aux entreprises.



DÉCOUVREZ... ict
ET LES DERNIERS PROGRÈS DE LA TECHNOLOGIE DE L'IMAGERIE
A NOTRE Présentation DES PRODUITS D'IMPRESsion

Le 20 avril 2011 de 10h à 20h,
à l'Auberge de la

Page 30 | LES 2 RIVES | Le mardi 26 avril 2011

ÉCODCOLLECTIVITÉ

L'EcoPrêt PME

Un outil concret en faveur du développement durable

GRANDE obtente presso d'un al 10 sec Coussou (durez 3

PROMOTION SO

RESTO Hooligan BAR

19 choix à partir de
Toujours la soupe du je

TABLE D'HÔTE MÉ

Sylvie Pouliot, directrice générale de la SADC de Pierre-De Saurel et Jean-Pierre Riverin, analyste financier et conseiller aux entreprises.



c'est mieux connu maintenant et le lancement de l'EcoPrêt aujourd'hui vient aider ces entreprises qui veulent prendre le virage vert. Les gens voient qu'ils peuvent renabiliser leur entreprise grâce au développement durable», mentionne-t-elle, en citant des exemples comme Korhani, une compagnie de tapis devenue leader dans les produits éco-énergétiques.

Les objectifs de l'octroi d'un prêt par la SADC à une entreprise visent à faire réduire les émissions de gaz à effet de serre en utilisant des sources d'énergie moins polluantes et en améliorant l'efficacité énergétique, la gestion des matières résiduelles, l'écoconception de nouveaux produits, l'assainissement de l'eau et des eaux usées et le développement et l'acquisition de technologies vertes. La directrice générale de la SADC, Sylvie Pouliot, lance cet outil en faisant d'une pierre deux coups. «Aujourd'hui, les entreprises veulent prendre un virage vert, mais elles veulent aussi augmenter leur rentabilité. En investissant dans des énergies vertes, c'est non seulement bon pour l'environnement, mais également pour leur productivité. Le développement durable est de plus en plus un outil d'innovation,

l'aide financière accordée à l'entreprise peut varier entre 5 000\$ et 150 000\$ et elle est assujettie aux taux préférentiel courant des institutions financières + 2%. La SADC s'engage également à suivre l'entrepreneur dans l'élaboration de son plan, la recherche de financement complémentaire et le montage financier tout au long de la réalisation du projet d'affaires. «La SADC veut participer à hauser l'offre du développement durable dans son territoire. L'EcoPrêt est donc un outil concret en ce sens», ajoute la directrice générale. Pour être admissible, l'entreprise intéressée doit être située sur le territoire de la MRC de Pierre-De Saurel et avoir une gestion adéquate, un personnel qualifié et une organisation solide. L'entreprise doit investir au moins 10% du coût total du

projet et avoir des garanties tangibles. La SADC pourra alors financer jusqu'à 90% du projet, tant que le projet en est un de développement durable. «Ce peut aller dans l'éclairage, le chauffage, l'utilisation de nouveaux matériaux éco-énergétiques, bref, en autant que ça touche au développement durable», explique-t-elle.

La SADC voulait contribuer à sa façon dans le cadre de la Semaine de l'écocollecti-

Sylvie Pouliot,
directrice
générale de la
SADC.
Pierre-De Saurel,
a lancé l'EcoPrêt
PME pour
encourager les
entreprises de la
région à prendre
le virage vert.



vité. «Dans cette semaine bien spéciale, nous tous pouvons faire notre part. Dans cette vision d'écocollectivité, la SADC y contribue en lançant cet outil», conclut-elle. Dans les 67 SADC du Québec, seulement celles des Laurentides et de Pierre-De Saurel sont dotées d'un tel système de prêt aux entreprises. La SADC Pierre-De Saurel s'est d'ailleurs inspirée de celles des Laurentides pour instaurer un tel outil.

Semaine
de la
PME

VISEZ HAUT ! BÂTISSEZ VOTRE AVENIR !

La Brigade entrepreneuriale Pierre-De Saurel

Inciter les jeunes à la culture entrepreneuriale

Le développement des qualités entrepreneuriales, par le plus grand nombre de personnes, est souhaitable tant pour notre propre bien-être que pour le dynamisme et la prospérité de notre communauté. Cette idée, toute logique, a mené à la création de la **Brigade entrepreneuriale à Pierre-De Saurel** qui désire initier des jeunes à la culture entrepreneuriale.

La brigade compte à ce jour, 33 brigadiers et brigadières de différents secteurs d'activité qui s'investissent sous forme de temps, financier et qui se sont donné comme principe leitmotiv d'éveiller le goût d'entreprendre auprès des jeunes.

« Lorsque l'on voit les plus récentes études de la Fondation de l'entrepreneurship qui mentionnent qu'en 2010, le Québec est deux fois moins dynamique en entrepreneuriat que le reste du Canada ou bien selon la plus récente étude de la fédération canadienne de l'entreprise indépendante d'octobre 2011 qui classe Sorel-Tracy au 19^e rang sur 24 des villes les plus dynamiques en matière de performance entrepreneuriale, il n'en faut pas plus pour faire réagir les quatre brigadiers fondateurs, André Lussier, Roger Bibeau, Marcel Robert et Jacinthe Siros. »

« L'objectif de la brigade entrepreneuriale est sur l'intégration dynamique de chaque entrepreneur avec les étudiants afin de les sensibiliser sur l'importance d'une culture entrepreneuriale qui permettra d'éveiller un intérêt, voire la passion d'entreprendre en quelque chose de concret. Avec ces rencontres et ces échanges auprès de jeunes, nous désirons éveiller chez eux différents intérêts qui pourront ensuite leur être utiles dans leur cheminement. »

Source: SADC Pierre-De Saurel



Rencontre au Centre de formation professionnelle (CFP) avec plus de 140 étudiants et les brigadiers Roger Bibeau, Serge Pélard et Jacinthe Siros au printemps dernier.

SADC
Société
d'aide au développement
de la collectivité
PIERRE-DE SAUREL

Fonds d'investissement

Depuis le début de 2012, c'est près de 300 étudiants de notre région (140 du Centre de formation professionnelle - formation générale, 142 du cours Projet personnel en orientation (PPO) et Sensibilisation à l'entrepreneuriat de l'école secondaire Fernand-Lefebvre et 18 étudiants du programme de techniques administratives du Cégep de Sorel-Tracy) qui ont bénéficié de ces rencontres vraiment privilégiées où les étudiants se sont dits considérés, écoutés et renforcés dans leur potentiel de croire en leur rêve et en leurs ambitions.

La brigade entrepreneuriale nous permet de passer en mode action, directement avec le jeune. Avec ces rencontres et ces échanges auprès de jeunes, nous désirons éveiller chez eux la fibre entrepreneuriale qui pourra être utile dans leur cheminement de vie. Il faut commencer quand ils sont jeunes, il faut commencer maintenant», mentionne André Lussier, chef brigadier.

À la recherche de brigadiers entrepreneurs

La brigade entrepreneuriale s'active en ce moment à la recherche de brigadiers entrepreneurs qui aimeraient partager leur savoir-être et savoir-faire avec des jeunes à l'esprit d'entrepreneur. Plus que jamais, il faut créer une mentalité régionale qui valorise le goût d'entreprendre chez nos jeunes. Pour plus d'information, vous pouvez communiquer avec les brigadiers Roger Bibeau, André Lussier, Marcel Robert et Jacinthe Siros ou Michèle Gauthier, coordonnatrice de la brigade, au 450.746.5595, poste 24 ou par courriel au sadc.pierredesaurel@bellnet.ca

La SADC Pierre-De Saurel peut vous offrir une aide financière :

ENTRE 5 000\$ ET 150 000\$ PAR ENTREPRISE

450 746-5595
sadc.pierredesaurel.net

Développement économique Canada appuie financièrement la SADC



Avec vue sur le Saint-Laurent

L'Ecomonde du lac Saint-Pierre s'implantera au centre-ville

Jean-Philippe Morin

C'est maintenant officiel: l'Ecomonde du lac Saint-Pierre aura finalement le fleuve Saint-Laurent comme attrait puisque l'ambitieux projet de l'idéateur Serge Pélouquin s'implantera sur le quai #2 et s'étalera jusqu'au parc Regard-sur-le-Fleuve.

La Ville de Sorel-Tracy s'était engagée il y a quelques années à investir 1 M\$ pour l'aménagement de différents équipements dans le cadre de l'Ecomonde. Cette entente a été renouvelée au conseil de ville lundi soir dernier, et ce, malgré le changement de l'emplacement.

Cette entente de principe entre la Ville et le Regroupement indépendant pour la relance économique de la région de Sorel-Tracy (RIRÉRST), promoteur du projet, est un premier pas vers l'implantation de l'Ecomonde au centre-ville.

«Ça fait plus de huit ans qu'on attend cette entente!, se réjouit le président du RIRÉRST, Benoit Théroux. En réduisant le budget du projet de 45 M\$ à 8 M\$ en raison du changement d'emplacement, on s'assure d'un projet viable financièrement dès le départ.»

Le RIRÉRST assure que même si l'emplacement a changé, la mission est la même pour l'organisme à but non lucratif.

«On estime que 150 000 personnes vont passer dès la première année de l'im-

plantation. Ce sont des retombées pour tout le monde. Nous voulons que les bénéfices générés par l'Ecomonde soient réinvestis dans la communauté récrétouristique», assure le président.

Le maire Réjean Dauplaise se réjouit de la nouvelle. «La cession du quai #2 nous donne pleine compétence pour de nombreux projets de développement qui ne pourront qu'enrichir notre ville et améliorer la qualité de vie des citoyens», a-t-il fait savoir par voie de communiqué.

«Ce partenariat nous permettra de tisser des liens entre différents sites d'intérêt par le prolongement du parc Regard-sur-le-Fleuve, les pistes cyclables, la biosphère du Lac-Saint-Pierre, le Biophare, le centre-ville, les marinas, en plus de maximiser l'aménagement de ce site offrant un point de vue imprenable sur le fleuve Saint-Laurent», a-t-il ajouté.

Quelques bribes de l'Ecomonde

Même s'il ne connaît pas encore toutes les subventions qu'il pourrait recevoir dans son projet, M. Théroux a bien voulu



Une maquette de ce que pourrait avoir l'air le quai #2 au centre-ville avec l'implantation de l'Ecomonde.

donner un avant-goût de ce que l'Ecomonde pourra apporter aux citoyens.

«Sur le quai #2, on aura une plage urbaine avec des jeux d'eau. On y implantera des gradins et un monticule extérieur pour un bel accès aux feux d'artifice. Le service d'hôtellerie sera réduit à 24 chambres. Il y aura aussi une chapelle, des quais d'accommodation pour les plaisanciers ainsi que des croisiéristes», laisse-t-il savoir, en ajoutant que des partenariats sont en place pour le 375^e anniversaire de Sorel-Tracy en 2017.

Pour ce qui est de l'échéancier serré, M. Théroux est confiant que tout se déroule comme prévu.

«Présentement, nous sommes en discussion pour compléter notre montage financier à 100% d'ici l'automne 2012. Nous en sommes à 80%. À l'hiver 2013, nous irons en appel de propositions pour construire les bâtiments et au printemps 2013, les infrastructures, espérons-le, commenceront à être bâties. Si tout va bien, à l'été 2014, le projet sera terminé, projette-t-il.



SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL



**L'ÉCOMONDE
DES MARAIS**



C'est maintenant officiel : la région de Sorel-Tracy reconnue comme Technopole en écologie industrielle

ANDRÉ PÉLOQUIN

ANDRÉ.PÉLOQUIN@TCJC.CA

Hier, la présidente de Zones Québec Innovation, Natalie Quirion, annonçait que les membres du conseil administratif de son organisation retenaient la région de Sorel-Tracy à titre de Technopole en écologie industrielle. « Au nom de tous mes collègues, je tiens à vous féliciter pour le travail de mobilisation régionale accompli ainsi que pour votre engagement à prendre part à une économie du savoir forte au Québec », a-t-elle noté par voie de communiqué.

Une nouvelle qui, bien sûr, a été bien accueillie par la présidente du Technocentre en écologie industrielle (TÉI) de Sorel-Tracy, Hélène Gignac. « Cette reconnaissance nous permet de devenir la Première Technopole en écologie industrielle au monde. Elle

démontre l'expertise développée par la région en termes de valorisation des résidus industriels et la fabrication d'équipements liés à l'énergie », a-t-elle ajouté.

À PROPOS DE ZONES QUÉBEC INNOVATION

Autrefois connue comme l'Association des technopoles du Québec, Zones Québec Innovation est le seul intervenant reconnu pour la certification des différentes zones d'innovation sur le territoire du Québec. Dans le communiqué annonçant la nouvelle, on y note que « cette organisation s'assure que ses membres répondent à des critères précis. Elle compte actuellement neuf (9) territoires reconnus au Québec et accorde également l'adhésion des zones d'innovation québécoises à l'Association internationale des parcs scientifiques (IASP), laquelle regroupe plus de 370 membres à travers le monde. »



Le 12 mars dernier, on procéda au dépôt du Cahier de présentation de la Technopole en écologie industrielle. Il s'agissait de la dernière étape avant que la Ville de Sorel-Tracy soit officiellement reconnue comme la première Technopole en écologie industrielle au Québec. Le Cahier de présentation a été remis à Natalie Quirion, présidente de Zone Québec Innovation, et signé conjointement par Réjean Dauplaise, maire de Sorel-Tracy, Sylvain Simard, député de Richelieu à l'Assemblée nationale du Québec, et par Hélène Gignac, présidente du Technocentre en écologie industrielle de Sorel-Tracy. (Photo : Gracieuseté)

Un investissement supplémentaire de 7,2M\$ à Rio Tinto, Fer et Titane

La somme sera affectée à la réfection du système de filtration d'eau de l'aciérie

Construire ensemble et autrement

La deuxième Semaine de l'Écocollectivité se tiendra du 30 avril au 5 mai



■ MARILYNE CHAMPAGNE

MARILYNE CHAMPAGNE/REUTERS

Dans le cadre de la deuxième Semaine de l'Écocollectivité de Pierre-De Saurel, qui se tiendra du 30 avril à 5 mai, la population est invitée à participer à la journée spéciale d'activités qui aura lieu le samedi 5 mai aux Promenades de Sorel.

METTRE EN VALEUR LES PROJETS DES JEUNES
Cette année, le comité a décidé de faire valoir plus particulièrement les projets mis sur pied par les jeunes de la région. Comme l'Explorium, l'Office de tourisme, l'École régionale d'apprentissage de Trois-Rivières en éco-technologie industrielle. « La population est invitée à venir voir ce qui se fait déjà à venir copier et s'inspirer des plus inspirants... nos jeunes », s'extasie-t-elle. « Les jeunes ont de l'imagination, ils ont des idées, et ils sont notre avenir », a fait valoir Gilles Salvad, préfet de la MRC de Pierre-De Saurel. « Nous voulons les encourager à aller de l'avant pour le développement régional, puisque ce sont eux qui seront aux commandes de notre société dans quelques années ».

Les jeunes assureront donc les visites le 5 mai au sein des stands et différentes présentations, ateliers de cuisine « à la soupe », plantation de semis, Festival des arts de Sorel-Tracy, Jeunes entrepreneurs de Fernand-Lefebvre, Clic et Zoon, Le magasin (équitab) du Monde des étudiants du Cégep de Sorel-Tracy, groupe de danse, Théâtre de Glorie pour les jeunes adolescents, Groupe Distinction de Fernand-Lefebvre, grappling et saut à la corde et plusieurs autres présentations.

COLLECTE DE VIEUX GRIMOIRES
Le Centre de formation en entreprise et récupération (CFER) Réalité Jeunesse invite les visiteurs à apporter leurs vieux ordinateurs, écrous, téléviseurs, imprimantes, routeurs, et autres appareils électroniques défectueux, le 5 mai. Le CFER récupère ces équipements pour les recycler de façon sécuritaire pour l'environnement.

[Suite à la page 333](#)

Gilles Salvad, préfet de la MRC de Pierre-De Saurel, Mireille O'Brien, conseillère en développement de projets au Technocentre en éco-technologie et René Lachapelle, président du comité de l'Écocollectivité. (Photo: Marilyn Champagne)

L'ÉCOCOLLECTIVITÉ
Rappelons que l'Écocollectivité est une approche privilégiée mise de l'avant par la MRC de Pierre-De Saurel pour établir son plan de développement stratégique, et ce, dans une perspective de développement durable. « L'Écocollectivité, c'est une façon de « Construire ensemble et autrement », met l'accent sur les moyens à prendre pour développer un avenir prometteur et viable pour les générations futures. Un comité de l'Écocollectivité, formé d'une vingtaine de partenaires du milieu et présidé par René Lachapelle, travaille durant toute l'année à réaliser cette planification stratégique dans laquelle l'inscrit la Semaine de l'Écocollectivité. Il s'agit d'une façon de repenser notre développement local dans toutes ses dimensions », a souligné M. Lachapelle.

AUTRES ACTIVITÉS
Durant toute la semaine, d'autres activités sont organisées par différentes institutions ou entreprises, afin de sensibiliser la population ou leurs employés à l'importance de vivre leur Écocollectivité.

Parmi ces activités, notons la tenue de conférences diverses, du Cégep de Sorel-Tracy et la MRC de Pierre-De Saurel, des ateliers guidés dans différents édifices municipaux de Sorel-Tracy, activités de sensibilisation, etc.
Consultez la programmation disponible sur la page Facebook (Écocollectivité de Pierre-De Saurel) et sur le site Internet de la MRC de Pierre-De Saurel (www.mrcpierredesaurel.com), onglet « événements spéciaux ».



SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL



ENTREPRENEURS D'ICI

La brigade entrepreneuriale

L'importance de solliciter la fibre entrepreneuriale des jeunes

Nicolas Dubois

Les jeunes sont l'avenir. Ils seront les maîtres de notre économie dans quelques années. D'où l'importance de développer chez eux la fibre entrepreneuriale. Voilà l'objectif de la Brigade entrepreneuriale Pierre-De Saurel mise sur pied il y a quelques mois.

Les plus récentes études de la Fondation de l'entrepreneurship mentionnent qu'en 2010, le Québec est deux fois moins dynamique en entrepreneuriat que le reste du Canada. De plus, selon la plus récente étude de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) d'octobre 2011, la ville de Sorel-Tracy est classée au 19^e rang seulement des villes les plus dynamiques en matière de performance entrepreneuriale sur 24 au total.

«À partir de ce constat, nous nous sommes dit qu'il était temps d'agir», explique la présidente de la Chambre de commerce et d'industrie Sorel-Tracy métropolitain, Marie-France Carra.

Crée en février 2011, la brigade entrepreneuriale a comme principal objectif de donner le goût aux jeunes d'entreprendre. Elle mise sur l'interaction dynamique de chaque entrepreneur avec les étudiants afin de les sensibiliser sur l'importance d'une culture entrepreneuriale qui permettra d'é-

veiller un intérêt, voire, la passion d'entreprendre un projet concret.

«Nous désirons sensibiliser les jeunes au domaine des affaires. Par des rencontres avec les brigadiers, ils sont invités à considérer une approche différente pour leur avenir», ajoute Mme Carra. Actuellement, plus de 26 brigadiers font partie de l'équipe.



Dans l'ordre habituel: Alain Rouleau, directeur du Service de sécurité incendie, Patrick Lamotte, professeur des classes de projet personnel d'orientation, André Lussier, brigadier, Jacinthe Sirois, brigadière, Réjean Dauplaise, maire de Sorel-Tracy, Alain Aubut, président-directeur général de la Fondation de l'entrepreneurship et Marcel Robert, brigadier.

5 à 7 pour la réussite

C'est en présence de plus de 125 invités composés d'entrepreneurs et d'intervenants de la région que les membres initiateurs de la Brigade entrepreneuriale Pierre-De Saurel lancait récemment un appel à tous les entrepreneurs sur l'urgence d'agir, lors d'un 5 à 7 privilège au quartier général

du Service de sécurité incendie de la Ville de Sorel-Tracy.

«Les brigadiers sont très généreux de leur temps. Il s'agit d'une belle communication avec les jeunes. Une possibilité de leur donner de nouveaux horizons», ajoute l'agente de communication à la Société d'aide au développement de la collectivité de Pierre-De Saurel, Michèle Gauthier.

Contribuer à la brigade entrepreneuriale

Les entrepreneurs sont invités à contribuer à la brigade, peu importe le secteur d'activité ou le parcours.

«On a tous des gens qui nous ont marqués par une action, une parole ou qui ont fait la différence. C'est ce que la brigade entrepreneuriale veut: faire la différence pour les jeunes. Votre implication peut être sous forme de temps et sous forme d'appui financier qui servira au financement d'activités de la brigade directement auprès des jeunes et de remise de bourses», conclut Michèle Gauthier.

Pour plus d'information, il suffit de communiquer avec les brigadiers Roger Bibeau, André Lussier, Marcel Robert, Jacinthe Sirois ou Michèle Gauthier, la coordonnatrice brigade SADC de Pierre-De-Saurel, 450.746.5595, poste 24 ou par courriel au sadccom@bellnet.ca.



PIERRE-DE SAUREL



5,6 milliards de raisons pour s'afficher sur le Web

Le vulgarisateur web François Charron et la SADC invitent les PME locales à s'imposer sur la Toile

■ ANDRÉ PÉLOQUIN

ANDRE.PELOQUIN@TC.CA

Chroniqueur web révélé au grand public grâce à ses chroniques à l'émission *Salut Bonjour*, François Charron est un drôle d'oiseau. Bien que son site web personnel attire, en moyenne, 400 000 internautes chaque mois, Charron se défend d'être un individu branché sur les nouvelles technologies. « Je suis un "monocle", lance-t-il, pince-sans-rire, avant de s'expliquer. » Je privilégie une approche de consommateur et de vulgarisateur plutôt que de spécialiste. » C'est d'ailleurs avec cette optique en tête que Charron et la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) lancent mercredi dernier l'opération Branchons les PME de la MRC Pierre-De Saurel.

UN NOUVEAU KLONDIKE

Bien que les Facebook, Twitter et autres réseaux sociaux populaires laissent croire que la population québécoise a finalement embrassé le Web, il n'en est rien selon spécialiste de passage à Sorel-Tracy dans le cadre d'une tournée qui le mène dans une quarantaine de villes désirant mettre en valeur sur Internet leurs PME locales. Ainsi, selon des statistiques récentes, seulement 50 % des PME québécoises s'afficheraient sur le Web. De ce nombre, 50 % n'auraient toutefois pas de site web officiel et, par conséquent, passeraient sous le radar de Google qui, au fil des années, est devenu la pierre angulaire de l'Internet. « Imaginez! Le Groupe Pages Jaunes a même perdu de sa valeur boursière tant tout se passe par Google, maintenant », commente-t-il.

Pire encore, peu d'entreprises branchées profitent des pleines capacités de l'Internet, un réseau où les Québécois ont dépensé par moins de 5,6 G\$ l'année dernière. « Des PME en ligne, 10 % seulement ont une boutique en ligne! Et on est en 2012! », s'exclame Charron.

La catastrophe est là : peu d'argent de ce montant revient à des entreprises locales. Imaginez si cet argent aurait abouti que dans des PME québécoises, ça serait capoté », ajoute-t-il tout en expliquant que le fait francophone peut se distinguer de l'anglais, « langue officielle » du Web. « Après tout, ce n'est pas tous les Québécois qui sont à l'aise de consommer sur des boutiques en ligne exclusivement qu'en anglais. On ne veut pas tous cliquer sur "I agree", [j'accepte cette transaction] à l'aveuglette! »

Toujours selon ce spécialiste, une présence sur le Web est maintenant primordiale pour une PME. « Il y a des années, est-ce qu'un commerçant hésitait à se procurer une ligne commerciale ou à s'afficher dans le boîtier téléphonique ? Ça devrait être la même chose sur le Web. Même qu'actuellement, si un commerçant devait avoir à choisir entre sa ligne téléphonique et la production de son site web, il devrait opter pour le dernier! » Plutôt que de s'épivarder d'un réseau social à l'autre, François Charron opte plutôt pour la création d'un site web personnalisé avant de miser sur Facebook et compagnie. « Y'a un effet de buzz autour des réseaux sociaux. Le temps passé sur la promotion de votre commerce sur Facebook est non seulement de la publicité pour Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook), mais du temps que vous auriez pu consacrer à votre propre site! De plus, le nombre d'entreprises québécoises qui se sont réellement distinguées sur les médias sociaux est vraiment limité. »

DES AFFAIRES BRANCHÉES

Sylvie Pélout, directrice générale de la SADC Pierre-de Saurel croit, elle aussi, que les PME locales doivent investir sur leur présence web... sans toutefois s'embarrasser. « Pourquoi s'offrir une Mercedes quand on n'en a pas besoin? », relativise-t-elle en suggérant aux gens d'affaires qui en sont à leur

L'expert Web François Charron.

(Photo : André Péloquin)



balbutiements sur la Toile d'investir avec parcimonie dans la création de leur site web. D'où la promotion de votresite.ca, une plateforme abordable mise à l'avant par Charron qui permet la création de sites et de boutiques en ligne. Le spécialiste y offre même des conseils et des formations. « J'ai pris un mois à préparer ces cours », indique-t-il. « Mine de rien, c'est tout un boulot de simplifier! », conclut-il. La SADC, de son côté, offre une aide financière pour épauler les entreprises dans leurs stratégies web.

■ www.sorel-tracyexpress.ca
Consulter notre site web pour visionner une vidéo où François Charron nous présente la plateforme votresite.ca.

Nouveau service d'affichage d'offres d'emploi

du Carrefour jeunesse-





Photo: ©Denis Gendron



SADC

Société
d'aide au développement
de la collectivité

PIERRE-DE SAUREL

En route vers 2025